

Chine – Iran : vers une maturité pragmatique ?

Vincent Eiffling



NOTE D'ANALYSE 7

Note d'Analyse 7

Vincent Eiffling

Chine – Iran : vers une
maturité pragmatique ?

Février 2010

Note d'Analyse 7

Du programme « Union européenne – Chine », Chaire InBev Baillet-Latour

Publication périodique réalisée par la Chaire InBev Baillet-Latour, programme « Union européenne-Chine ». Les opinions émises dans les notes d'analyses n'engagent que la responsabilité des auteurs. Il est interdit de reproduire partiellement ou intégralement sur quelque support que ce soit le présent ouvrage sans qu'il ne soit fait explicitement mention des sources.

Direction : Tanguy de Wilde et Tanguy Struye de Swielande.

Conception et mise en page du présent numéro : Alain De Neve.

Pour nous contacter :

Site Internet : <http://www.uclouvain.be/265598.html>

Email : Tanguy.Struye@uclouvain.be

© Chaire InBev Baillet-Latour, programme « Union européenne-Chine », 2009.



Vincent Eiffing est actuellement chercheur junior au sein de la Chaire InBev Baillet-Latour « Programme Union Européenne-Chine ».

Introduction et présentation des acteurs.

La république populaire de Chine et la république islamique d'Iran occupent depuis plusieurs années déjà une part sans cesse croissante dans les débats portant sur les relations internationales. En Occident, la Chine inquiète autant qu'elle fascine. Elle soulève de nombreuses interrogations : quelles seront les répercussions de sa croissance ? Quelle stratégie, position, adoptera-t-elle à l'avenir dans ses rapports avec les autres grandes puissances ? Représente-t-elle une menace ? A l'heure où l'influence chinoise se renforce à travers le monde et qu'elle soulève autant d'hypothèses contradictoires sur son avenir, il semble convenant de revenir sur l'un des pans les plus singuliers de la politique extérieure chinoise, à savoir les relations avec la république islamique d'Iran. L'Iran inquiète lui aussi. A l'instar de la Chine, la république islamique présente elle aussi une certaine singularité dans le jeu des Etats. Souvent érigé au rang de menace et de défi le plus important pour la communauté internationale du fait de son programme nucléaire controversé, l'Iran aime jouer la provocation, brouiller les pistes. Quelles sont ses intentions ? Quel crédit accorder à ses déclarations d'intentions qui vont à l'encontre des éléments à charge accumulés par les puissances occidentales. Le doute engendre la peur, à tort ou à raison, la menace potentielle que représente l'Iran ne manque pas d'arguments pertinents pour appuyer sa crédibilité. A décharge, les arguments iraniens ne manquent quant à eux pas non plus de rationalité. Face à deux positions qui transparaissent comme tout aussi légitimes l'une que l'autre, l'intransigeance des parties nous promet encore de nombreuses épreuves de force au sein du jeu diplomatique. La Chine et l'Iran sont à considérer comme des énigmes, des paramètres aux multiples variables que l'Occident se doit d'assimiler et de jauger au mieux afin de déployer la conduite politique la plus adéquate pour répondre aux défis réels et non imaginés qui se posent aujourd'hui et se poseront demain face à lui. Dans ce contexte, il convient de se pencher sur les relations bilatérales qu'entretiennent aujourd'hui la république populaire et la république islamique. De cette analyse, nous tenterons de faire ressortir la dynamique du processus qui a conduit à l'établissement de ces relations ainsi que ses motivations, ses objectifs, et ses perspectives d'avenir.

Après avoir longtemps porté l’empreinte du conflit Est-Ouest, la république populaire de Chine et la république islamique d’Iran entretiennent aujourd’hui des relations bilatérales à la fois riches et complexes dont la compréhension se révèle importante afin d’appréhender correctement certains sujets d’actualités tel que la question nucléaire iranienne ou la politique énergétique chinoise. Ces deux Etats qui peuvent sembler de prime abord plutôt différents présentent en réalité de nombreuses similitudes sur les plans interne, historique et géopolitique. La relation sino-iranienne s’est bâties progressivement sur la base d’une convergence des intérêts nationaux. D’abord limitée, elle s’est dans un premier temps approfondie dans le secteur économique avant de s’élargir à la coopération politique et stratégique qui s’est à son tour également approfondie. Le constat actuel de cette dynamique résulte en une coopération multisectorielle dans les domaines économiques et commerciaux, un renforcement de la consultation politique, des positions communes en matière de relations internationales, de nombreuses déclarations conjointes relatives au développement des relations bilatérales déjà existantes... Ceci a poussé certains analystes à évoquer la création d’un axe « Iran-Chine »¹. Aujourd’hui, la Chine est le premier partenaire commercial de la république islamique qui accueille par ailleurs plus d’ingénieurs et de techniciens chinois que d’européens expatriés. Cependant, nous constaterons que bien que l’on puisse effectivement parler de partenariat, voir de partenariat rapproché, les perspectives d’une alliance effective entre Pékin et Téhéran ne semblent pour l’heure pas réalistes. Les raisons découlent de toute une série de facteurs liés à la conjoncture internationale qui poussent la Chine à adopter une attitude alliant patiente, tentatives d’influences et actions coercitives vis-à-vis de son partenaire moyen-oriental, pièce importance de sa stratégie globale. Cette attitude peut parfois sembler ambivalente et paradoxale mais elle répond en réalité à une ligne politique constante poursuivant des objectifs clairement établis.

¹ Voir à ce propos : Dabas F.-R., « Iran-Chine : une alliance inachevée », in *Revue Française de Géopolitique. L’Iran réel : Des spécialistes civils et militaires décryptent librement la question iranienne*, n°5, Paris, Ellipses, 2009, p. 103 ; Meidan M., *Chine-Iran : des relations pragmatiques*, Observatoire Géopolitique sur la Chine, 2006, 12 p.
http://www.centreasia.org/media/files/AsiaCentre_OGP_note-CR_20061012_.pdf

Les deux républiques s'illustrent au travers de nombreuses similitudes ayant des répercussions sur leur politique extérieure et leur relation bilatérale. Sur le plan interne, les deux Etats fonctionnent sur base d'un régime totalitaire où les pouvoirs judiciaires et législatifs ne sont pas strictement séparés d'un exécutif où se concentre l'essentiel du pouvoir étatique. Plus encore, c'est entre les mains d'un individu en particulier que se retrouve les rennes du pouvoir. A savoir, pour la Chine : le président de la RPC², également secrétaire général du PCC³ et président de la commission militaire centrale ; et pour l'Iran : selon la doctrine du *velâyat-e faghib*, le juriste théologien gardien de la révolution islamique qui a la haute main sur l'armée, la police, la justice, les médias officiels et qui peut à tout moment limoger le président de la république ou apposer son veto sur n'importe quel acte législatif⁴. Les droits fondamentaux, les libertés individuelles et la liberté de la presse ne sont également pas garantis comme en témoignent les nombreuses mises en accusation par diverses ONG tels qu'Amnesty International, Human Right Watch, ou Reporters Sans Frontières. Les mondes politiques iraniens et chinois n'en sont pas pour autant homogènes, différents courants d'opinion sont à prendre en considération. Le PCC est ainsi divisé entre deux mouvances, les « Princlings » et les « Tuanpai » tandis que la scène politique iranienne se compose d'un ensemble de « réformateurs » opposé à un ensemble de « conservateurs »⁵. Il est à noter que cette subdivision est ici très fortement simplifiée du fait de la composition elle-même hétérogène de ces différents sous-groupes. Sans rentrer dans les détails, cette complexité se devait cependant d'être soulignée, les luttes d'influence interne pouvant avoir des répercussions substantielles sur la conduite de la politique étrangère. Enfin, l'influence des militaires sur la scène intérieure se fait de plus en plus grande en Chine (de par l'arrivée des vétérans de la guerre du Vietnam - 1979 à la Commission Militaire

² République Populaire Chinoise.

³ Parti Communiste Chinois.

⁴ Le dernier exemple en date a été le veto du guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, à la nomination par le président M. Ahmadinejad de Rahim Mashaie au poste de premier vice-président de la république islamique, le 17 juillet 2009.

⁵ Pour une lecture approfondie sur ce sujet, voir : Ladier-Fouladi M., *L'Iran : Un monde de paradoxes*, Atalante, 2009, pp. 187-224 ; Cheng Li, « China's Team of Rivals », in *Foreign Policy*, mars/avril 2009 ; Paus E., Prime P. B., Western J., *Global Giant : Is China Changing the Rules of the Game ?*, Palgrave Macmillan, 2009, 288 p.

Centrale⁶) comme en Iran (suite à la nomination par le président Ahmadinejad de *pasdarans*⁷ ou anciens pasdarans, tous vétérans de la guerre contre l'Irak, à des postes influents⁸).

Outre le champ politique, les sociétés civiles sont tout autant complexes et hétérogènes⁹. La Chine et l'Iran sont caractérisés par toute une série de clivages aussi bien ethniques, confessionnels, économiques que sociaux. Cette complexité constitue un défi pour des régimes totalitaires qui se doivent d'assurer la cohésion nationale par tous les moyens nécessaire – y compris l'usage de la force – afin d'étouffer dans l'œuf tout mouvement protestataire et garantir leur pérennité. Officiellement, l'Iran comme la Chine tiennent un discours de tolérance et de bienveillance à l'égard de leurs minorités, tout en garantissant que leurs droits fondamentaux sont respectés et leur spécificité culturelle préservée. La constitution iranienne n'octroie-t-elle pas un siège aux principales minorités au sein du *Majlis*, le parlement iranien ? La Chine n'est-elle pas, conformément au préambule de sa constitution, un « *Etat unifié multinational, créé en commun par les diverses nationalités du pays* » ? Dans un cas comme dans l'autre, la politique du gouvernement est en réalité caractérisée par une volonté d'exacerber le sentiment nationaliste et l'uniformité culturelle. Cette politique se traduit dans les faits par des mesures de prohibitions touchant l'usage de la langue et/ou la pratique des rites et coutumes propres aux minorités. Cette diversité endogène pousse en outre les gouvernements chinois et iranien à jouer la carte du nationalisme, aussi bien pour les affaires intérieure qu'extérieure. Ce facteur constitue véritablement un leitmotiv des déclarations d'officiels et a désormais remplacé en grande partie l'idéologie communiste et la fièvre de la révolution islamique comme élément mobilisateur de la population derrière les éléments du pouvoir¹⁰.

⁶ Vétérans également désigné comme le « Gang du Vietnam ».

⁷ Les gardiens de la révolution.

⁸ Pour une lecture approfondie sur ce sujet, voir : Wehrey F., Green J., Nichiporuk B., *The Rise of the Pasdaran: Assessing the Domestic Roles of Iran's Islamic Revolutionary Guards Corps*, Rand, 2008, 154 p.

⁹ Pour une lecture approfondie sur ce sujet, voir : Perry E., *Chinese Society: Change, Conflict and Resistance*, Routledge, 2003, 336 p. ; Hourcade B., *Iran - Nouvelles identités d'une république*, Paris, Belin, 2002, 223 p.

¹⁰ Il faut toutefois remarquer que si la fièvre révolutionnaire est en effet aujourd'hui retombée en Iran, le nationalisme iranien moderne joue quant lui aussi bien sur des facteurs

D'un point de vue historique, la Chine et l'Iran contemporains sont tous deux les héritiers de prestigieux empires. Leur deux cultures puisent leur origine dans des racines historiques profondes et elles ont chacune apporté une contribution unique dans l'histoire des civilisations¹¹. Leur influence a largement dépassé les frontières des entités étatiques actuelles et elle s'est exportée jusqu'en dehors du continent asiatique, allant jusqu'à alimenter les fantasmes édéniques de nombreux intellectuels et artistes européens tout au long de l'histoire. Les premiers contacts entre les deux empires furent établis dès le deuxième siècle avant notre ère, en 104 avant J.-C., entre l'Empire Parthe et la Dynastie des Hans¹². Les deux civilisations entretiendront par la suite de nombreux échanges, politiques et commerciaux, par l'intermédiaire de la mythique route de la Soie¹³. Aujourd'hui, l'outil culturel est utilisé aussi bien par Pékin que Téhéran pour nourrir le sentiment nationaliste, gage de cohérence en politique intérieure, que pour servir d'instrument de *softpower* lorsqu'il s'agit de politique étrangère¹⁴. Cependant, ce sentiment de fierté, exalté par les discours des autorités, se retrouve en porte-à-faux avec une réalité moins brillante : pauvreté, répression politique, obscurantisme, ... sont autant de facteurs démontrant la réalité d'une situation sans analogie avec le rayonnement des empires disparus.

historiques (refus des dictats étrangers, allusions à la grandeur de l'Empire Perse,...) que religieux (dénonciation de la politique de l'administration Bush comme étant dirigée contre le monde musulman).

¹¹ Coville T., *Iran, la révolution invisible*, La découverte, Paris, 2007, p.50.

¹² Dabas F.-R., op. cit., p. 104-105.

¹³ Pour une lecture approfondie sur la route de la Soie, voir : Biarnès P., *La route de la Soie, une histoire géopolitique*, Paris, Ellipses, 2008, 459 p.

¹⁴ A titre d'exemple du *softpower* iranien, mentionnons les remises d'argent liquide aux familles libanaises victimes de la guerre contre Israël en 2006 ou encore l'octroi d'argent aux îles Salomon pour envoyer des étudiants suivre une formation à l'étranger. Cette dernière affaire a en outre passablement irrité Israël suite à la contribution des îles Salomon, le 6 novembre 2009, à l'adoption par l'Assemblée générale des Nations unies du rapport rédigé par le juge sud-africain Richard Goldstone alors que Honiara était jusque là un allié inconditionnel de l'Etat Hébreu. A ce sujet, voir : Barthe B., « De l'importance des îles Salomon pour Israël », in *Le Monde*, 20 novembre 2009, http://abonnes.lemonde.fr/proche-orient/article/2009/11/20/de-l-importance-des-iles-salomon-pour-israel_1269828_3218.html#ens_id=1228030; pour une analyse approfondie sur le *softpower* chinois, voir : Struye T., « La Chine et le *softpower* : une manière douce de défendre l'intérêt national ? », in *Note d'Analyse de la Chaire Inbev Bailleit-Latour, programme « Union-Européenne – Chine »*, mars 2009, n°2, 18 p., <http://www.uclouvain.be/cps/ucl/doc/pols/documents/NA2-INBEV-UECH-FULL.pdf>

Ces empires, symboles de richesse, puissance et prestige, ont tout au long de leur histoire été caractérisés par une lutte constante contre l'envahisseur étranger. Les grecs, romains, arabes ou turcs pour l'Iran ; les vagues d'invasions successives des khanats mongols représentant la principale menace pour les dynasties chinoises (l'une d'elle sera d'ailleurs d'origine mongole). La Chine et l'Iran partagent également un intérêt commun de la Russie à leur égard. Moscou les a plusieurs fois considérés au fil de l'histoire comme des territoires stratégiques à annexer au moins partiellement¹⁵ pour accéder aux eaux libres du sud : le golfe Arabo-persique et la mer d'Oman afin de déboucher sur l'océan indien pour l'Iran, la mer du Japon et la mer Jaune donnant sur l'océan pacifique sans être bloqué par les glaces pour la Chine¹⁶. Ces invasions successives n'ont cependant pas réussies à briser l'identité nationale du centre névralgique de sociétés restées envers et contre tout très vigoureusement ancrées sur leur base identitaire et culturelle. Cette résistance à l'étranger se retrouve aujourd'hui elle aussi dans les discours nationalisés dénonçant un *néo-colonialisme* et un *néo-impérialisme* des puissances occidentales vis-à-vis des puissances émergentes et des pays du tiers-monde.

La Chine et l'Iran n'ont également pas de passé colonial à l'inverse des puissances européennes du 19^{ème} siècle. Au contraire, ils ont tous deux suscité l'appétit des grands Etats Européens dès lors que leur déliquescence apparaissait irrémédiable. Cette absence de passé colonial et cette solidarité de fait face aux appétits antérieurs des grandes puissances du 19^{ème} siècle sert aujourd'hui la politique menée par la Chine et l'Iran sur les continents africain et sud-américain. Se posant en victimes de l'impérialisme des anciennes grandes puissances européennes, Pékin et Téhéran invoquent la solidarité historique auprès de nombreux pays autrefois colonisés et se présentent en alternatives pour des relations économiques « *équitables* » rejetant le néo-impérialisme et le néo-colonialisme des puissances occidentales.

¹⁵ Le territoire de la Mandchourie mais aussi une partie du Xinjiang représentant les centres d'intérêt de la Russie à l'égard de la Chine.

¹⁶ Lambert D., *Géopolitique de la Chine*, Paris, Ellipses, 2009, p. 405.

Enfin, l'on constate que ni la Chine ni l'Iran n'ont jusqu'à aujourd'hui connu de régime démocratique. Cette absence peut en partie expliquer l'inertie d'une société civile qui jusqu'il y a peu n'avait pour ainsi dire aucune vision de la vie *extra-muros* au territoire national. Les développements de la télévision par satellite et de l'internet auront sans nul doute un rôle important dans l'émancipation de la société civile comme l'ont par exemple illustré les réseaux de socialisation lors des manifestations postélectorales du 12 juin 2009 en Iran¹⁷. Le récent plaidoyer en faveur d'internet du président Obama lors de sa visite en Chine de novembre 2009 n'est d'ailleurs pas innocent et rentre parfaitement dans ce contexte¹⁸.

Concernant les aspects géopolitiques, les similitudes mais plus encore les liens entre les deux républiques sont eux aussi à mentionner. Premièrement, nous pouvons parler dans un cas comme dans l'autre de *puissances émergentes* : l'une au niveau mondial, l'autre dans son cadre régional qui n'est autre que le Moyen-Orient, l'une des régions les plus stratégiques au monde. Cette émergence n'est pas sans inquiéter les autres acteurs internationaux au premier rang desquels se retrouvent les Etats-Unis. Du fait de leur émergence, la Chine et l'Iran doivent trouver leur place dans le nouvel ordre mondial et composer avec les intérêts de la première grande puissance qui souhaite avant tout conserver sa position dominante¹⁹. Les relations bilatérales entre la Chine et l'Iran sont ainsi *de facto* fortement corrélées à leurs rapports réciproques avec les Etats-Unis. Par ailleurs, si l'on évoque régulièrement ces derniers dans le cadre de l'alliance atlantique, il ne faut pas oublier la dualité océanique

¹⁷ Plusieurs mois après l'élection contestée de M. Ahmadinejad, l'opposition continue à user d'internet dans sa lutte de discréditation du régime. Ce dernier vient d'ailleurs de mettre en place une unité spéciale chargée réduire au silence les sites d'oppositions. Voir à ce sujet : Tait R., « Iran moves to silence opposition with internet crime unit », in *The Guardian*, 15 novembre 2009, <http://www.guardian.co.uk/world/2009/nov/15/iran-target-mousavi-internet-voice>

¹⁸ Voir à ce sujet : Brunet M., « En Chine, le plaidoyer d'Obama en faveur d'Internet », in *Le Figaro*, 16 novembre 2009, <http://www.lefigaro.fr/international/2009/11/16/01003-20091116ARTFIG00359-obama-renouvelle-son-amitie-a-la-chine.php>; Douzet F., « Les frontières chinoises de l'Internet », in *Hérodote*, 2^{ème} trimestre 2007, n°125, p. 127-142 ; pour une lecture plus approfondie sur le sujet, voir : Yang G., *The Power of the Internet in China: Citizen Activism Online*, Columbia University Press, 2009, 320 p.

¹⁹ Pour une lecture complémentaire sur la politique américaine et le nouvel ordre mondial, voir : Struye de Swielande T., « Les Etats-Unis et le nouvel ordre mondial émergent », in *Les cahiers du RMES*, été 2008, vol. V, n°1, p. 77-129, http://www.rmes.be/CDR9/CDR9_STRUYE.pdf

de leur territoire qui débouche également sur l’océan Pacifique qui par extension les appellent à défendre leurs intérêts en Extrême-Orient. Cette dualité océanique appelle naturellement les Etats-Unis à se positionner à la fois en tant que « puissance atlantique » et « puissance pacifique ». Ce dernier aspect est d’autant plus pertinent qu’ils sont territorialement présents au cœur du Pacifique, en première ligne face à l’extension de la sphère d’influence chinoise grâce notamment aux îles d’Hawaï et de Guam. A cela s’ajoute une présence militaire conséquente dans des pays tiers tels que la Corée du Sud, le Japon (Okinawa) et les Philippines. Enfin, le Golfe Arabo-persique est une place géostratégique essentielle dans la stratégie globale de Washington, essentiellement pour sa sécurité d’approvisionnement en hydrocarbures. La montée en puissance du régime iranien et plus encore son possible programme nucléaire à vocation militaire risque à terme de déstabiliser l’arène régionale et d’aggraver les conflits – latents ou ouverts – qui restent nombreux dans la région. L’émergence de l’Iran aura également comme effet d’accentuer encore plus la perte d’influence des alliés traditionnels de Washington dans cette partie du monde²⁰. Dans ce contexte, le renforcement des relations sino-iraniennes pourrait aller de pair avec une présence accrue de Pékin dans le Golfe qui reste jusqu’à aujourd’hui une zone essentiellement sous influence américaine. Ceci est d’autant plus vrai que Pékin et Téhéran s’accordent tous deux sur la nécessité d’un système international multipolaire et que les deux pays reconnaissent leur importance régionale mutuelle et le besoin de s’appuyer l’un sur l’autre pour se poser en pôles porteurs de valeurs différentes de celles prônées par les occidentaux.

Dans son article *The Geopolitics of China : A Great Power Enclosed*²¹, George Friedman démontre le caractère insulaire du *heartland* de la Chine contemporaine : l’essentiel de sa population ethniquement majoritaire (les Hans, ~ 80% de la population), ses centres de décisions politiques et son potentiel économique et industriel est concentrés dans ses provinces

²⁰ Voir à ce sujet : Slackman M., « Influence of Egypt and Saudi Arabia Fades », in *The International Herald Tribune*, 10 novembre 2009,

http://www.nytimes.com/2009/11/11/world/middleeast/11saudi.html?_r=1&ref=middleeast
²¹ Pour consulter l’article de G. Friedman, http://www.investorsinsight.com/blogs/john_mauldins_outside_the_box/archive/2008/06/12/the-geopolitics-of-china.aspx

orientales, de Jilin au Guangxi en passant par la municipalité autonome de Chongqing. Le reste du territoire chinois est quant à lui considéré comme une *bufferzone*, composée du nord de la Mandchourie et des régions autonomes du Tibet, du Xinjiang et de la Mongolie Intérieure. Celles-ci, de par leur étendue et leurs spécificités géographiques, agissent telle une zone tampon entre le cœur de la Chine et les pays voisins, en particulier l'Inde et la Russie, deux autres puissances à la frontière de l'empire du milieu. Ces régions, les plus sous-développées, abritent par ailleurs les principales ethnies et groupes linguistiques minoritaires que sont les tibétains, les ouïgours (principale minorité musulmane du pays) et les mongols. Actuellement, le gouvernement chinois recherche à consolider sa main mise sur ses provinces afin des les ancrer de manière irrévocable dans son espace national. Pour ce faire, Pékin subventionne d'importants travaux d'infrastructures - routes, chemins de fer,... - reliant les *bufferzones* au *heartland* afin d'une part d'en favoriser le développement pour affirmer la légitimité du PCC comme facteur de bien-être économique auprès des populations, et d'autre part, d'acheminer les matières premières dont ces régions regorgent (cuivre, zinc, charbon, hydrocarbures, ...) et dont la croissance chinoise a tant besoin. Tout ce processus vise également à favoriser l'immigration sans cesse plus importante des Hans vers les *bufferzones*, diluant ainsi les populations autochtones et renforçant la main mise de Pékin sur ces territoires²². A l'instar du processus d'*iranisation* mené par le régime des Mollahs, nous pouvons parler ici de *hanisation*. Plusieurs parallèles peuvent être faits entre cette approche théorique et la géopolitique de la république islamique qui présente elle aussi plusieurs facteurs d'insularité. Si nous examinons sa géographie intérieure, nous remarquons que le poumon économique qui abrite l'essentiel de sa population se situe à l'ouest de l'axe nord-sud *Tabriz – Téhéran – Qom – Ispahan – Shiraz*, protégé au nord par la Mer Caspienne et les Monts Elbrouz, au sud par le Golfe Arabo-persique, à l'ouest par plusieurs chaînes de montagnes et à l'est par le plateau iranien, désert hostile quasi inhabité et les montagnes frontalières du Turkménistan, de l'Afghanistan et du Pakistan. Cette

²² A titre d'exemple, le Xinjiang était encore peuplé en 1950 à 90% de population musulmane, majoritairement des Ouïgours. Aujourd'hui la capitale provinciale, Urumqi, compte 80% de Han.

géographie procure à l'Iran des défenses naturelles vis-à-vis de ses voisins et plus encore une profondeur stratégique à l'est de ses centres névralgiques. Elle est physiquement séparée par le Golfe de son principal rival régional et religieux qu'est l'Arabie Saoudite, elle possède une zone d'Etats-tampons au Caucase et en Asie Centrale entre elle et la Russie, et les récifs montagneux à cheval entre son territoire et la Turquie rendraient bien périlleuse toute initiative militaire entreprise de part et d'autre de la frontière. Un point faible persiste cependant, dans le sud-ouest de son territoire : la moitié ouest de la province du Khuzestan, à la frontière de l'Irak, d'où parti notamment l'offensive des troupes de Saddam Hussein au cours de la première guerre du Golfe (1980-1988). Cette faiblesse est d'autant plus préoccupante que la région abrite une part importante des réserves du pays en hydrocarbures et qu'elle est peuplée d'une population majoritairement arabe. Pour renforcer l'intégration de ces territoires stratégiques, la république islamique recourt aux mêmes méthodes que la république populaire : programme de développement intensif des régions périphériques, particulièrement au Kurdistan et au Baloutchistan, et brassage des minorités ayant conservé une identité culturelle forte au reste de la population afin de les *iraniser*²³. Un autre facteur caractérisant l'insularité de la république islamique se trouve dans sa distinction au sein de son environnement régional. L'Iran est un pays à l'identité nationale forte²⁴ relativement stable sur le plan de la politique intérieure si on le compare à son environnement régional

²³ Les autorités iraniennes ont bien compris l'importance de l'enjeu que représentent ces régions comme l'illustre par exemple la visite en mai 2009 du Guide Suprême de la révolution au Kurdistan iranien. Voir à ce sujet : IRNA, « La ville de Marivan dans la province du Kurdistan accueille le guide suprême », 16 mai 2009, <http://www2.irna.com/fr/news/view/menu-375/0905167742132737.htm> et IRNA, « Le Guide suprême prône l'accélération du rythme de développement du Kurdistan », 16 mai 2009, <http://www2.irna.com/fr/news/view/menu-375/0905161301151147.htm>

²⁴ Cette situation peut être qualifiée de paradoxale dans la mesure où seulement 46% de la population iranienne est ethniquement persane alors que plus de 85% de la population parle le farsi. La république islamique compte par ailleurs 21% de turcophones, essentiellement des Azéris (Mir Hossein Moussavi, candidat malheureux à l'élection présidentielle du 12 juin 2009 et leader politique du mouvement contestataire « Le chemin vert pour l'espoir » est ethniquement azéri. Il est également intéressant de notifier que l'Iran abrite plus d'Azéris que l'Azerbaïdjan lui-même.), 10% de Kurdes, 9% de Lors, 3,5% d'Arabes, 3% de Baloutches et 7% de populations caspiennes (Gilaki et Mâzandâni). Aujourd'hui, la situation au Kurdistan s'est fortement pacifiée bien qu'il y persiste une certaine menace en dépit des efforts déployés par le régime des Mollahs pour iraniser les populations turcophones. Aujourd'hui, les principales forces de contestations centrifuges opposées à l'autorité de Téhéran émanent essentiellement des groupuscules baloutches.

composé de l'Irak, du Pakistan, de l'Afghanistan, du Caucase, de l'Asie Centrale et de la Turquie qui est la seule à pouvoir supplanter la république islamique en la matière. Tous ces pays entretiennent par ailleurs des liens privilégiés avec Washington, soit par l'intermédiaire de relations coopératives, soit par la présence de troupes américaines sur leur sol, ou encore par le biais d'une alliance de défense mutuelle²⁵. L'Iran est également un sanctuaire chiïte au milieu d'un environnement essentiellement sunnite²⁶ (seule l'Irak et Bahreïn comportent une majorité de chiïte, respectivement 60% et 55% de leur population²⁷). La république islamique est également la seule puissance régionale (en considérant ici son premier mais aussi son deuxième cercle de voisinage) non pourvue d'une capacité nucléaire à vocation militaire : le Pakistan, l'Inde, Israël et la Russie disposant tous d'une telle capacité. Cette configuration géopolitique pousse l'Iran à rechercher via ses relations avec la république populaire de Chine un moyen de s'extraire de cette « insularité » pour contourner l'encerclement américain.

Les relations sino-iraniennes sont également très anciennes et elles se sont initialement développées sur base du commerce et des échanges véhiculés par la route de la Soie. Cette « *logique des routes* » fait encore aujourd'hui partie prenante des relations sino-iraniennes : les voies terrestres conventionnelles ont été remplacées par les voies d'approvisionnement énergétiques et l'ancienne route de la Porcelaine (9^{ème} – 15^{ème} siècle) retrouve toute sa pertinence si on la juxtapose avec les routes maritimes contemporaines passant par le détroit d'Ormuz, le détroit de Malacca et le dispositif du *collier de perle chinois* qui traduit bien l'intérêt stratégique porté par Pékin aux voies d'approvisionnement maritimes. A termes, il est possible qu'un développement plus poussé des réseaux ferrés eurasiatique permette le transport de marchandises à

²⁵ La Turquie étant un membre à part entière du traité de l'Organisation de l'Atlantique Nord.

²⁶ Les autres Etats musulmans composant l'environnement régional de la république islamique sont très majoritairement de confession de Sunnite avec des minorités plus ou moins importantes de confession chiïte. Les régimes sunnites craignent par ailleurs que ces minorités ne constituent le cas échéant une « cinquième colonne » relayant les intérêts de Téhéran.

²⁷ Nakash Y., *Reaching for Power - The Shi'a in the Modern Arab World*, Princeton, Princeton University Press, 2006, p. 15 ; Boniface P. (sous la dir.), *L'Année stratégique 2010 – Analyse des enjeux internationaux*, Paris, IRIS, 2009, p. 322.

grande échelle sur un tracé proche de l'ancienne route de la Soie. Avec sa position géographique si spécifique, véritable carrefour entre les mondes arabes, indiens, européens et russes, l'Iran apparaît aujourd'hui comme le terminal des axes d'influence de la Russie et de la Chine en direction du golfe Arabo-persique et de l'Océan indien²⁸. A cela s'ajoute une « *logique des ressources* » qui couplée à la logique des routes, met en exergue toute l'importance géopolitique du territoire iranien pour l'émergence chinoise. En effet, la république islamique possède aujourd'hui les 4^{èmes} plus importantes réserves de pétrole prouvées avec approximativement 9 à 10% des réserves mondiales et elle se place sur la deuxième marche des ressources en gaz naturel avec un potentiel estimé approximativement à 15% des réserves mondiales.

L'ensemble de ces caractéristiques expliquent la place stratégique qu'occupe aujourd'hui la république islamique dans le jeu des grandes puissances. Le rapprochement opéré ces dernières années entre Pékin et Téhéran s'inscrit d'ailleurs dans ce contexte et répond de façon pragmatique à des impératifs géostratégiques portant sur les intérêts nationaux en utilisant notamment abondamment l'institutionnalisme stratégique.

La république populaire et la révolution islamique.

En février 1979, la révolution islamique renverse le régime du Shah. Initiée aussi bien par les intellectuels, les classes moyennes que les laissés pour compte du régime impérial, cette dynamique populaire est reprise en main par le monde religieux qui se l'approprie en la personne de l'ayatollah Khomeiny. Personnage pieux et charismatique, son leadership lui permet de s'imposer comme l'homme fort d'un régime théocratique basé sur deux principes antagonistes : la souveraineté populaire et la souveraineté du juriste théologien, le *velâyat-e faghih*, guide suprême de la révolution et véritable détenteur du pouvoir.

²⁸ Biarnès P., *La route de la Soie, une histoire géopolitique*, Paris, Ellipses, 2008, p. 270.

Les premières années du nouveau régime sont cependant difficiles. Sur le volet intérieur, la fièvre révolutionnaire et les rivalités internes entraînent des purges et des massacres au sein de la population et des mouvements politiques qui ont pourtant participé à la chute du Shah mais s'opposent à l'instauration d'une république islamique. La société civile est en effervescence et la stabilité sociale reste à établir. Sur le volet extérieur, le régime des Mollahs se retrouve isolé, coupé aussi bien de l'est que de l'ouest pour des raisons idéologiques²⁹. L'animosité est particulièrement forte à l'encontre des Etats-Unis, principal allié du dictateur déchu, avec qui les relations diplomatiques sont interrompues suite à la crise des otages de novembre 1979. Washington s'en prend alors à l'appareil de défense du nouveau régime en interdisant toute exportation de système d'arme ou de pièce de rechange pour système d'arme à destination de l'Iran. Cet embargo militaire handicapera considérablement Téhéran dont le principal fournisseur en armement avant la révolution n'était autre que les Etats-Unis. Les avoirs iraniens aux Etats-Unis sont également gelés. Concernant l'Union Soviétique, la perception du régime des Mollahs n'est pas plus positive en raison du soutien apporté par Moscou au Toudeh³⁰ dans les premières heures de la révolution de 1979.

Le contexte géopolitique régional de l'époque n'est pas favorable à la jeune république islamique dont la doctrine initiale en matière de politique étrangère repose sur une exportation de la révolution à l'ensemble du monde musulman. Ceci ne manque pas de susciter la méfiance de ses voisins arabes avec lesquels les relations bilatérales sont dans un premier temps extrêmement tendues, voir hostiles. Une nouvelle menace se présente en décembre 1979 lorsque l'URSS envahit l'Afghanistan, ce qui permet à Moscou de se retrouver militairement présent à la frontière orientale de la république islamique et donc à proximité du Golf Arabo-persique. Cette intervention soviétique ne manque pas non plus d'inquiéter la république populaire qui voit d'un mauvais œil le rapprochement de Moscou d'une région si stratégique. Pékin craint en outre pour la sécurité de son allié pakistanais. Alors que

²⁹ Rejetant les idéologies des deux superpuissances, l'ayatollah Khomeiny souhaitait développer une politique étrangère se démarquant du contexte général de la guerre froide au travers d'une approche symbolisée par le slogan « ni Est, ni Ouest ».

³⁰ Le parti communiste iranien.

la politique étrangère chinoise du début des années 1980 se veut également indépendante des deux superpuissances, Pékin cherchant à pacifier sa périphérie afin d'y tisser des liens garantissant sa sécurité, son influence et son émergence économique, l'intervention de l'URSS en Afghanistan est perçue côté chinois comme un obstacle à l'avènement d'un environnement régional stable.

Le conflit afghan et la volonté de mener une politique étrangère indépendante des deux superpuissances constituent finalement une base commune sur laquelle put s'amorcer le rapprochement entre la république islamique et la république populaire. La convergence des intérêts stratégiques l'emportait ici sur les divergences idéologiques.

A partir du 22 septembre 1980, l'Iran doit faire face à l'agression du régime laïc de Saddam Hussein (arrivé à la présidence irakienne en juillet 1979) sur sa frontière occidentale. Le raïs irakien espère profiter du chaos engendré par la révolution pour faire la main basse sur la province du Khuzestan. Cette région particulièrement riche en gisement pétrolier lui permettrait d'étendre sa façade maritime sur le Golfe Arabo-persique. En guerre sur son flanc ouest et menacée sur son flanc est, la république islamique se doit de sortir de son isolement diplomatique et de trouver des alliés suffisamment puissants pour appuyer sa position sur la scène internationale. La Chine se présente à l'évidence comme le seul Etat en mesure de rencontrer l'ensemble des espérances iraniennes. Pékin est en effet le seul membre du Conseil de Sécurité à ne pas cloisonner sa politique extérieure aux rapports de force du conflit Est-Ouest. Avec son action diplomatique indépendante, la république populaire apparaît susceptible d'apporter un soutien politique au régime de Téhéran. De plus, la Chine représente pour l'Iran la seule possibilité d'acquérir des systèmes d'armement performant lui permettant de résister aux offensives irakiennes ; les occidentaux étant hostiles à la république islamique et l'URSS se montrant réticent aux exportations d'armements vers Téhéran. Pour Pékin, la demande iranienne constitue une opportunité commerciale dont elle entend bien profiter. L'Iran espère quant à lui limiter ainsi la coopération entre la république populaire et l'Irak. Ces éléments, couplés au facteur soviétique en Afghanistan, rapprochent les intérêts des deux républiques. Leur relation s'amplifie

considérablement à l'initiative de la république islamique à partir de l'été 1982, avec l'envoi en juillet d'une importante délégation à Pékin³¹. Un an plus tard, le ministre iranien des Affaires étrangères effectue à son tour une visite dans la capitale chinoise en septembre 1983, marquant ainsi le départ des échanges diplomatiques à haut niveau entre les deux régimes. Dès 1982, la république islamique commence à bénéficier officieusement des ventes d'armements chinois. Afin de maintenir le caractère secret de ces exportations, la Chine entreprend de faire transiter des quantités substantielles d'armes et d'équipements militaires via la Corée du Nord entre 1984 et 1985³². A mesure que le volume des exportations d'armement chinois à destination de l'Iran augmente, la république populaire commence à envisager une coopération dépassant le cadre des armements conventionnels. La Chine livre ainsi dès 1985 des systèmes d'arme balistique de sa conception au régime de Téhéran. Sur le plan politique, Hachémi Rafsandjani, alors président du Parlement, mène une forte délégation parlementaire dans le cadre d'une importante visite en Chine au mois de juillet de la même année. Au cours des années 1986-1987, Pékin livre à l'Iran des missiles antinavires Silkworm, lui assurant ainsi une capacité de nuisance considérable sur le transit maritime dans le détroit d'Ormuz³³. Ces livraisons se répercutent cependant sur les relations sino-américaines quand l'administration Reagan décide en octobre 1987 de geler temporairement la libéralisation des exportations à destination de la Chine dans le secteur des hautes technologies³⁴. Les rapports entre Pékin et Washington s'améliorent malgré tout quelques mois plus tard à l'occasion de la venue aux Etats-Unis en mars 1988 du ministre chinois des affaires étrangères, lequel assure à l'administration américaine que la Chine a cessé ses exportations de Silkworm à destination de Téhéran³⁵. Le 18 juillet 1988, Khomeiny accepte finalement le cessez-le-feu en vertu de la résolution 598 du Conseil de Sécurité, mettant ainsi un terme à un conflit qui a fait près d'un million

³¹ Kellner T., Djalili M.-R., « L'Iran, la Chine et la crise du nucléaire », in *MERIA*, juillet 2006, volume 1, n°1, article 2, p. 2, http://meria.idc.ac.il/journal_fr/2006/jv1no1a2.html

³² Djalili M.-R., « Pékin – Téhéran : les paradoxes d'une alliance », in *Politique internationale*, été 1985, n°28, p. 251-264.

³³ NTI, « China's Missile Exports and Assistance to Iran - Statements and Developments », 2007, <http://www.nti.org/db/china/miranchr.htm>

³⁴ NTI, « U.S. « Nonproliferation Sanctions Against China And/Or Chinese Entities », 2007, <http://www.nti.org/db/china/sanclist.htm>

³⁵ Ibidem.

de victimes (environ 500 000 dans chaque camp) sans compter les invalides et les victimes des armes chimiques³⁶. La guerre terminée, la Chine et l'Iran ont tous deux intérêt à maintenir les liens tissés durant celle-ci : pour l'Iran, il s'agit de trouver l'appui d'une puissance capable de l'aider à panser ses blessures ; pour la Chine, outre l'intérêt géostratégique, l'aspect commercial est devenu important, l'Iran souhaitant continuer ses importations d'armements en vue de mettre en œuvre une capacité militaire dissuasive envers son voisinage arabe. A peine un mois après la signature du cessez-le-feu, en août 1988, le ministre iranien des Affaires étrangères effectue ainsi une visite dans la capitale chinoise. Dès 1989, Pékin livre entre 150 et 200 missiles balistiques M-7/8610 ayant une portée de 130 km et transfère à l'Iran la technologie nécessaire à l'élaboration d'un programme balistique endogène³⁷. Outre le domaine balistique, la Chine est également soupçonnée d'avoir porté assistance au régime des Mollahs dans l'élaboration de ses armes chimiques et biologiques³⁸.

Officiellement, la Chine dément toujours avoir vendu des armes à l'Iran en dépit des informations des services de renseignements occidentaux qui la placent en première position des fournisseurs iraniens pour les années 1980. Ceux-ci estiment que le montant des fournitures militaires chinoises – dont les fameux missiles sol-mer Silkworm – s'élèvent à environ 2,5 milliards de dollars pour la seule période allant de 1984 à 1987³⁹. Durant toute la durée de la guerre, le discours officiel des autorités chinoises consiste en effet en une attitude de neutralité appelant à la résolution pacifique du conflit tout en mettant en garde contre les ingérences extérieures. Pékin demande ainsi aux deux parties de garantir la liberté de navigation sur les voies internationales du Golfe, d'appliquer la résolution 598 du Conseil de Sécurité et elle appelle les grandes puissances à stopper leur implication militaire dans cette région et à laisser les pays riverains résoudre par eux-mêmes les problèmes qui s'y

³⁶ Coville T., op.cit., p. 203.

³⁷ NTI, « China's Missile Exports and Assistance to Iran - Statements and Developments », 2007, <http://www.nti.org/db/china/miranchr.htm>

³⁸ Cordesman A. H., Al-Rodhan K., *Iranian Nuclear Weapons? The Threat from Iran's WMD and Missile Programs*, Washington, CSIS, 21 février 2006, p. 24-25 et 43, http://csis.org/files/media/csis/pubs/060221_iran_wmd.pdf

³⁹ AFP, « Le président Khamenei à Pékin », in *Le Monde*, 11 mai 1989, http://abonnes.lemonde.fr/web/recherche_breve/1,13-0,37-645856,0.html

posent⁴⁰. Cette neutralité affichée n'empêche donc pas la Chine de tirer des avantages commerciaux du conflit en fournissant des armements à l'Iran mais aussi à l'Irak dans une moindre proportion. Cependant, à la fin des années 1980, la république populaire joue les intermédiaires entre Téhéran et Bagdad, accueillant des délégations des deux belligérants pour tenter de les rapprocher et apporter une solution diplomatique au conflit⁴¹.

La guerre contre Saddam Hussein est également le facteur déclencheur de la réactivation du programme nucléaire iranien. Initié sous le Shah, il est condamné au cours de la révolution comme le symbole de la dépendance du pays vis-à-vis de l'Occident. Mais face à l'hypothèse d'un programme nucléaire irakien à vocation militaire, la république islamique recherche sans grand succès à relancer ses activités dans le domaine du nucléaire. C'est à cette fin qu'elle signe en 1985 un accord de coopération dans ce domaine avec la république populaire⁴². Cependant, par manque de moyens, l'Iran n'est alors pas en mesure d'entreprendre des démarches significatives vers la maîtrise de l'atome. Il faut attendre la fin de la guerre pour que la coopération sino-iranienne dans ce domaine ne porte ses fruits et joue un premier rôle dans la relance du programme nucléaire de Téhéran.

Les années 1980 marquent donc la première phase des relations sino-iraniennes restées jusque là en période de stagnation. Initiées dans un contexte international et régional difficile, ces relations sont dans un premier temps cantonnées à l'aspect commercial de la vente d'armement conventionnel avant de déborder sur d'autres domaines plus sensibles tels que les technologies balistiques, nucléaires et les ADM. Bien que le facteur géopolitique ne soit pas totalement absent comme en témoigne la préoccupation de Pékin pour la situation en Afghanistan, les deux républiques ne sont pas encore en mesure, dans l'état de leur relation, de mettre sur pied un réel partenariat stratégique intégrant pleinement la convergence de leurs intérêts géopolitiques. La faute en incombe il est vrai essentiellement à l'Iran, l'appareil politique de la jeune république

⁴⁰ Yakemtchouk R., *L'Iran face aux puissances*, Paris, L'Harmattan, 2007, p. 339.

⁴¹ Kellner T., Djali M.-R., « L'Iran, la Chine et la crise du nucléaire », in *MERIA*, juillet 2006, volume 1, n°1, article 2, p. 14, http://meria.idc.ac.il/journal_fr/2006/jv1no1a2.html

⁴² NTI, « China Nuclear Cooperation Agreements », <http://www.nti.org/db/china/nca.htm>

manquant alors d'expérience. Ce dernier, toujours plongé dans l'euphorie idéologique de la révolution, ne réalise pas encore la nature très pragmatique des relations internationales. Les relations sino-iraniennes évolueront par la suite en corrélation aux transformations du système international, devenant de plus en plus étroites, multisectorielles et pragmatiques, en réponse à des impératifs d'ordre stratégique et géopolitique.

1989 : une année placée sous le signe du changement.

L'année 1989 est l'année du changement. Changement en Europe, avec la chute du mur de Berlin. Changement dans le monde, avec la fin de la guerre froide qui se profile. Changement en Iran avec la mort du guide suprême et père spirituel de la république islamique, l'ayatollah Khomeiny, lequel est remplacé par Ali Khamenei alors président de la République, poste auquel lui succède Akbar Hachémi Rafsandjani alors président du Majlis. Et enfin, changement dans les relations entre l'Iran, la Chine, et l'Occident suite à l'affaire Salman Rushdie et aux manifestations de la place Tienanmen. Ces événements bouleversent comme les relations qu'entretiennent d'une part l'Iran et la Chine avec le reste du monde, et d'autre part, les relations bilatérales entre les deux républiques.

La chute du mur de Berlin et l'effondrement de l'URSS bouleversent l'ordre international établi sur une dualité Est-Ouest. D'un monde bipolaire, nous passons à un nouvel ordre mondial unipolaire, dominé par la seule superpuissance américaine. Contrairement aux pays occidentaux, la fin de la guerre froide n'améliore en rien la sécurité de l'Iran et marque au contraire le début d'une nouvelle époque d'insécurité. L'éclatement de l'Union Soviétique modifiant la donne géostratégique, le régime islamique est d'une part soulagé de voir disparaître l'ombre de Moscou et avec elle, la menace pesant sur son flanc nord, mais il ne peut d'autre part qu'assister avec impuissance au renforcement de son ennemi historique qu'il s'est efforcé de dénoncer depuis sa prise de pouvoir. Tout au long de la guerre froide, la menace de l'Union soviétique pour l'Iran était contrée par les Etats-Unis pour des raisons liées à l'équilibre

des forces entre les deux superpuissances. Désormais, avec la disparition du contre-pouvoir soviétique au nord, les Etats-Unis peuvent renforcer leur présence au sud de l'Iran qui ne peut plus compter que sur lui-même pour dissuader une éventuelle intervention américaine.

L'éclatement de l'URSS et l'indépendance des républiques du Caucase et d'Asie Centrale donnent pour leur part naissance à une ceinture d'Etats tampons entre la république islamique et la nouvelle Russie. Cette dernière sort fortement affaiblie de la guerre froide et ne représente plus une menace, ni pour Téhéran, ni pour Pékin. Les relations politiques de la Chine et de l'Iran avec la Russie de Boris Eltsine peuvent donc se décrisper et laisser la place à des relations commerciales ; aubaine pour une Chine en pleine croissance à la recherche de nouvelles ressources énergétiques et qui deviendra importatrice nette de pétrole raffiné en 1993 et de pétrole brut en 1996⁴³. L'Iran espère quant à lui pouvoir désormais réaffirmer sa place de carrefour régional, de voie de transit pour les échanges interasiatiques ou eurasiatiques⁴⁴. Dans ce nouveau contexte stratégique, Pékin estime par ailleurs être devenu la nouvelle cible étatique d'une puissance américaine soucieuse de maintenir coûte que coûte sa suprématie militaire, technologique, économique et politique. Alors que les relations avec l'Occident se sont passablement tendues depuis le mois de juin suite à la répression des manifestations de la place Tienanmen⁴⁵, la poursuite de l'intérêt national chinois impose à Pékin de sortir de son isolement et de continuer son développement économique entamé en 1978 afin d'acquérir les ressources aussi bien matérielles qu'immatérielles afin de résister aux pressions américaines et d'être en mesure de mettre sur pied une force de dissuasion incontestable face à la menace militaire que pourrait représenter une Amérique dont la politique interventionniste des 25 dernières années a démontré une approche reposant essentiellement sur le *hard power*⁴⁶. Pour atteindre ces objectifs, Pékin se doit d'une part d'accumuler suffisamment de

⁴³ Vairon L., « La diplomatie chinoise et l'Iran : Un équilibre habile mais périlleux... », in *Confluence Méditerranée, L'Iran, une puissance virtuelle ?*, n°65, printemps 2008, p. 58.

⁴⁴ Kellner T., Therme C., « Les ententes multipolaires de l'Iran. Aspects russe et asiatiques de la politique étrangère de Téhéran », in *Politique Etrangère*, Hiver 2007, n°4, p. 876.

⁴⁵ Pour une lecture approfondie sur les événements de la place Tienanmen, voir : Zhao Ziyang, *Prisoner of the State – The secret journal of chinese premier*, Simon & Schuster, 2009, 305 p.

⁴⁶ Vairon L., op.cit., p. 58.

ressources (richesses, matières premières, plus-value scientifique et technologique,...) pour renforcer ses capacités militaires conventionnelles et nucléaires, et d'autre part, elle doit également être en mesure de renforcer sa position politique sur la scène internationale afin de réduire l'influence des Etats-Unis. La stratégie chinoise de l'époque repose donc sur une approche indirecte qui impose la mise sur pied de nouveaux partenariats avec des pays tiers⁴⁷. Pékin entreprend ainsi de placer ses pions sur l'échiquier international, l'Iran n'étant alors qu'une composante de la stratégie chinoise. Pour Téhéran, le rapprochement avec la Chine répond à un besoin d'élargir sa marge de manœuvre politique en s'octroyant les bonnes grâces d'un membre permanent du Conseil de Sécurité qui comme lui, a un intérêt stratégique à affaiblir la position hégémonique de Washington. Les rencontres sino-iraniennes de haut niveau vont dès lors se multiplier au début des années 1990.

A la fin des années 1980 et au début des années 1990, la fièvre révolutionnaire et la méfiance des pays arabes qui ont suivi la révolution islamique de peur de son exportation sont partiellement retombées. La république islamique est désormais soucieuse de se relever économiquement de ses 8 années de guerre contre l'Irak et de sortir de son isolement international afin d'augmenter son influence et sa puissance sur la scène régionale. Les relations déjà tendues avec l'Occident s'étant encore davantage crispées en 1989 des suites de l'affaire Rushdie, du nom de l'auteur des *Versets Sataniques*⁴⁸, Téhéran entreprend d'approfondir son rapprochement avec l'extrême orient et plus particulièrement avec la république populaire. Ali Khamenei, alors président de la république, effectue ainsi une visite en Chine et en Corée du Nord en mai 1989 au cours de laquelle il rencontre plusieurs des

⁴⁷ Pour de plus amples détails sur la stratégie d'approche indirecte de la Chine, voir : Tanguy Struye de Swielande, « La politique étrangère chinoise: un jeu de Go réfléchi », in *Revue de Louvain*, octobre-novembre 2008, n°176, p. 19, <http://www.uclouvain.be/cps/ucl/doc/pols/documents/politique-etrangere-chinoise.pdf>

⁴⁸ L'œuvre de Salaman Rushdie, les *Versets Sataniques*, fut jugée blasphématoire par l'Ayatollah Rouhollah Khomeini, guide suprême de la révolution islamique de 1979. Ce dernier prononça une fatwa en 1989 appelant à la mort de l'écrivain. Cette initiative souleva une vague de protestation dans les milieux politiques et intellectuels occidentaux et crispa particulièrement les relations entre l'Iran et le Royaume-Uni, Mr Rushdie étant citoyen britannique.

hauts personnages de l'Etat chinois et coréen tels que Yang Shangkun⁴⁹, Deng Xiaoping⁵⁰, Li Peng⁵¹ et Kim Il Sung⁵². Cette visite, la première d'un président iranien depuis l'avènement de la révolution islamique, scelle le rapprochement initié par les deux pays dans les années 1980. Il est conclu que les chinois augmenteraient le volume de leurs exportations vers l'Iran d'équipements industriels et que Pékin se fournirait en pétrole iranien pour un total de 2 millions de tonnes par an⁵³. Selon les observateurs occidentaux, la RPC occupait d'ors et déjà le sixième rang des partenaires commerciaux de l'Iran en 1989 alors qu'elle ne pointait qu'en quarantième position au temps de la révolution islamique ; cette fulgurante ascension peut s'expliquer par les soupçons pesant sur Pékin concernant des livraisons d'armement au régime des mollahs durant la guerre Iran-Irak.⁵⁴

La mort du père fondateur, l'ayatollah Khomeiny, le 3 juin 1989, et l'arrivée aux deux plus hautes instances du pouvoir d'Ali Khamenei et d'Akbar Hashemi Rafsandjani tournent une page dans l'histoire de la république islamique. Le 28 juillet, Rafsandjani est élu au suffrage universel par 74,5% des citoyens⁵⁵. Cette figure religieuse, beaucoup plus pragmatique que la majorité des élites composant la haute sphère politico-religieuse de l'époque, est également un brillant homme d'affaire devenu richissime grâce au commerce de la pistache. Sa stratégie politico-économique consiste à donner un tour moins agressif à la politique étrangère du pays afin d'y attirer les investisseurs étrangers pour privatiser par la suite plusieurs secteurs de l'économie qui avaient grandement souffert de l'étatisme révolutionnaire. Sous l'impulsion du nouveau président, qui a préféré de fins technocrates aux traditionnels « radicaux », l'activité étrangère et la diplomatie iranienne connaît un regain d'activité en vue de tisser des liens économiques et commerciaux

⁴⁹ Yang Shangkun fut le 4^{ème} président de la République Populaire de Chine, successeur de Li Xiannian et prédécesseur de Jiang Zemin ; il resta en fonction de avril 1988 à mars 1993.

⁵⁰ Deng Xiaoping était alors président de la commission militaire centrale.

⁵¹ Li Peng était alors premier ministre de la RPC, poste qu'il occupa d'avril 1998 à mars 1998.

⁵² Kim Il Sung, détenteur de l'ensemble des clés du pouvoir en Corée du Nord, combinait à lui seul les postes de président de la république populaire de Corée, de secrétaire général du parti des travailleurs coréens et de commandant en chef de l'armée populaire coréenne.

⁵³ Yakemtchouk R., op.cit., p. 338.

⁵⁴ AFP, « Le président Khamenei à Pékin », in *Le Monde*, 11 mai 1989, http://abonnes.lemonde.fr/web/recherche_breve/1,13-0,37-645856,0.html

⁵⁵ Biarnès P., op.cit., p. 254.

dans divers domaines, y compris dans le secteur de l'armement. L'approche réaliste a désormais supplanté l'approche idéologique visant à l'universalisation de la révolution et le nationalisme l'emporte sur l'islamisme. Malgré ses efforts et sa volonté affichée de donner un nouveau visage à la république islamique, le nouveau président ne parvient pas rétablir la confiance des investisseurs occidentaux aussi aisément qu'il ne l'aurait souhaité. Ces derniers restent extrêmement méfiants à l'encontre de la république islamique depuis l'affaire Rushdie mais aussi en raison des attentats perpétrés sur le sol iranien et des assassinats d'opposants au régime résidant à l'étranger commandités par la Vevak⁵⁶. Les contacts avec les officiels chinois ne cessent quant à eux de se multiplier. Ainsi, Li Peng effectue une visite à Téhéran en juillet 1991 suivi par le président chinois, Yang Shangkun, en octobre de la même année. C'est à cette occasion que la Chine est invitée à participer au développement du métro de Téhéran ; le contrat initial estimé à 293 millions de dollars entre China International Trust and Investment Corporation (CITIC) n'est cependant finalisé qu'en 1995⁵⁷. Nonobstant ce climat négatif, le Conseil Européen d'Edimbourg des 11 et 12 décembre 1992 entérine la décision d'entamer des discussions entre le régime iranien et les pays membres de la CEE. Cette politique dite du « dialogue critique » n'engendre pas de résultats concluants mais permet au moins de démontrer la capacité des européens à se distinguer de l'approche américaine beaucoup plus conflictuelle à l'égard de Téhéran. Ce dialogue est cependant suspendu en avril 1997 suite au verdict de *l'affaire du Mykonos* qui confirme l'implication de la Vevak⁵⁸ dans l'assassinat de 4 opposants kurdes dans un restaurant grec à Berlin⁵⁹. En opposition à l'ouverture européenne, l'administration Clinton décrète en

⁵⁶ A titre d'exemple, la France, l'Italie, l'Allemagne et l'Autriche furent confrontés à l'assassinat de plusieurs dissidents iraniens sur leur territoire entre 1990 et 1992. L'Ambassade de France à Téhéran fut quant à elle la cible d'un attentat le 9 novembre 1993.

⁵⁷ Xinhua, « Iran's New Subway Section Constructed by China Open to Traffic », in *People's Daily*, 19 mars 2002.

⁵⁸ Pour une lecture approfondie sur l'histoire et les opérations de la Vevak, voir : Bonnet Y., *Vevak, au service des ayatollahs : Histoire des services secrets iraniens*, Timée-éditions, 2009, 453 p.

⁵⁹ Ambassade de la République Française en République Islamique d'Iran, « Politique extérieure », http://ambafrance-ir.org/article.php3?id_article=326

1995 un embargo commercial et financier⁶⁰ à l'encontre de l'Iran lequel est suivi un an plus tard par la promulgation de la loi d'Amato qui interdit à toute entreprise, américaine ou non, d'investir dans le domaine des hydrocarbures iraniens pour un montant supérieur à 20 millions de dollars⁶¹. Ces sanctions américaines et la méfiance des européens à l'égard de l'Iran freinent considérablement la politique d'ouverture économique du président Rafsandjani et l'arrivée des capitaux extérieurs. Ainsi, de 1992 à 1996, les capitaux étrangers investis dans l'économie iranienne ne sont que de l'ordre de quatre-vingts millions de dollars par an ; ce qui ne représente annuellement que moins d'un dollars et demi par habitant, contre plus de deux cent vingt en Chine durant la même période⁶².

Après la visite du président Rafsandjani à Pékin, les contacts de haut niveau entre les représentants chinois et iraniens se raréfient quelque peu. La raison en est que la Chine craint que l'Iran ne cherche à inclure la nouvelle Asie Centrale dans sa sphère d'influence, ce qui pourrait avoir des conséquences sur la stabilité de la région autonome du Xinjiang. Les propos tenus par le ministre iranien des affaires étrangères en juin 1993 au sujet de la mise en place d'un ensemble persanophone s'étendant de l'Iran à l'ouest de la Chine via le Tadjikistan et le nord de l'Afghanistan ne rassurent pas les autorités chinoises⁶³. Cependant, ce refroidissement est de très courte durée, chacun prenant assez vite conscience des bénéfices économiques qu'il est potentiellement possible de soutirer de l'indépendance des nouvelles républiques. Désormais, une liaison directe par voie terrestre est à nouveau envisageable. Une première avancée dans ce sens est réalisée en 1996, avec l'ouverture d'une ligne de chemin de fer de 250 km reliant la ville de Mashhad, au nord-est de l'Iran, à la ville de

⁶⁰ L'*Executive Order* n°12957 interdisant tout investissement américain dans le secteur énergétique iranien, l'*Executive Order* n°12059 interdisant tout commerce et investissement avec l'Iran.

⁶¹ La loi d'Amato, du nom du sénateur américain à l'origine du projet de loi, interdit à partir de 1996 tout investissement de plus de 40 millions de dollars dans les industries du pétrole et du gaz iranien et libyen. Un an plus tard, ce montant sera ramené à 20 millions de dollars. De par cette loi, le gouvernement américain s'arroge également le droit de sanctionner toute entreprise, y compris les compagnies non américaines, ayant des transactions supérieures à 20 millions de dollars avec l'Iran.

⁶² Biarnès P., *op.cit.*, p 268.

⁶³ Djalili M.-R., Grare F., « Le Tadjikistan l'épreuve de l'indépendance », in *Publications de l'IUHEI*, Genève, 1995, p. 131.

Sarakhs située à la frontière du Turkménistan⁶⁴. Suite aux grands travaux d'infrastructures lancés au Xinjiang à partir de 1985, il est désormais théoriquement possible d'acheminer par voie ferrée des marchandises chinoises jusqu'au Golfe Persique via l'intermédiaire du réseau ferré de l'ex-Asie Centrale communiste.

Sur le plan militaire, dès les années qui suivent la fin de la première guerre du Golfe (1980-1988), le régime des Mollahs saisit l'importance de se prémunir de toute agression extérieure afin de garantir sa pérennité. Les difficultés que l'armée iranienne a éprouvées dans sa guerre contre Saddam Hussein accréditent dans les milieux politiques iraniens l'idée que le pays doit se doter d'un potentiel militaire puissant, capable d'assurer sa sécurité et sa place dans les relations internationales⁶⁵. En outre, le pays est en fait dans une position de faiblesse par rapport à son environnement régional : entre 1984 et 1991, l'Iran a acquis deux fois moins d'armes (16,1 milliards de dollars) que l'Irak (35 milliards de dollars) et trois fois moins que l'Arabie Saoudite (63,6 milliards de dollars) ; les dépenses en matière de défense ne représentent en outre plus que 2,2 % du PIB en 1990 contre 16,6 % en 1978⁶⁶.

Deux ans après les bouleversements de 1989, la deuxième guerre du Golfe de 1991 est à la fois une mise en garde et une délivrance pour l'Iran : si les Etats-Unis démontrent avec panache leur impressionnante supériorité militaire, ils n'en affaiblissent pas moins le régime baassiste de Saddam Hussein. La république islamique, soulagée désormais tout aussi bien sur son flanc nord que sur son flanc ouest avec l'anéantissement de la capacité militaire irakienne et l'affaiblissement du régime en place à Bagdad, voit ainsi s'ouvrir devant elle la route qui lui permettrait de retrouver sa stature de puissance régionale. Cette deuxième guerre du Golfe renforce cependant la conviction de mettre sur pied une capacité militaire conventionnelle (et peut-être nucléaire) relativement conséquente à des fins dissuasive. Ce raisonnement trouve ici tout son

⁶⁴ Kellner T., Djalili M.-R., « L'Iran, la Chine et la crise du nucléaire », in *MERIA*, juillet 2006, volume 1, n°1, article 2, p. 5, http://meria.idc.ac.il/journal_fr/2006/jv1no1a2.html

⁶⁵ Yakemtchouk R., op.cit., p. 345.

⁶⁶ Chubin S., « Iran's Strategic Aims and Constraints », in *Iran's Strategic Intentions and Capabilities*, Ed., Patrick Clawson, Washington, DC, National Defense University Press, 1994, p. 73.

sens dans le contexte régional que connaît l'Iran à la fin de la guerre froide : les Etats-Unis s'affirment comme l'unique superpuissance et possèdent des intérêts stratégiques conséquent dans le Golfe Arabo-persique, la paix et le rapprochement avec l'ensemble des pays arabes n'est pas encore formellement garantis, et les relations avec l'Etat hébreu - seule puissance nucléaire régionale - ne se sont guère améliorées depuis la révolution islamique. Il y a également un élément psychologique important : l'armée iraquienne que les mollahs ont combattue pendant huit longues années vient d'être réduite au silence en quelques semaines seulement. Aux yeux de beaucoup d'analystes, cet événement devrait amener les responsables iraniens à comprendre que les forces militaires conventionnelles ne suffisent pas à assurer la sécurité de l'Etat et que les ADM sont la seule option militaire pour rétablir l'équilibre des forces dans le Golfe⁶⁷. D'autant plus qu'à la suite du conflit, les Etats-Unis et d'autres puissances occidentales vendent des équipements sophistiqués à un nombre important d'Etat du Golfe, accentuant encore d'avantage le retard générationnel de l'appareil de défense iranien⁶⁸.

Dans ce contexte passablement hostile, la Chine se présente tout naturellement comme un partenaire idéal pour la république islamique : avec sa croissance économique fulgurante, ses besoins en énergie et en matière premières ne cessent de croître au fil des ans ; arrivée tardivement sur le marché des importations en hydrocarbures, la république populaire n'a d'autres choix que de se tourner vers des sources d'approvisionnement non monopolisées ou cadenassées par les pays occidentaux afin de renforcer sa sécurité énergétique. Qui plus est, Pékin, tout comme Moscou, ne rechignent pas devant les demandes iraniennes en matériel militaire. L'Iran, boycotté par les américains et boudé par les européens, profite de ce contexte pour affermir cette coopération bilatérale. Tandis que la part des importations chinoises en hydrocarbures iranien ne cesse de croître au fil des ans, Pékin demeure l'un des principaux fournisseurs en armement de Téhéran malgré un

⁶⁷ Chubin, S., *Iran's National Security Policy: Capabilities, Intentions and Impact*. Washington, DC, The Carnegie Endowment for International Peace, 1994, 106 p.

⁶⁸ Barzin N., op.cit., p. 193.

ralentissement des volumes exportés par rapport aux années 1980⁶⁹. Entre 1993 et 1996, le montant des fournitures d'armes chinoises à l'Iran se chiffre à un montant environnant les 400 millions de dollars ; montant qui grimpe jusqu'à 600 millions de dollars entre les années 1997 et 2000⁷⁰. Bien que rétrogradé à la deuxième place, derrière la fédération de Russie, la Chine reste donc néanmoins un acteur essentiel dans la politique de défense iranienne. Cependant, l'embargo américain et la loi D'Amato sont conjugués à une baisse des revenus pétroliers dont les conséquences sont très lourdes sur l'économie du pays et le budget de l'Etat. Malgré les montants avancés précédemment, les dépenses militaires restent insuffisantes au cours de cette période pour combler les retards quantitatifs et qualitatifs des forces militaires iraniennes. Certains experts estiment par exemple que l'Iran a acquis à cette époque, moins d'un cinquième des chars et moins de la moitié des avions et l'artillerie dont il avait besoin pour assurer sa sécurité⁷¹. Face à ces difficultés, le régime iranien décide d'orienter ses moyens dans la recherche d'une capacité de dissuasion à moindre frais mais capable de menacer directement les intérêts régionaux américains. Pour ce faire, il entreprend d'une part l'amélioration de ses capacités navales et anti-navales afin de perturber, voir suspendre, le transit maritime par le détroit d'Ormuz ; et d'autre part, il accentue ses efforts dans le développement de ses capacités balistiques⁷². Celles-ci doivent être en mesure de servir de vecteur à l'emploi d'armes chimiques et biologiques, technologie dont l'Iran avait pu constater l'efficacité au cours de son conflit contre l'Irak⁷³. A cette époque, l'Iran importe donc de Russie et de Chine plusieurs éléments clés de sa défense⁷⁴. Il se dote de trois sous-marins russes de la classe Kilo (commissionnés en 1992, 1993 et 1996), se donnant ainsi une

⁶⁹ SIPRI, « Arms transfers to Iran, 1994-2004 », Stockholm, SIPRI, mars 2005, http://www.sipri.org/contents/armstrad/atira_data.html

⁷⁰ Grimmet R. E., *Conventional Arms Transfers to Developing Nations, 1993-2000*, Washington, Congressional Research Service, 2001.

⁷¹ Cordesman A. H., *Iran's Military Forces in Transition: Conventional Threats and Weapons of Mass Destruction*, Greenwood Press, 1999, p. 42.

⁷² Barzin N., op.cit., p. 195.

⁷³ Voir à ce propos : Rathmell A., « A Chemical Weapons in the Middle East: Lessons from Iraq », in *Jane's Intelligence Review*, décembre 1995, volume 7, n°12, p. 556-560

⁷⁴ Il est paradoxal de constater qu'à la même époque Israël était devenu le deuxième fournisseur d'armes de la Chine derrière la Russie. Voir : Vairon L., op.cit., p. 64.

réelle capacité de nuisance dans la région du Golfe⁷⁵. Après de la Chine, l'Iran se procure une soixantaine de missile anti-navires d'une portée de 120 km et d'une vitesse de 0,9 Mach ; version améliorée du missile de croisière chinois Silkworm, dont l'Iran a déjà acquis de nombreux exemplaires durant la guerre du Golfe ; ces missiles sont déployés sur ses côtes et sur l'île d'Abu Moussa au centre du golfe Arabo-persique, en plein dans l'axe du détroit d'Ormuz⁷⁶. L'acquisition d'un matériel si spécifique est une conséquence des leçons apprises après la guerre contre l'Irak. Lorsque les américains décidèrent d'intervenir directement dans la protection des pétroliers, en juillet 1988, les forces navales iraniennes ne purent que constater leur infériorité face à l'U.S Navy. Selon Eric Arnett, ce facteur est d'ailleurs l'élément décisif qui mit fin à la guerre⁷⁷. La Chine fournit également à l'Iran plusieurs radars de surveillance afin de renforcer son système automatisé de défense anti-aérienne, élément clé de la défense iranienne dont la force aérienne développée sous le Shah souffre d'un manque cruel de maintenance ; les pièces nécessaires étant d'origine américaine. Enfin, la Chine aide l'Iran en matière balistique en lui vendant des techniques de guidages, technologie que l'Iran maîtrise mal, en de très nombreux exemplaires⁷⁸. Face aux lacunes de sa force aérienne, le développement des missiles balistiques apporte une solution bon marché et ne nécessitant pas de pièces de rechange. En complément à cette assistance balistique, le *Washington Post* révèle en 1996 que la Chine aurait parallèlement fourni à l'Iran des usines complètes pour la fabrication d'armes chimiques⁷⁹. Cependant, le sujet des transferts chimiques et biologiques chinois à l'Iran demeure incertain et difficilement vérifiable : bien que la Chine soit signataire de la Convention pour l'interdiction des armes biologiques (CIAB) et de la Convention pour l'interdiction des armes chimiques (CIAC)⁸⁰, il est possible qu'elle ait fourni des armes chimiques et biologiques à l'Iran ; s'agissant pour la plupart de technologies à double usage, de tels

⁷⁵ GlobalSecurity.org, « Project 877 Graney Project 636 Varshavyanka / Paltus Kilo class Diesel-Electric Torpedo Submarine », 29 août 2008,

<http://www.globalsecurity.org/military/world/russia/877.htm>

⁷⁶ Delpech T., *L'Iran, la bombe et la démission des nations*, Paris, Autrement, 2006, p.58

⁷⁷ Pour plus de détails, voir : Arnett E., *Iran, Threat Perception and Military Confidence-Building Measures*, Stockholm, SIPRI, 1997.

⁷⁸ Delpech T., op.cit., p. 59.

⁷⁹ Delpech T., op.cit., p. 60.

⁸⁰ La Chine est signataire du CIAC depuis 1993, elle l'a ratifié en 1997.

transferts sont difficiles à vérifier⁸¹. Toujours en 1996, la Chine et l'Iran signent des accords pour un montant d'une valeur de 4,5 milliards de dollars au sujet de la vente par la Pékin de missiles de croisières et des technologies apparentées ainsi que de véhicules blindés, avions et hélicoptères à destination de l'Iran⁸². Cependant en octobre 1997 se tient un sommet Etats-Unis – Chine à la suite duquel le président chinois Jiang Zemin et le ministre chinois de la défense Chi Haotian donnent des garanties personnelles au secrétaire d'Etat à la défense, William Cohen, sur l'interruption de la participation chinoise au programme balistique iranien⁸³. Nonobstant le succès des pressions américaines, la fin de la participation officielle de la Chine au programme balistique iranien n'implique pas forcément une cessation complète de l'assistance chinoise, cette dernière pouvant se perpétuer au travers d'une coopération transitant par un pays tiers (p.ex. : la Corée du Nord) ou par des transferts de technologies présentant une dualité d'application à la fois civile et militaire. L'année 1997 indique la limite de tolérance que Washington entend concéder à Pékin dans sa coopération militaire avec Téhéran. Cette ligne rouge ne remettra cependant pas cause l'approfondissement des relations sino-iraniennes dans les autres domaines. Au final, il faut bien garder à l'esprit qu'au cours des années 90, la Chine entretient des relations militaires plus importantes avec la république islamique qu'avec le Pakistan et la Corée du Nord⁸⁴.

Sur le dossier du nucléaire, après avoir tenté sans grand succès au cours de la guerre contre l'Irak de relancer le programme initié sous l'ère du Shah, la république islamique entreprend une fois le conflit terminé de renforcer l'allocation de ses moyens dans ce domaine, traduisant ainsi une réelle volonté du régime des Mollahs de relancer concrètement son programme nucléaire, officiellement à des fins civiles. Confronté aux fins de non-recevoir des pays occidentaux aux demandes de coopération iranienne, Téhéran se tourne à nouveau en direction de la Chine et de la Russie. Commissionné en 1981, l'*Isfahan Nuclear Technology Center* (INTC)

⁸¹ Meidan M., op. cit., p.5.

⁸² NTI, « China's Missile Exports and Assistance to Iran », 25 septembre 2003, 10 p., <http://www.nti.org/db/china/miranpos.htm> ; Meidan M., op. cit., p. 4.

⁸³ NTI, op. cit. ; Gill B., « Chinese Arms Exports to Iran », in *MERIA*, mai 1998, volume 2, n°2, p. 58, <http://meria.idc.ac.il/journal/1998/issue2/gates.pdf> ; Vairon L., op. cit., p. 63.

⁸⁴ Barzin N., op.cit., p. 191.

est officiellement inauguré en 1990 (bien que partiellement opérationnel depuis 1984) grâce à l'aide chinoise mais il ne sera formellement déclaré à l'AIEA qu'en 1998 bien que l'agence ait appris son existence dès 1992⁸⁵. Entre 1988 et 1992, la Chine accueille également une quinzaine d'ingénieurs iraniens de l'INTC auxquels elle prodigue une formation de pointe en vertu des accords de coopération nucléaire signés entre les deux pays en 1985⁸⁶. A la fin des années 80, la Chine livre un calutron (matériel pouvant servir à l'enrichissement d'uranium) à l'INTC⁸⁷ et en janvier 1990, les deux pays signent un nouvel accord de coopération nucléaire pour une durée de dix ans portant sur le transfert de technologie nucléaire⁸⁸. A cette occasion, il est également discuté de l'achat par Téhéran d'un réacteur de recherche d'une puissance de 20 à 30 MW destinée aux installations de l'INTC⁸⁹. En 1991, un accord est finalement annoncé pour l'achat par l'Iran du réacteur de recherche. Cet accord inquiète les Etats-Unis qui craignent que le calutron et le réacteur ne servent à des fins militaires. En novembre 1991, le ministre chinois des affaires étrangères, Qian Qichen, réagit aux inquiétudes américaines en insistant sur le fait que les matériels incriminés ne pouvaient être utilisés qu'à des fins civiles et que les transferts se feraient en conformité avec les règles de l'AIEA⁹⁰. L'agence émet à ce sujet un rapport en 1992 dans lequel elle mentionne qu'aucun des deux contrats ne présente un quelconque aspect pouvant être soupçonné de dissimuler un programme militaire⁹¹. Cependant, sous les pressions américaines et bien que le chantier soit déjà avancé, la Chine décide d'annuler en octobre 1992 la construction du réacteur de recherche de 20-30 MW destiné à l'INTC,

⁸⁵ Kellner T., Djalili M.-R., « L'Iran, la Chine et la crise du nucléaire », in *MERIA*, juillet 2006, volume 1, n°1, article 2, p. 3, http://meria.idc.ac.il/journal_fr/2006/jv1no1a2.html; Barzin N., op. cit., p. 178, 273; IAEA, « Implementation of the NPT Safeguards Agreement in the Islamic Republic of Iran », Vienne, 10 novembre 2003; Gill B., op. cit. p. 62.; NTI, « China's Nuclear Exports and Assistance to Iran », 23 septembre 2003, <http://www.nti.org/db/china/niranpos.htm>

⁸⁶ NTI, « China Nuclear Cooperation Agreements », <http://www.nti.org/db/china/nca.htm>; Barzin N., op. cit., p. 183; Kellner T., Djalili M.-R., « L'Iran, la Chine et la crise du nucléaire », in *MERIA*, juillet 2006, volume 1, n°1, article 2, p. 3, http://meria.idc.ac.il/journal_fr/2006/jv1no1a2.html; Gill B., op. cit., p.63

⁸⁷ Gill B., op. cit., p.63

⁸⁸ Barzin N., op.cit., p. 191; Delpech T., op.cit., p. 59

⁸⁹ Barzin N., op.cit., p. 191; Gill B., op.cit., p.63

⁹⁰ Gill B., op.cit., p.63

⁹¹ Ibidem

officiellement pour des raisons techniques⁹². Cet aléa ne remet cependant pas en cause la coopération des deux pays en matière de technologie nucléaire. Ainsi, le 10 septembre 1992, à l'occasion de la visite du président Rafsandjani à Pékin, les deux Etats signent un nouvel accord en matière de coopération nucléaire ainsi qu'un accord de principe sur la construction de deux réacteurs à eau légère de 300 mégawatts au sud-ouest de l'Iran ; à Ahvaz, dans la province du Khouzistan⁹³. Officiellement, cet accord prévoit l'usage nucléaire à des fins civiles et une coopération dans un éventail de domaines comprenant la recherche, la construction et le fonctionnement de réacteurs nucléaires. Les premières ventes sont déclarées et vérifiées par l'AIEA comme étant à des fins civiles⁹⁴. L'accord de 1992, malgré les déclarations des deux parties affirmant que la construction des centrales s'effectuerait sous la supervision de l'AIEA, représente une source d'inquiétude pour les Etats-Unis qui font alors pression sur la Chine pour mettre fin à ces transferts même si certains analystes occidentaux doutent de la capacité de Pékin à tenir ses engagements sans assistance technique étrangère⁹⁵. Les américains sont d'autant plus inquiets qu'au cours des années qui suivirent, Pékin et Téhéran discutent de la construction d'installations d'enrichissement et de conversion d'uranium, installations pouvant servir, une fois la technologie maîtrisée, au développement d'armes nucléaires⁹⁶. Les pourparlers à ce sujet concernent la mise en place près d'Ispahan d'une usine destinée à produire à grande échelle de l'hexafluorure d'uranium (UF₆) ; processus qui n'est à l'époque maîtrisé par les iraniens qu'à l'échelle du laboratoire⁹⁷. Bien que les accords et les déclarations d'intentions passées entre l'Iran et la Chine ne violent en

⁹² NTI, « China's Nuclear Exports and Assistance to Iran », 23 septembre 2003, p.2, <http://www.nti.org/db/china/niranpos.htm>

Gill B., op.cit., p.63

⁹³ NTI, « China Nuclear Cooperation Agreements », <http://www.nti.org/db/china/nca.htm> ; Kellner T., Djalili M.-R., « L'Iran, la Chine et la crise du nucléaire », in *MERIA*, juillet 2006, volume 1, n°1, article 2, p. 6, http://meria.idc.ac.il/journal_fr/2006/jv1no1a2.html

⁹⁴ Meidan M., op. cit., p. 5, http://www.centresia.org/media/files/AsiaCentre_OGP_note-CR_20061012.pdf

⁹⁵ NTI, « China's Nuclear Exports and Assistance to Iran », 23 septembre 2003, <http://www.nti.org/db/china/niranpos.htm> ; Gill B., op. cit., p.64 ; Meidan M., op. cit., p. 5.

⁹⁶ NTI, « China's Nuclear Exports and Assistance to Iran », 23 septembre 2003, p.2, <http://www.nti.org/db/china/niranpos.htm>

⁹⁷ Kellner T., Djalili M.-R., « L'Iran, la Chine et la crise du nucléaire », in *MERIA*, juillet 2006, volume 1, n°1, article 2, p.3, http://meria.idc.ac.il/journal_fr/2006/jv1no1a2.html ; Barzin N., op. cit., p. 277.

rien le TNP, Washington continue à accentuer sa pression sur les autorités chinoises. En mai 1995, chinois et iranien annoncent finalement la signature d'un accord définitif sur la construction des deux centrales de 300 MW⁹⁸. Cependant, seulement quelques mois plus tard, le 27 septembre de la même année, Mr. Qian Qichen annonce au secrétaire d'Etat américain Warren Christopher que la Chine a décidé d'annuler unilatéralement la vente de ces deux réacteurs⁹⁹. Les raisons de ce désistement sont restées peu claires ; selon certains analystes Pékin aurait rencontré des difficultés techniques alors que d'autres penchent en revanche pour l'hypothèse de pressions en provenance des Etats-Unis¹⁰⁰. Parallèlement à ces développements, la Chine et l'Iran signent un autre accord, en février 1993, sur la livraison par Pékin d'un réacteur de recherche sur la fusion nucléaire de type Tokamak utilisant du béryllium et du tritium, et qui par ses caractéristiques permet en outre de réaliser des tests utiles au développement de l'arme thermonucléaire¹⁰¹. Ce réacteur est terminé et implanté à l'université Azad de Téhéran ; il devient opérationnel en février 1995¹⁰². Une autre thématique sensible dans le dossier nucléaire concerne les approvisionnements en matière fissiles. Sur le plan juridique, l'Iran a une obligation formelle de déclarer toutes ses importations auprès de l'AIEA en vertu de son statut de membre signataire du TNP. La Chine en revanche, bien que membre de l'AIEA depuis 1984, n'a rejoint le TNP qu'en mars 1992. Cependant, dès novembre 1991, le gouvernement chinois annonce son intention d'informer régulièrement l'AIEA des données concernant l'importation et l'exportation, entre la Chine et les ENDAN¹⁰³ des matières fissiles d'un poids dépassant 1 kilogramme¹⁰⁴. Or, en février 2003, l'Iran révèle avoir importé de l'uranium chinois au cours de l'année 1991 sans l'avoir déclaré à l'époque auprès de l'agence. Cette dernière reprend d'ailleurs ces éléments dans son rapport du 14 novembre de la même année sur les

⁹⁸ NTI, *China's Nuclear Exports and Assistance to Iran*, 23 septembre 2003, p.2, <http://www.nti.org/db/china/niranpos.htm>

⁹⁹ Gill B., op. cit., p. 64.

¹⁰⁰ Delpech T., op. cit., p. 60 ; Gill B., op. cit., p. 64 ; Meidan M., op. cit., p. 5.

¹⁰¹ Gill B., op. cit., p.64 ; Delpech T., op. cit., p. 60.

¹⁰² Gill B., « Chinese Arms Exports to Iran », in *MERIA*, mai 1998, volume 2, n°2, p.64.

¹⁰³ Etats Non Détenteur d'Armes Nucléaires.

¹⁰⁴ Pour une lecture plus approfondie sur le régime chinois de non prolifération, voir : China.org.cn, « Les actions de la Chine en matière de contrôle des armements, de désarmement et de non-prolifération », <http://french.china.org.cn/french/193597.htm>

activités nucléaires iraniennes¹⁰⁵. Au total, l'Iran a importé de Chine plus de 1800 kg d'uranium sous différentes formes (1 005 kg d'UF₆, 402 kg d'UF₄ et 401,5kg d'UO₂) au cours de l'année 1991¹⁰⁶. De plus, en août 2003, l'Iran reconnaît avoir mené en laboratoire des expériences de conversion d'uranium au début des années 90, expériences qui comme l'importation de matières fissiles aurait dû être déclarées conformément aux obligations iraniennes découlant de l'accord de garanties entre Téhéran et l'AIEA¹⁰⁷ établi en vertu de l'article 3 du TNP¹⁰⁸. Ainsi, selon M. Albright, l'Iran aurait acquis entre 1992 et 1993 suffisamment de pièces sur le marché international pour la fabrication de 500 centrifugeuses pour l'enrichissement d'uranium¹⁰⁹. La déclaration officielle de ces échanges étant survenue 12 ans après les faits, beaucoup s'interrogent sur l'ampleur réelle de la coopération nucléaire sino-iranienne dans les années 90. Bien que l'on ne connaîtra sans doute jamais la teneur exacte de cette coopération, la vue des éléments aujourd'hui disponible nous permet d'affirmer que Pékin a considérablement contribué à la relance concrète du programme nucléaire iranien ; que cela soit par le transfert de matières ou de matériels sensibles ou par le transfert de technologies ou la formation de scientifiques spécialisés. Cette coopération subit cependant elle aussi les outrages du sommet sino-américain d'octobre 1997 puisqu'à la date du 30 de ce même mois, le ministre chinois des affaires étrangères informe la secrétaire d'Etat Madeleine Albright que la Chine n'entreprendrait pas de nouvelle coopération nucléaire avec l'Iran et qu'elle interrompt ses

¹⁰⁵ Pour une consultation complète du rapport, voir : IAEA, Conseil des gouverneurs, « Mise en oeuvre de l'accord de garanties TNP en République islamique d'Iran-GOV/2003/75 », Vienne, IAEA, 14 novembre 2003,

http://www.iaea.org/Publications/Documents/Board/2003/French/gov2003-75_fr.pdf

¹⁰⁶ IAEA, Conseil des gouverneurs, « Mise en oeuvre de l'accord de garanties TNP en République islamique d'Iran-GOV/2003/75 », Vienne, IAEA, 14 novembre 2003, annexe 1, p.3,

http://www.iaea.org/Publications/Documents/Board/2003/French/gov2003-75_fr.pdf

¹⁰⁷ Pour consulter l'accord de garantie établi entre l'Iran et l'AIEA, voir : <http://www.iaea.org/Publications/Documents/Infcircs/Others/infcirc214.pdf>

¹⁰⁸ Thomas F., Anny S., *Compendium droit du désarmement, volume V*, Bruxelles, Ecole Royale Militaire, 2007, p.6 ; IAEA, Conseil des gouverneurs, « Mise en oeuvre de l'accord de garanties TNP en République islamique d'Iran-GOV/2003/75 », Vienne, IAEA, 14 novembre 2003, annexe 1, p.2,

http://www.iaea.org/Publications/Documents/Board/2003/French/gov2003-75_fr.pdf

¹⁰⁹ Albright M., David & Hinderstein, Corey, « The centrifuge connection », in *Bulletin of Atomic Scientists*, mars/avril 2004, vol. 60, n°2, p. 61-66.

coopérations et discussions avec le régime des Mollahs concernant les capacités de conversion d'uranium¹¹⁰. Ce revirement chinois est à mettre en parallèle avec la promesse américaine d'implémenter le *US-China Nuclear Cooperation Agreement* (NCA) qui a été signé bien auparavant, en 1985. Le NCA posait la base juridique à la coopération dans le domaine du nucléaire civil entre les Etats-Unis et la Chine ; sa mise en œuvre était fortement attendue par Pékin car elle permettrait d'augmenter le parc de centrale nucléaire d'une Chine de plus en plus énergivore. Le président Clinton annonça son intention de rendre effectif le NCA lors du sommet d'octobre 1997 ; il est donc fort probable que cette annonce ait été conditionnée à l'arrêt de l'aide chinoise au programme nucléaire iranien¹¹¹. Ceci démontre parfaitement les difficultés rencontrées dans le développement des relations sino-iraniennes : si un rapprochement avec Téhéran sert bien les intérêts de Pékin, la Chine n'est cependant pas prête à sacrifier ses intérêts avec les occidentaux au profit de sa relation avec les Mollahs. L'année 1997 marque donc le glas de l'implication directe de Pékin dans le programme nucléaire iranien ; reste qu'il n'est toujours pas possible de dire aujourd'hui si cette coopération ne s'est pas prolongée de manière indirecte. L'avis des experts est partagé à ce sujet : si la majorité semble estimer que la Chine ne souhaite pas assister à une multiplication des puissances nucléaires dans son premier comme dans son deuxième cercle de voisinage, d'autres en revanche pensent que si Téhéran a réussi à se procurer le plan d'une arme atomique, celui-ci est probablement d'origine chinoise, comme celui remis par le Pakistan à l'Irak en 1990 ou à la Lybie quelques années plus tard¹¹². Si ce scénario devait se vérifier, la Chine serait en contravention avec ses engagements au regard du TNP qui lui interdisent de participer directement ou indirectement à l'acquisition d'armes nucléaires par des ENDAN. Ceci ne serait toutefois vrai que si les transferts ont eu lieu après mars 1992, date à laquelle la Chine a adhéré au TNP, ce qui semble peu probable.

¹¹⁰ NTI, « China's Nuclear Exports and Assistance to Iran », 23 septembre 2003, p.2 - 3, <http://www.nti.org/db/china/niranpos.htm> ; Gill B., op. cit., p.58.

¹¹¹ NTI, « 1985 US-China Nuclear Cooperation Agreement (NCA) », <http://www.nti.org/db/china/ncaorg.htm>

¹¹² Delpech T., op. cit., p. 62.

Par ailleurs, la CIA estime qu'aucune livraison chinoise liée au programme nucléaire iranien n'a eu lieu depuis la mi-1997¹¹³.

Finalement, les événements survenus au cours de l'année 1989 ont considérablement renforcé les relations sino-iraniennes. Malgré certaines divergences de vue, comme par exemple, l'attitude à adopter vis-à-vis des Talibans, cette tendance est apparue naturellement aux vues de la convergence des intérêts communs découlant des bouleversements géopolitiques. Elle s'est traduite par un renforcement des liens économiques (le volume du commerce bilatéral atteignant environ 350 millions de dollars en 1991¹¹⁴) et stratégiques mais également par une coopération accrue dans le domaine de la recherche nucléaire. Il faut toutefois souligner que les bouleversements internes survenus en Iran au cours de cette période ont eux aussi contribué à renforcer cette orientation. Le pragmatisme l'ayant emporté sur l'idéalisme révolutionnaire, et face aux échecs de la politique d'ouverture du président Rafsandjani envers les occidentaux, ce dernier ne put que se tourner vers l'est pour trouver des partenaires susceptibles de sortir l'Iran de son isolement politique et de son inertie économique. Malgré les échecs de 1997 dans les domaines balistiques et nucléaires du fait des pressions américaines, l'ensemble des liens bilatéraux s'intensifiera considérablement dans les années à venir, les échanges commerciaux gonflant de manière exponentielle parallèlement au développement d'un volet jusque là encore peu prononcé dans les relations sino-iraniennes, à savoir leur partenariat politique. Le facteur énergétique gagnera lui aussi en importance, Téhéran devenant au fil des ans un acteur clé de la stratégie énergétique chinoise.

1997 : la nouvelle donne des réformistes iraniens.

L'arrivée triomphale en 1997 du candidat réformateur M. Khatami à la présidence de la république islamique laisse dans un premier temps

¹¹³ La Commission de la Défense Nationale et des Forces Armées, *La prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs*, Paris, Assemblée Nationale de la République Française, 7 décembre 2000, document n°2788, <http://www.assemblee-nationale.fr/11/rap-info/i2788.asp>

¹¹⁴ Delpech T., op. cit., p. 57.

entrevoir l'espoir d'un rapprochement entre l'Iran et l'Occident ainsi que d'un certain assouplissement du régime sur les questions des libertés individuelles. L'administration Clinton va jusqu'à assouplir le blocus économique et autorise, le 17 mars 2000, l'importation sur le sol américain des tapis, des produits agricoles, des fruits secs et du caviar iranien¹¹⁵. Cette mesure d'ouverture est essentiellement symbolique et ne compense en rien les sanctions prises en 1995 et 1996 par l'administration américaine¹¹⁶. Cependant, même si certains progrès sont enregistrés sur le plan de la politique intérieure et bien que monsieur Khatami ait en général été considéré par les occidentaux comme fréquentable, aucun progrès substantiel ne peut être enregistré au cours de sa présidence ; la faute en grande partie il est vrai, à la complexité du système institutionnel iranien fortement cadenassé par les conservateurs du régime¹¹⁷. Sur le plan de l'action extérieure, le nouveau président iranien mène une politique étrangère tous azimuts caractérisée par la recherche d'une coopération avec les pays non-alignés et les puissances émergentes telles que la Russie et la république populaire de Chine tout en prônant le dialogue avec les puissances occidentales, contrastant ainsi avec la thèse du *Choc des civilisations* développée à la même époque par Samuel Huntington. Le président Khatami se pose en effet systématiquement en défenseur d'un *dialogue des civilisations* dont il fait sa doctrine en matière de conduite diplomatique. Conscient de l'importance d'une périphérie en paix pour l'émergence du pays, le président Khatami réussit notamment à apaiser les relations avec les voisins arabes. Cependant, le Guide suprême conservant le dernier mot dans tous les domaines de la politique iranienne, le président ne peut conduire sa politique d'ouverture aussi loin qu'il ne l'aurait souhaité, Ali Khamenei se montrant particulièrement réfractaire dès lors qu'il s'agit d'engager l'Iran concrètement vis-à-vis de l'Occident. Malgré une absence de résultats tangibles, l'action du président réformateur est saluée de l'étranger comme en témoigne sa nomination en 2005 par le secrétaire général de

¹¹⁵ Assadi D. (sous la dir.), Collectif, *L'Iran sous la présidence de Mahmoud Ahmadinejad - Bilan et perspectives*, Paris, L'Harmattan, 2009, p. 8.

¹¹⁶ Pour rappel : en 1995, l'*Executive Order* n°12957 interdisant tout investissement américain dans le secteur énergétique iranien, et l'*Executive Order* n°12059 interdisant tout commerce et investissement avec l'Iran. En 1996 : la Loi d'Amato.

¹¹⁷ Voir à ce sujet : Djalili M.-R., *Iran : L'illusion réformiste*, Paris, Sciences Po., 2001, 125 p.

l'ONU Kofi Annan comme membre du Haut Conseil pour l'Alliance des Civilisations.

Dans le cadre de sa politique étrangère tous azimuts, le président Khatami entreprend d'approfondir ses relations avec la Chine parallèlement à ses initiatives de rapprochement avec l'Occident. Le 21 février 2000, les relations bilatérales entre les deux pays franchissent un nouveau cap avec la mise en place d'un mécanisme de consultations politiques¹¹⁸. Cet accord intervient lors de la visite à Téhéran du ministre chinois des affaires étrangères, Tang Jiaxuan, à l'occasion de l'inauguration de la première branche du métro de la capitale iranienne construit par des compagnies chinoises¹¹⁹. Au cours de sa visite, monsieur Jiaxuan rencontre plusieurs hauts dirigeants iraniens, dont le ministre du pétrole et le président de la république, avec lesquels il s'entretient sur les possibilités d'un renforcement de la coopération sino-iranienne¹²⁰. A cette occasion, il invita formellement le président Khatami à se rendre en république populaire de Chine dans les mois à suivre. Ce nouveau rapprochement se comprend d'autant mieux qu'il est contextualisé dans le cadre de la situation internationale en ce début de nouveau millénaire : l'année 1999 est marquée par l'intervention armée menée par l'OTAN au Kosovo, intervention qui, même si les occidentaux n'aiment guère se le rappeler, fut conduite de manière unilatérale par les forces de l'Alliance Atlantique, sans mandat onusien et constitue donc une violation du droit international public. D'un point de vue strictement juridique, la guerre du Kosovo ne fut légalisée qu'à posteriori par le biais des résolutions du Conseil de Sécurité des Nations-Unies. La Chine s'étant toujours portée partisane du principe de non ingérence dans ce qu'elle considère, à l'instar de sa propre situation au Tibet, comme un problème intra-étatique, n'apprécie guère l'attitude va-en-guerre de Washington et de ses alliés européens qui bombardèrent accidentellement le 7 mai 1999 l'ambassade chinoise située à Belgrade, jetant ainsi un froid dans les relations sino-américaines. Cette intervention militaire met également en exergue la faiblesse d'une Russie

¹¹⁸ Yakemtchouk R., op.cit., p. 338.

¹¹⁹ D'autres branches du métro de Téhéran, elles aussi construites par des compagnies chinoises, seront inaugurées en août 2001 et en mars 2002.

¹²⁰ Kellner T., Djalili M.-R., « L'Iran, la Chine et la crise du nucléaire », in *MERIA*, juillet 2006, volume 1, n°1, article 2, p. 6, http://meria.idc.ac.il/journal_fr/2006/jv1no1a2.html

toujours incapable de se relever depuis la chute de l'Union Soviétique et, vue de Pékin, elle est perçue comme une nouvelle démonstration de l'hégémonie américaine dans le champ des relations internationales. Craignant que ce type d'intervention « humanitaire » ne puisse un jour être utilisé comme prétexte à des fins interventionnistes au regard des situations au Tibet ou au Xinjiang, le gouvernement chinois entreprend de lancer une offensive diplomatique afin de contrebalancer l'influence américaine sur la scène internationale. Téhéran apparaît encore une fois comme un partenaire naturel face à Washington : sous sanctions américaines depuis la révolution islamique, lesquelles furent renforcées par l'administration Clinton en 1995 et 1996, un rapprochement sino-iranien cadre parfaitement avec la logique du gouvernement Khatami qui voit là une opportunité d'élargir sa marge de manœuvre diplomatique en se rapprochant encore un peu plus d'un membre permanent du Conseil de Sécurité tout en engrangeant un bénéfice économique (le montant des échanges bilatéraux entre les deux pays ayant atteint plus ou moins 1,3 milliards de dollars en 1999 avec 663 millions de dollars d'exportations chinoises vers l'Iran et 685 millions de dollars d'importations iraniennes vers la Chine)¹²¹. Ce nouveau pas en avant au début des années 2000 répond donc à la même logique et n'est finalement que la continuité du rapprochement initié entre les deux pays au lendemain de la guerre froide et de la deuxième guerre du Golfe.

La visite du président Khatami : le tournant des relations sino-iraniennes.

Suite à la visite du ministre chinois des affaires étrangères en février 2000 et en prélude à la prochaine venue du président Khatami en Chine, le vice-ministre iranien des affaires étrangères en charge de la zone Asie Pacifique se rend à Pékin dès le mois de mai pour y rencontrer le ministre chinois des affaires étrangères¹²². La fréquence croissante des visites diplomatiques témoigne à elle seule de la volonté de rapprochement des deux parties puisque seulement un mois plus tard, en juin 2000, le président Khatami entreprend une visite de 5 jours à Pékin,

¹²¹ International Monetary Fund, *Direction of Trade Statistics Yearbook 2004*, p. 133.

¹²² Kellner T., Djalili M.-R., « L'Iran, la Chine et la crise du nucléaire », in *MERIA*, juillet 2006, volume 1, n°1, article 2, p. 6, http://meria.idc.ac.il/journal_fr/2006/jv1no1a2.html

à l'invitation du président Jiang Zemin, lors de laquelle les deux chefs d'Etat abordent diverses questions d'ordre économique, politique, sécuritaire et probablement militaire. Cette rencontre ouvre un nouveau chapitre des relations bilatérales sino-iraniennes dont les principaux points apparaissent clairement définis dans la déclaration conjointe cosignée par les deux parties le 22 juin 2000¹²³. Cette déclaration conjointe peut être considérée comme la matrice des principes constituant le cadre référentiel pour la conduite des relations sino-iraniennes jusqu'à aujourd'hui. Sa grande particularité réside dans sa portée politique et symbolique, les deux Etats y partageant toute une série d'intérêts, d'objectifs et de perceptions communes relatifs à l'ordre international et à son évolution future. Il faut également souligner l'importance numérique de la délégation iranienne qui démontre à elle seule tout l'intérêt porté par Téhéran à son partenaire extrême-oriental : le président Khatami est en effet accompagné par le ministre des Affaires étrangères, le ministre de la Défense, le ministre des Mines et des métaux, le ministre de la Culture et un certain nombre de parlementaires¹²⁴.

Concernant le volet économique de cette visite, il ressort des entretiens inter-présidentiels que Jiang Zemin voit en l'Iran un partenaire commercial de première importance dans la région du Golfe. Les deux Etats partagent une complémentarité forte dans les domaines économiques et commerciaux : l'Iran dispose des ressources en matières premières indispensables à la croissance chinoise et Pékin fournit l'Iran en produits manufacturés et en divers autres biens de consommation et équipements faisant défaut au pays suite aux sanctions américaines. Le montant des échanges commerciaux entre les deux pays atteindra ainsi 3,3 milliards de dollars pour l'année 2001¹²⁵, montant qui augmentera significativement dans les années suivant la visite du président Khatami, jusqu'à faire de la Chine le premier partenaire commercial de l'Iran. Cette

¹²³ Pour consulter l'ensemble de cette déclaration commune : Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of China, « Joint Communiqué Between The People's Republic of China and the Islamic Republic of Iran », 22 juin 2000,

<http://www.fmprc.gov.cn/eng/wjb/zzjg/xybfs/gjlb/2818/2819/t16315.htm>

¹²⁴ Kellner T., Djalili M.-R., « L'Iran, la Chine et la crise du nucléaire », in *MERIA*, juillet 2006, volume 1, n°1, article 2, p. 6, http://meria.idc.ac.il/journal_fr/2006/jv1no1a2.html

¹²⁵ International Monetary Fund, *Direction of Trade Statistics Yearbook 2004*, p. 133.

complémentarité est également louée par le président iranien qui invite pour sa part les investisseurs chinois à entreprendre une étude concernant les débouchés que le marché iranien pourrait leur apporter¹²⁶. Lors de son passage par la région autonome du Xinjiang, le président iranien exprime son intérêt pour un développement des liens économiques entre l'Iran et cette région¹²⁷. La déclaration commune du 22 juin rend compte de l'intérêt réciproque que se portent les deux Etats sur le plan du volet économique, mettant l'accent sur le renforcement de la coopération dans différents domaines dont certains relèvent de l'intérêt stratégique : “[...] *The two sides agreed to strengthen cooperation in energy, transportation, telecommunications, science, technology, industry, banking, tourism, agriculture, mining, environmental protection and other fields, and encourage the relevant companies of the two countries to explore the possibilities of further cooperation in the field of petroleum and natural gas. [...]*”. La Chine se dit donc prête à renforcer sa présence dans le secteur des hydrocarbures malgré la politique de sanctions initiée en 1995 par administration Clinton¹²⁸. Il faut dire que l'Iran est rapidement devenu un pays clé de la stratégie énergétique chinoise : deuxième producteur de l'OPEP avec 9% des réserves mondiales de pétrole et possédant les deuxième réserves de gaz naturel avec un potentiel estimé à 15% des réserves mondiales, l'Iran fournissait en 1999 10,78% des importations chinoises en pétrole soit 3,95Mt (~79 230 b/j) contre 0,05 Mt en 1991 ; loin devant l'Angola, la Russie et l'Arabie Saoudite qui représentait alors respectivement 7,86%, 4% et 6,8% des importations chinoises¹²⁹. Il faut cependant notifier que des discussions initiées par Téhéran avec la CNPC¹³⁰ et Sinopec¹³¹ pour la mise en chantier d'un oléoduc entre Neka et Téhéran avaient échouées au début de l'année 2000, peut-être en partie en raison des menaces américaines de sanctions contre les entreprises susceptibles de participer

¹²⁶ People's Daily, « Chinese, Iranian Presidents Hold Talks », in *People's Daily*, 23 juin 2000.

¹²⁷ IRNA, « President Khatami back home, satisfied with his China visit », 27 juin 2000.

¹²⁸ Lampriere L., « La loi D'Amato «ne sert à rien». Un représentant républicain critique la loi contre l'Iran et la Libye », in *Libération*, 10 août 1996, <http://www.liberation.fr/economie/0101188945-la-loi-d-amato-ne-sert-a-rien-un-representant-republicain-critique-la-loi-contre-l-iran-et-la-libye>

¹²⁹ Vairon L., op.cit., p. 58-59 ; International Monetary Fund, *Direction of Trade Statistics Yearbook 2004*, p. 133.

¹³⁰ China National Petroleum Corporation.

¹³¹ China Petroleum and Chemical Corporation.

à ce projet¹³². Cette fois-ci cependant, la déclaration d'intention se vérifiera dans les faits puisqu'en janvier 2001, la compagnie chinoise Sinopec conclut un accord avec la NIOC¹³³ iranienne pour l'exploration conjointe d'une zone pétrolifère dans la région de Kāshan¹³⁴. Cet accord interviendra lors de la visite qu'effectuera à Téhéran Hu Jintao (janvier 2001), alors vice-président de la RPC. Le président de Sinopec exprimera à cette occasion son intérêt pour une coopération à long terme entre les deux parties portant sur les domaines de l'exploration, de la production, du raffinage et de la commercialisation du pétrole¹³⁵. Les deux compagnies signeront également à cette occasion un autre contrat concernant la modernisation et l'expansion des raffineries de Tabrīz et de Téhéran ainsi que des installations du port caspien de Nekā afin d'accroître les possibilités de swap entre l'Iran et les pays producteurs de la Caspienne¹³⁶. Délaissé par les grandes puissances occidentales, l'Iran est donc parvenu à devenir un partenaire intégré dans la stratégie énergétique chinoise. Ce partenariat se développera encore à l'avenir à mesure qu'évoluera le contexte international et la croissance économique de Pékin, les importations iraniennes culminant à 13 Mt en 2003 contre 1 Mt en 1993¹³⁷. Enfin, parallèlement à la déclaration conjointe, le président iranien signe plusieurs accords avec son homologue chinois portant sur la promotion et la protection des investissements et la coopération dans les domaines de l'énergie, du tourisme, des minéraux et de l'industrie métallurgique¹³⁸.

Sur le plan politique et sécuritaire, la visite du président Khatami est marquée par la confirmation publique de la bonne entente sino-iranienne, les deux parties convenant de maintenir des contacts officiels de haut niveau et de continuer à mener régulièrement des consultations politiques dans leurs domaines d'intérêts communs¹³⁹. Outre la

¹³² Kellner T., Djalili M.-R., « L'Iran, la Chine et la crise du nucléaire », in *MERIA*, juillet 2006, volume 1, n°1, article 2, p. 18, http://meria.idc.ac.il/journal_fr/2006/jv1no1a2.html

¹³³ National Iranian Oil Company.

¹³⁴ IRNA, Sinopec and NIOC to explore oil in Iran, 13 janvier 2001.

¹³⁵ Xinhua, « Overseas Oil to Ease Reliance on Imports », in *China Daily*, 20 janvier 2001.

¹³⁶ Djalili M.-R., Kellner T., « L'Iran et les deux géants asiatiques », in *Outre-Terre*, 3^{ème} trimestre 2006, n°16, p. 99.

¹³⁷ Kellner T., Djalili M.-R., « L'Iran, la Chine et la crise du nucléaire », in *MERIA*, juillet 2006, volume 1, n°1, article 2, p. 8, http://meria.idc.ac.il/journal_fr/2006/jv1no1a2.html

¹³⁸ Lambert D., op.cit., p. 406.

¹³⁹ Yakemtchouk R., op.cit., p. 338.

condamnation du terrorisme sous toutes ses formes, Pékin et Téhéran s'inquiètent du trafic illicite de drogue et plus particulièrement d'opium dont une importante partie provient d'Afghanistan. La déclaration de juin 2000 aborde également plusieurs positions communes semblant viser directement la politique étrangère américaine de l'administration Clinton que Pékin et Téhéran jugent hégémonique. Ainsi les deux régimes totalitaires ont-ils, tout en soulignant paradoxalement l'importance accordée aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales, dénoncé le droit d'ingérence au nom de ces mêmes principes, leur instrumentalisation à des fins politique et l'adoption de normes à deux vitesses en la matière : “[...] *The two sides stressed the importance of respect for human rights and for the history, culture and religions of each country in defending and developing human rights and fundamental freedoms. The two sides opposed interference in the internal affairs of other countries under the pretext of human rights, the politicizing of human rights question and the adoption of double standards on this issue.*[...]”.

Cette déclaration est encore on ne peut plus pertinente aujourd'hui comme en témoigne l'attitude de la Chine lors des émeutes survenues au Tibet à la veille des jeux olympiques de 2008 ou encore les réactions et déclarations des autorités iraniennes ayant suivies les troubles survenus suite au scrutin présidentiel du 12 juin 2009. Cette dénonciation du droit d'ingérence se retrouve par ailleurs dans le paragraphe appelant à une solution régionale des problèmes régionaux et cite en l'espèce le cas du Golfe Persique : “[...] *They emphasized that the security and stability of the Persian Gulf should be safeguarded by the countries in the region free from outside interference.*[...]”¹⁴⁰. Les tendances hégémoniques sont elles-mêmes explicitement dénoncées au travers d'un appel à un monde multipolaire, soucieux des changements intervenant dans l'ordre international : “[...] *Both sides stand for world multipolarization. They stressed the need to establish an equitable, just, fair and reasonable new international political and economic order that is free of hegemonism and power politics and is based on equality. They indicated their readiness to work together for the establishment of such a new order.* [...]”.

Les deux présidents en appellent donc logiquement à une solution diplomatique des tensions suscitées par les situations en

¹⁴⁰ Il est à noter que le Golfe est expressément mentionné dans la déclaration sous le vocable de « Golfe Persique ». La dénomination du Golfe - Arabe, Persique, Arabo-persique - constitue en effet encore actuellement une source de tension entre l'Iran et ses voisins arabes.

Iraq et en Afghanistan tout en soulignant leur attachement au respect des valeurs de la charte des Nations-Unies et au rôle prépondérant que l'organisation internationale doit à leurs yeux jouer dans le maintien de la paix, de la résolution des problèmes sécuritaires et de l'aide aux pays en développement : “[...] *The two sides support the important role played by the UN in safeguarding world peace and security and in helping developing countries raise their development level. The two sides stressed the importance of adhering to the principles and purposes of the UN Charter. [...] The two sides stressed the necessity to implement all the UN resolutions on Iraq to the full and expressed their profound sympathy with the Iraqi people over their sufferings. The two sides once again appealed to the international community to render the Iraqi people necessary humanitarian help. Besides, the two sides expressed their support for Iraq's independence and territorial integrity and stressed the importance of letting Iraqi people decide on the fate of their country on their own. [...] The two sides held that an earlier solution to the Afghanistan issue was in the interest of regional security and stability and stressed the need to seek a political settlement through negotiation between the parties concerned and establish a broad-based government representing all factions and ethnic groups. The two sides appreciated the role of the UN and the Organization of the Islamic Conference in this regard. [...]*”. Cet « institutionnalisme stratégique » caractérise encore aujourd’hui les politiques étrangères chinoise et iranienne et constitue inexorablement un leitmotiv dans la rhétorique de leurs déclarations diplomatiques et gouvernementales.

Le programme nucléaire iranien, bien que déjà connu des gouvernements occidentaux comme en témoigne un document de l'Assemblée Nationale française datant de l'année 2000¹⁴¹, n'a à l'époque pas encore suscité tout l'intérêt médiatique et politique qui est le sien aujourd'hui ; l'annonce d'une capacité iranienne d'enrichissement d'uranium ne survenant qu'au court de l'année 2002. Cependant, certains points de la déclaration conjointe adoptée suite à la visite du président Khatami de juin 2000 méritent que nous nous attardions plus particulièrement étant donné l'évolution de ce dossier dans le contexte actuel. Ainsi y est-il fait mention d'une dénonciation explicite des armes de destruction massive, d'un appel au désarmement mondial en la matière et d'un plaidoyer pour

¹⁴¹ La Commission de la Défense Nationale et des Forces, *La prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs*, 7 décembre 2000, document n°2788, <http://www.assemblee-nationale.fr/11/rap-info/i2788.asp>

un Moyen-Orient exempt d'ADM tout en rappelant le droit des nations à disposer de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques sous la supervision des organisations internationales compétentes : “[...] *The two sides are committed to a world free from nuclear, biological or chemical weapons. They stressed that the international regime for eliminating and prohibiting the proliferation of weapons of mass destruction should be permanently and indiscriminately applicable to all regions and countries with no exception. And at the same time both sides took note of the legitimate rights of any country for peaceful uses of nuclear energy, chemical and biological technology in a transparent manner under the supervision of the relevant international organizations. [...] They believed that it is positive and constructive to rid the Middle East of nuclear weapons and other weapons of mass destruction, the two sides support the efforts to make the Middle East a nuclear, biological and chemical weapons free zone. [...]*”. Ainsi, même si comme nous l'avons mentionné précédemment, la Chine a officiellement stoppé sa coopération nucléaire directe avec l'Iran en 1997, elle continue à lui apporter un soutien politique en la matière. Par ailleurs, le gouvernement chinois s'est vivement félicité de l'adoption systématique par Téhéran d'une ligne politique en faveur d'une seule Chine ; ligne politique que réaffirme le président Khatami à l'occasion de cette visite¹⁴².

Du côté chinois, la venue de la délégation iranienne est mise à profit pour promouvoir l'image de la république populaire dans le monde musulman et contrer les critiques, notamment occidentales, concernant sa politique à l'égard de ses minorités ethniques musulmanes, dont les Ouïgours de la région autonome du Xinjiang. A l'occasion de sa venue à Pékin, le président Khatami rencontre entre autres les représentants de l'Association islamique de Chine et de l'Association islamique du Xinjiang et visite la mosquée de Niujie à Pékin avant de se rendre successivement à Urumqi, la capitale de la région autonome du Xinjiang, puis à la grande mosquée de Kachgar¹⁴³. En visitant l'ensemble de ces lieux hautement symboliques pour les musulmans de Chine et en évitant soigneusement toute allusion au traitement des minorités musulmanes, le président Khatami ne fit que fermer les yeux et cautionner ainsi la politique menée par le régime chinois à l'égard des musulmans en général

¹⁴² Yakemtchouk R., op.cit., p. 339.

¹⁴³ Kellner T., Djalili M.-R., « L'Iran, la Chine et la crise du nucléaire », in *MERIA*, juillet 2006, volume 1, n°1, article 2, p. 6, http://meria.idc.ac.il/journal_fr/2006/jv1no1a2.html

et des Ouïgours en particulier. Il faut toutefois souligner que suite aux émeutes survenues Xinjiang au cours du mois de juillet 2009, l'actuel ministre iranien des affaires étrangères, Manoucher Mottaki, ainsi que le secrétaire général de l'Organisation de la conférence islamique, Ekmeleddine Ihsanoglu, ont tout deux exprimé leur préoccupation face à la situation actuelle dans le Xinjiang. Manoucher Mottaki a en outre mentionné qu'il s'entreferait avec son homologue chinois afin de permettre un suivi au soutien des droits des musulmans en Chine¹⁴⁴.

Dans le domaine de la coopération militaire, la visite du président iranien est couplée à une rencontre en tête-à-tête entre le ministre de la Défense chinois et son homologue iranien. Le ministre chinois de la Défense, Chi Haotian, déclare à l'issue de l'entretien que ces discussions ont permis de mettre en avant une opposition commune des deux pays à la conduite d'une « politique de puissance » et aux « tendances hégémoniques » poursuivies par les pays tiers¹⁴⁵. De son côté, le ministre iranien de la Défense évoquera plus tard la visite du président Khatami en Chine comme un « tournant » dans les relations sino-iraniennes sans toutefois en préciser la nature¹⁴⁶. Le flou persistant entourant ces négociations fait dans un premier temps redouter aux occidentaux une alliance militaire entre les deux parties ; il apparaît par la suite qu'il s'agit avant tout d'un projet de coopération renforcée, essentiellement dans le domaine de l'industrie de défense et des échanges scientifiques portant sur ce secteur¹⁴⁷. Cette tendance sera confirmée par la visite à Téhéran de Liu Jibin, alors président de la Commission des sciences, des techniques et de l'industrie pour la défense nationale (COSTIND), en décembre 2000¹⁴⁸. Malgré cette série de rapprochements, le niveau de coopération bilatérale dans le domaine militaire, s'il n'est pas négligeable, reste toutefois relativement modeste, sans aucune comparaison avec le niveau atteint les

¹⁴⁴ IRNA, « Manoutchehr Mottaki et Ekmeleddine Ihsanoglu ont souligné la nécessité de soutenir les musulmans de chine », 10 juillet 2009, <http://www2.irna.ir/fr/news/view/line-41/0907109960133130.htm>

¹⁴⁵ People's Daily, « Defense Minister Meets Iranian Counterpart », in *People's Daily*, 24 juin 2000.

¹⁴⁶ The American Foreign Policy Council, « New China-Iran Pact Enhances Military Cooperation », in *China Reform Monitor*, n°352, 3 janvier 2001.

¹⁴⁷ Ibidem

¹⁴⁸ Kellner T., Djalili M.-R., « L'Iran, la Chine et la crise du nucléaire », in *MERIA*, juillet 2006, volume 1, n°1, article 2, p. 7, http://meria.idc.ac.il/journal_fr/2006/jv1no1a2.html

deux décennies précédentes. Il sera néanmoins maintenu dans le contexte suivant les attentats du 11 septembre 2001 et la dénonciation par le président Bush de l'Iran comme un élément central de « l'axe du mal ». A titre d'exemple, le commandant de la force de mobilisation des Gardiens de la révolution se rendra à Pékin en octobre 2003 et en novembre 2004 et les deux pays signeront un protocole d'accord sur le renforcement de la coopération dans le secteur des technologies de l'aérospatial et des satellites ; technologies duales dont certains volets seraient susceptibles de fournir des avancées au programme balistique iranien, contournant ainsi les garanties fournies par Pékin en 1997 vis-à-vis des Etats-Unis. Malgré un certain degré de relation et une dépendance sectorielle croissante de la république islamique à l'égard de la Chine au fil des ans, la coopération militaire entre les deux pays est donc alors encore bien loin d'atteindre le niveau nécessaire à l'établissement d'une alliance militaire en les deux Etats.

En réponse à la visite du président Khatami, la république populaire dépêche quelques mois plus tard, en janvier 2001, une délégation emmenée par le vice-président de la RPC, Hu Jintao, afin d'examiner les moyens et modalités d'implémentation d'une coopération renforcée selon les déclarations d'intentions exprimées au travers de la déclaration conjointe du 22 juin 2000¹⁴⁹. Hu Jintao loue à cette occasion la visite du président iranien en Chine, affirmant qu'elle a bâti la « fondation d'une coopération stable et à long terme entre les deux pays pour le nouveau siècle »¹⁵⁰. Il déclare également que le renforcement de la coopération avec Téhéran constitue une « constante de la politique de République Populaire »¹⁵¹. Cette position est réitérée le mois suivant par Li Peng à l'occasion de la venue en Chine d'une délégation parlementaire iranienne en février 2001¹⁵². Enfin, le président Jiang Zemin se rend quant à lui en visite officielle en Iran au mois d'avril 2002, accréditant ainsi définitivement la politique de rapprochement sino-iranienne¹⁵³.

¹⁴⁹ Xinhua, « Iranian President Praises Partnership With China », 8 janvier 2001.

¹⁵⁰ Xinhua, « La Chine et l'Iran souhaitent renforcer leur coopération », in *Le Quotidien du Peuple*, 9 janvier 2001.

¹⁵¹ Ibidem

¹⁵² Xinhua, « China Wishes to Expand Ties With Iran », 23 février 2001.

¹⁵³ Yakemtchouk R., op.cit., p. 339.

Suite à la visite du président Khatami de juin 2000, le rapprochement entre les deux Etats n'a donc eu de cesse de s'affirmer dans les années qui suivirent, concordant avec la convergence de leurs impératifs stratégiques. Pour la Chine, il s'agit de profiter de la politique occidentale de *containment économique* à l'égard de l'Iran pour répondre à ses besoins d'approvisionnement en matières premières et hydrocarbures tout en ouvrant la porte à Pékin d'une région globalement sous influence américaine. Pour l'Iran, il s'agit d'un rapprochement avec une grande puissance perçue comme un contrepoids à Washington représentant à la fois un modèle de développement¹⁵⁴ (système autoritaire et croissance économique) et une alternative orientale au rapprochement avec l'Occident.

Les relations sino-iraniennes face aux défis des années 2000.

Au début du nouveau millénaire, les événements marquant de leur empreinte les relations sino-iraniennes se succèdent : l'élection de G.W. Bush à la Maison Blanche, la guerre contre le terrorisme et l'intervention des Etats-Unis en Irak, loin de remettre en cause les liens tissés jusque là par les deux Etats, agiront au contraire comme un catalyseur appuyant la convergence des intérêts géostratégiques de la Chine et l'Iran.

L'élection de G.W. Bush à la tête de la première puissance mondiale va de pair avec l'arrivée des néoconservateurs à la Maison Blanche¹⁵⁵. La doctrine américaine en matière de politique étrangère est dès lors caractérisée par des moyens et une conception réaliste servant des objectifs idéalistes concordant avec l'intérêt national. Avec l'émergence de nouvelles puissances en premier lieu desquelles se trouve la Chine, les néoconservateurs cherchent avant tout à garantir la pérennité de la position hégémonique des Etats-Unis. Ils considèrent naturellement le régime de Pékin comme un adversaire géopolitique, en raison de sa nature et des conséquences déstabilisatrices de son émergence sur la puissance américaine. Face à un rival disposant de moyens considérables,

¹⁵⁴ Voir à ce sujet : « L'Inexorable fascination du modèle chinois », in *Courrier international*, n°693, 12 février 2004.

¹⁵⁵ Pour une lecture approfondie sur ce sujet, voir : Struye de Swielande T., *La prise de décisions sous l'administration Bush*, Bruxelles, Peter-Lang, 2007, 288 p.

dont l'arme nucléaire, et étant donné l'interdépendance économique qui lie les deux pays, une confrontation directe ne saurait être envisagée. La stratégie des néoconservateurs consiste donc à endiguer l'émergence chinoise tout en maintenant possible un recours potentiel au *hardpower* afin de dissuader toute initiative de Pékin visant à modifier l'ordre international. Cette stratégie de l'endiguement passe naturellement par le Moyen-Orient et l'Asie Centrale, régions stratégiques pour l'émergence économique et politique de l'empire du milieu. Pékin avait en effet entrepris en 2000 de développer ses liens avec l'Asie Centrale dans le cadre de sa politique de développement du « Grand Ouest » qui vise à renforcer les infrastructures de transports et de communications entre la province autonome du Xinjiang et cette partie du monde¹⁵⁶. L'Iran est pour sa part également concerné étant donné les possibilités d'établir à terme des pipelines sur les anciens tracés de la route de la Soie. C'est en poursuivant la même logique des routes et des ressources que la Chine et l'Iran ont mené leurs consultations dans le domaine des transports. La république islamique s'intéresse ainsi à la possibilité de développer son réseau routier entre son territoire et la Chine via l'Afghanistan et le Tadjikistan¹⁵⁷. Concernant l'Iran, la stratégie des néoconservateurs est plus amplement tournée vers une approche de confrontation. S'ils doivent faire preuve d'un minimum de réciprocité concernant les intérêts chinois, les facteurs de puissance du régime des Mollahs ne les contraignent pas aux mêmes politesses. L'importance géopolitique de l'Iran et l'animosité historique qui anime le régime des Mollah constitue une raison en soi de chercher à provoquer un changement de régime – si nécessaire, par la force – afin de faire tomber l'Iran sous l'influence américaine. Cette approche hégémonique des Etats-Unis va à l'encontre des déclarations sino-iraniennes prônant un monde multipolaire et renforce donc l'importance des liens géostratégiques entre Pékin et Téhéran face à la politique de puissance qu'entend mener Washington.

¹⁵⁶ L'intérêt marqué de Pékin pour l'Asie Centrale se manifeste notamment au travers de l'importance accordée par la Chine à l'OCS, laquelle lui permet, sous le couvert du multilatéralisme, d'étendre son influence régionale par un autre chemin que sa seule politique étrangère.

¹⁵⁷ Blua A., « Iran : Tehran takes a keen interest in regional road building », in *RFE/RL*, 8 août 2003.

Les attentats du 11-septembre 2001 lancent les Etats-Unis dans une *Global War on Terrorism*. Dans le cadre de la guerre menée en Afghanistan contre les Talibans, ces attentats fournissent une opportunité aux Etats-Unis de s'implanter militairement en Asie Centrale, à proximité de la province autonome du Xinjiang. Bien qu'hostile au régime des Talibans et soutenant officiellement l'intervention américaine, la Chine ne souhaite pas voir les américains s'installer trop confortablement dans la région. A ce sujet, il suffit de prendre en considération les déplacements de troupes qu'effectue le régime de Pékin. Plusieurs unités sont redéployées de son flanc est à sa frontière occidentale. Le message envoyé ainsi aux Etats-Unis est on ne peut plus clair.

Avec la présence américaine en Afghanistan et en Asie Centrale, l'Iran se retrouve pour sa part presque entièrement encerclé par les Etats-Unis, déjà présent initialement dans la Péninsule Arabique et en Turquie, Etat-membre de l'Alliance Atlantique. Seul l'Irak reste pour le moment hors du sillon américain. L'animosité des Etats-Unis à l'encontre de Téhéran est clairement exprimée dans les mois qui suivent les attentats du 11 septembre. Le Département d'Etat rend publique l'existence d'une structure dédiée au développement des armes nucléaires en Iran, structure basée selon lui sur l'effort d'établir des capacités d'enrichissement et de retraitement¹⁵⁸. Cette annonce est suivie quelques mois plus tard par la divulgation des aspects clandestins du programme nucléaire iranien et par le discours de G.W. Bush sur l'état de l'Union en janvier 2002 au cours duquel il définit l'Iran en tant qu'Etat de « l'Axe du Mal ». Cette qualification de l'Iran par l'administration américaine est officiellement rejetée par les autorités chinoises quelques jours plus tard¹⁵⁹. Il nous apparaît cependant nécessaire de relativiser le caractère secret du programme nucléaire iranien. Comme nous avons pu le constater précédemment, l'origine de ce programme est largement antérieure aux années 2000 et la volonté iranienne de se doter d'une capacité d'enrichissement endogène remonte quant à elle au début des années 90. Le programme nucléaire de Téhéran n'était donc pas secret en soi. Ce qui était inconnu en revanche, c'est bien l'étendue de ce

¹⁵⁸ Barzin N., op.cit., p. 281.

¹⁵⁹ China Daily, « China slams Bush statements on "axis of evil" », 1^{er} février 2002.

programme. Il reste que la divulgation dans la presse des installations non déclarées auprès de l'AIEA par le mouvement d'opposition iranien de l'organisation des moudjahiddines du peuple soulève quelques questions. Il est plus que probable que ce mouvement, soutenu alors par Washington, ait reçu ces informations des services de renseignements occidentaux. Dans le contexte la guerre contre le terrorisme, les Etats-Unis ont en effet tout intérêt à entamer au plus tôt une guerre de communication avec la république islamique afin de détériorer son image au sein de la communauté internationale et préparer ainsi l'opinion publique à une éventuelle intervention militaire. La révélation publique des aspects non déclarés du programme nucléaire iranien auprès de l'AIEA met ainsi l'Iran dans une position d'infraction vis-à-vis de ses engagements internationaux et accrédite la thèse de l'existence d'un volet militaire clandestin et d'une menace potentielle. Les réactions des autorités iraniennes vont d'ailleurs dans ce sens : elles dénoncent une manipulation d'opinion visant à justifier une future intervention militaire. Toutes ces accusations mutuelles n'ont finalement eu pour résultat que le renforcement des antagonismes bilatéraux.

Dans ce contexte qui lui était passablement hostile, Téhéran recherche plus rapidement encore un approfondissement de ses relations avec la république populaire de Chine afin de s'assurer de son soutien au Conseil de Sécurité en cas d'intervention américaine. De son côté, Pékin voit en Téhéran un partenaire naturel à la conduite d'une politique de contournement, en réaction à la politique d'endiguement américaine. Ainsi, peu après le discours G.W Bush, en mars 2002, la 11^{ème} rencontre de la commission économique conjointe sino-iranienne se tient à Téhéran où les deux parties y examinent les possibilités de coopération dans les domaines économique, politique et scientifique¹⁶⁰. Cette visite est par ailleurs parallèlement couplée à la venue dans la capitale iranienne de Wu Yi, membre du Conseil des affaires de l'Etat, laquelle réaffirme les liens unissant la république populaire et la république islamique en dépit des déclarations du président américain¹⁶¹. Le président chinois se rend à son tour en visite dans la capitale iranienne au cours du mois d'avril

¹⁶⁰ Kellner T., Djalili M.-R., « L'Iran, la Chine et la crise du nucléaire », in *MERIA*, juillet 2006, volume 1, n°1, article 2, p. 9, http://meria.idc.ac.il/journal_fr/2006/jv1no1a2.html

¹⁶¹ Xinhua, « Iran, China to Further Develop Friendship », 18 mars 2002.

2002, illustrant ainsi complètement la divergence d'opinion sino-américaine sur la question iranienne. A l'occasion de cette visite, il réaffirme haut et fort les principes de la déclaration conjointe de juin 2000 et souligne l'opposition de la Chine à se voir conditionner ses relations bilatérales envers des pays tiers sur base de la volonté des grandes puissances. Les dirigeants iraniens et chinois dénoncent par ailleurs également la volonté américaine d'installer des bases militaires permanentes en Asie en Centrale, ce menacerait la logique des routes unissant Pékin à Téhéran¹⁶².

L'intervention américaine de mars 2003 contre le régime de Saddam Hussein, entamée sans mandat des Nations-Unis au nom de la *Global War on Terrorism*, est vivement critiquée par la Chine qui a toujours soutenu le rôle de premier plan que doit jouer selon elle les organisations internationales dans la résolution des différents interétatiques. Pour Pékin, il s'agit là d'une démonstration de la volonté américaine d'agir si nécessaire outre les dispositions internationales afin de servir ses intérêts nationaux. Pour les néoconservateurs, la chute du régime bassiste irakien garantit un accès au pétrole irakien et un verrouillage à terme de l'ensemble du Moyen-Orient sous l'influence américaine, fermant ainsi la porte aux influences russes et chinoises. Ce conflit finit l'encerclement de la république islamique qui voit une fois de plus la disparition de l'un de ses rivaux régionaux contrebalancée par une présence américaine accrue à ses frontières. Le président G.W Bush a par ailleurs rappelé le 18 juin 2003 que « *les Etats-Unis ne toléreront pas la possession par l'Iran d'une bombe atomique* »¹⁶³. Cette hypothèse est tout bonnement inacceptable du point de vue américain dans la mesure où elle remet en cause la stabilité régionale, engendre un risque de prolifération, exacerbe les tensions irano-arabes et menace directement la sécurité des Etats-Unis et de l'Etat hébreu. Considérant la politique des néoconservateurs, le régime des Mollahs aurait logiquement pu constituer la troisième phase d'une politique de remodelage de l'ensemble régional. Accusé de développer un programme nucléaire militaire, l'Iran a bien constaté au travers du cas irakien que se plier aux exigences américaines en matière d'ADM ne

¹⁶² IRNA, « Zemin, Rafsandjani hold talks », 20 avril 2002.

¹⁶³ Barzin N., op.cit., p. 281

garantit en rien la sécurité de l'Etat et du régime. L'Iran n'a pourtant pas ménagé ses efforts pour prouver sa bonne foi auprès des occidentaux. Ainsi a-t-il envoyé une lettre à l'AIEA le 10 novembre 2003, informant l'agence qu'il est prêt à signer le protocole additionnel du TNP et à l'appliquer dès ce moment avant même sa ratification officielle¹⁶⁴. Ce protocole est finalement signé le 18 décembre, et entre temps, Téhéran a arrêté ses activités d'enrichissement dès le 12 novembre¹⁶⁵. Pour janvier 2004, les 920 centrifugeuses déclarées du régime des Mollahs sont toutes sous le contrôle de l'AIEA¹⁶⁶. Malgré cela, l'Iran ne réussit pas à fléchir la position des Etats-Unis. La bonne relation sino-iranienne devient donc ici une condition sécuritaire nécessaire mais par forcément suffisante aux yeux des autorités iraniennes. Pour la Chine, l'importance de l'Iran au Moyen-Orient dans sa stratégie de contournement se voit encore plus soulignée. Les deux Etats entreprennent alors d'afficher pleinement leur coordination politique. Le ministre chinois des affaires étrangères rend ainsi visite à son homologue iranien au cours des mois d'avril et août 2003 afin de discuter de la situation générale au Moyen-Orient¹⁶⁷. Cependant, bien que soucieuse de sanctuariser ses relations avec la république islamique, la Chine se doit également de tenir compte de toutes les éventualités. Devant l'hypothèse d'une attaque préventive des Etats-Unis, Pékin ne peut raisonnablement pas continuer à augmenter aveuglément la part de ses importations en provenance de la république islamique qui représente alors 13,6% de ses importations (plus de 13 Mt), ce qui en faisait son premier ou deuxième fournisseur pétrolier selon les années¹⁶⁸. A cela s'ajoute le fait qu'en cas de conflit, la libre circulation maritime dans le détroit d'Ormuz, par lequel transite en 2003 environ 47% du marché mondial des produits pétroliers (~1 milliard de tonnes)

¹⁶⁴ IAEA, Conseil des gouverneurs, « Mise en oeuvre de l'accord de garanties TNP en République islamique d'Iran-GOV/2003/75 », Vienne, IAEA, 14 novembre 2003, p.4-5, http://www.iaea.org/Publications/Documents/Board/2003/French/gov2003-75_fr.pdf

¹⁶⁵ MAEE, « Chronologie des relations entre l'Iran et l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA) depuis septembre 2003 », Paris, Ministères des Affaires Etrangères et Européennes, 2008, http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo_833/iran_420/questionnaire_4050/chronologie-relations-iran-iaea_2023.html;

Barzin N., op. cit., p. 283

¹⁶⁶ Barzin N., op.cit., p. 283

¹⁶⁷ Xinhua, « Foreign Ministers Exchange Views on Iraqi Issue », 20 avril 2003 ; People's Daily, « Chinese, Iranian FMs Hold Talks », 27 août 2003.

¹⁶⁸ Djalili M.-R., Kellner T., « L'Iran et les deux géants asiatiques », in *Outre-Terre*, 3^{ème} trimestre 2006, n°16, p. 99.

ainsi que 50% des importations chinoises, n'est pas formellement garantie, ce qui pourrait entraîner une escalade des prix du baril et menacer la sécurité d'approvisionnement de Pékin dont les importations pétrolières ont été multipliées par 5 en volume et par 7,8 en valeur entre 1996 et 2003¹⁶⁹. A l'heure où le maintien de la croissance économique reste la seule base de la légitimité du PCC, l'on comprend mieux le souci de Pékin de garantir ses voies d'approvisionnement. A cela s'ajoute la vétusté des infrastructures pétrolières iraniennes suite aux sanctions américaines : une augmentation des capacités de productions nécessiterait des capitaux étrangers pour un montant de plusieurs milliards de dollars, risque que la Chine n'est logiquement pas prête à prendre étant donné la conjoncture internationale. Ainsi, la production de brut iranien n'a toujours pas retrouvé son plus en haut niveau de 1974, plafonnant aux alentours des 4 millions b/j contre quelques 6 millions b/j trente ans plus tôt¹⁷⁰. Pékin va dès lors adopter une quadruple approche visant à garantir la sécurité énergétique du pays en fonction des possibles évolutions futures :

Elle cherche à accroître encore d'avantage la diversification¹⁷¹ de ses fournisseurs en se tournant plus amplement vers l'Afrique (via le Gabon, le Tchad, l'Égypte, l'Algérie, l'Angola et le Soudan¹⁷²), la Russie, le Canada¹⁷³, mais également l'Arabie Saoudite dont les relations avec Washington se sont détériorées depuis les attentats du 11 septembre¹⁷⁴. Ce rapprochement avec Ryad cadre parfaitement avec la stratégie de

¹⁶⁹ Boulanger P., « Géostratégie du Golfe Arabo-persique », in *Diplomatie*, mars-avril 2008, n°31, p. 66-67 ; Kellner T., Therme C., « Les ententes multipolaires de l'Iran. Aspects russes et asiatiques de la politique étrangère de Téhéran », in *Politique étrangère*, vol. 4, hiver 2007, p. 883 ; Dabas F.-R., « Iran-Chine : une alliance inachevée », in *Revue Française de Géopolitique. L'Iran réel : Des spécialistes civils et militaires décryptent librement la question iranienne*, n°5, Paris, Ellipses, 2009, p. 107.

¹⁷⁰ Sébille-Lopez P., *Géopolitique du pétrole*, Paris, Armand Colin, 2006, 479 p.

¹⁷¹ Une première « vague » de diversification avait déjà eu lieu à partir de 1997, pour de plus amples informations sur la politique énergétique chinoise, voir : Kellner T., « La politique pétrolière de la République populaire de Chine : stratégies et conséquences internationales », in *Outre-Terre*, printemps 2006, n°15, p. 425-459 ; Meidan M., « La Chine à la conquête des marchés énergétiques mondiaux », in *Hérodote*, 2^{ème} trimestre 2007, n°125, p. 77-94.

¹⁷² Voir à ce sujet : Struye de Swielande T., « Offensive chinoise en Afrique », in *Note d'analyse de la Chaire InBev Baillet Latour « Union Européenne – Chine »*, n°3, avril 2009, 28 p., <http://www.uclouvain.be/cps/uc/doc/pols/documents/NA3-INBEV-FULL.pdf>

¹⁷³ Avec la Canada, la coopération consisterait essentiellement à développer des dépôts de sable bitumeux.

¹⁷⁴ Vairon L., op. cit., p. 67.

contournement chinoise qui trouve ici une opportunité de s'immiscer dans un terrain jusque là chasse gardée des Etats-Unis tandis. De son côté, Ryad y voit une occasion de démontrer à Washington sa capacité à se trouver rapidement de nouveaux partenaires puissants. Ainsi, la part des importations chinoises en provenance du Golfe passe de 50% en 2003 à 45% en 2004 pour arriver à 40% en 2007¹⁷⁵. Outre la situation géopolitique du Golfe, cette volonté de diversifier les sources d'approvisionnement s'explique également par la croissance continue de la consommation intérieure chinoise en pétrole qui a augmenté de 7,3% par an de 1991 à 2002¹⁷⁶.

La Chine affiche pleinement son soutien politique à l'Iran face aux Etats-Unis afin de dissuader ces derniers de recourir à la force ; ceci dans l'objectif de ménager sa principale porte d'entrée au Moyen-Orient dans l'hypothèse d'une décrispation des relations entre Téhéran et Washington. Cela se traduit d'une part par la défense de Téhéran devant le conseil de sécurité des Nations Unies et le conseil des gouverneurs de l'AIEA, et d'autre part, par un soutien chinois à l'entrée de l'Iran en juillet 2005 au sein de l'OCS en tant que membre observateur. Cette adhésion reflète entre autre un aspect symbolique particulièrement fort qui illustre l'importance politique que Pékin accorde à la république islamique. Le message est une fois encore, destiné à Washington. Du côté iranien, ce soutien politique flatte l'orgueil collectif d'une classe politique qui malgré ses divergences internes partage l'objectif de faire du pays « la » puissance régionale. Dans cette perspective, ce premier pas dans l'OCS procure à l'Iran l'ambition de devenir le pont entre les pays d'Asie Centrale et les Etats du Golfe au travers d'une adhésion pleine et entière.

Pékin entend maintenir la part de ses importations iraniennes en hydrocarbures à un niveau relativement semblable à celui de 2003 ; ceci afin de rassurer Téhéran sur ses intentions tout en évitant de creuser sa dépendance vis-à-vis de l'Iran. Dans les faits, cette décision garantit

¹⁷⁵ Boulanger P., op. cit., p. 64-74 ; Kellner T., Djalili M.-R., « L'Iran, la Chine et la crise du nucléaire », in *MERIA*, juillet 2006, volume 1, n°1, article 2, p. 10, http://meria.idc.ac.il/journal_fr/2006/jv1no1a2.html

¹⁷⁶ Kellner T., « La politique pétrolière de la République populaire de Chine : stratégies et conséquences internationales », in *Outre-Terre*, printemps 2006, n°15, p. 431.

L'apport financier engendré par la croissance des importations chinoises au cours des dernières années : les recettes de l'État iranien dépendant pour plus de 60% de ses exportations pétrolières¹⁷⁷ et la Chine étant alors le deuxième marché en importance pour le pétrole iranien derrière le Japon¹⁷⁸. Soucieux de ménager son partenaire, Téhéran, par la voie de son ministre du pétrole, déclare en novembre 2004 que l'Iran souhaite faire de la Chine son premier client dans les années à venir¹⁷⁹. Cette décision chinoise tient également compte de l'arrivée à maturité de l'industrie pétrolière iranienne et du ratio coûts/risque engendré par les manquements infrastructurels et la conjoncture géopolitique.

Enfin, parallèlement au maintien en l'état de ses importations iraniennes, la stratégie chinoise intègre également une vision à long terme. Si Pékin n'est pas prêt à déboursier dans l'immédiat les montants nécessaires à l'augmentation des capacités de production iraniennes, elle verrouille contractuellement sa main mise sur les gisements iraniens sans déboursement immédiat grâce à une panoplie de programmes cadres et plusieurs déclarations d'intentions concernant le secteur iranien des hydrocarbures. L'implémentation de ses accords ne doit en effet survenir pour Pékin qu'une fois les risques politiques écartés. Pékin mène en fait une « politique de la carotte » et fait miroiter d'importants contrats au régime des Mollahs. Ainsi, le 29 octobre 2004, un accord préliminaire signé entre les deux pays prévoit l'achat annuel par la Chine de 10 millions de tonnes de gaz naturel liquéfié, pendant une période de 25 ans¹⁸⁰. Le montant de l'accord s'élève aux alentours d'un montant estimé entre 70 et 100 milliards de dollars, ce qui en fait le plus important contrat potentiel de l'Iran depuis 1996¹⁸¹. Il y est initialement prévu que la Sinopec développe le gisement iranien géant de Yadaravan pour

¹⁷⁷ En 2004, les exportations d'hydrocarbures représentaient 64% des recettes de l'État iranien.

¹⁷⁸ En 2003, le marché japonais représentait 22,4% des exportations pétrolières iraniennes contre 10,4% pour la Chine.

¹⁷⁹ *China Daily*, « Iran wants China to be its top oil importer », in *China Daily*, 7 novembre 2004.

¹⁸⁰ Yakemtchouk R., op.cit., p. 339.

¹⁸¹ Chautard S., *L'Iran face au monde*, Paris, Studyrama Perspectives, 2007, p. 92 ; Kellner T., Djallili M.-R., « L'Iran, la Chine et la crise du nucléaire », in *MERIA*, juillet 2006, volume 1, n°1, article 2, p. 7, http://meria.idc.ac.il/journal_fr/2006/jv1no1a2.html

arriver à une production de 300 000 b/j de pétrole ainsi que de gaz naturel (les réserves de gaz de Yadaravan étant estimées à 3 milliards de barils). L'accord prévoit que l'obligation d'achat par la Chine du gaz naturel iranien serve en contre partie à la participation majoritaire de la Sinopec (51%) dans le projet¹⁸². La NIOC se serait par ailleurs engagée à exporter vers la république populaire 150 000 b/j de pétrole brut par an une fois que la Sinopec aurait développé le champ de Yadaravan¹⁸³. Un autre contrat a également été signé quelques mois plus tôt entre l'entreprise d'Etat chinoise Zhuhai Zhenrong Corporation et l'Iran au sujet de l'importation de 110 millions de tonnes de gaz¹⁸⁴. Par ailleurs, la CNPC, la CNOOC ainsi que le Citic Group, envisageaient également à l'époque de prendre des engagements dans le secteur iranien des hydrocarbures¹⁸⁵. Les chinois comptaient prendre leur temps pour négocier les accords finaux des différents projets, gardant ainsi les Mollahs dans leur escarcelle sans rien lâcher en retour. La première délégation chinoise en charge de discuter du projet Yadaravan ne se rendra ainsi à Téhéran qu'en décembre 2005, soit plus d'un an après la déclaration d'intention sur le projet¹⁸⁶. A cette occasion, les deux parties décideront notamment de mettre en place un mécanisme de consultation comportant trois groupes de travail en charge des négociations sur les accords définitifs concernant outre le projet Yadaravan, la supervision des livraisons de GNL à la Chine et les projets pétrochimiques iranien auxquels Pékin serait susceptible de participer¹⁸⁷. Par ailleurs, même si la pérennité de tous ces projets pouvait sembler incertaine, ils n'en constituaient pas moins un message marquant clairement l'intérêt chinois pour l'Iran, appelant ainsi les Etats-Unis à faire preuve de réciprocité vis-à-vis des intérêts chinois dans la conduite de leurs actions régionales.

Finalement, la politique interventionniste de l'administration Bush a renforcé l'intérêt stratégique en faveur d'une coopération sino-iranienne. Dans le cadre de la stratégie de contournement entreprise par Pékin, le

¹⁸² China Daily, « Energy Cooperation Strengthens », in *China Daily*, 3 novembre 2004 ; China Daily, « China to buy more gas, oil from Iran », in *China Daily*, 8 novembre 2004.

¹⁸³ BBC, « China to develop Iran oil fields », 1 novembre 2004.

¹⁸⁴ Chautard S., op. cit., p. 92.

¹⁸⁵ China Daily, « Energy cooperation strengthens », in *China Daily*, 3 novembre 2004.

¹⁸⁶ AFP, « La Chine souhaite raviver un accord majeur sur l'énergie avec l'Iran », 17 décembre 2005.

¹⁸⁷ Iran Daily, « Three Working Groups will study Sino-Iran Oil Deals », 22 décembre 2005.

facteur géostratégique est devenu l'élément déterminant des relations bilatérales. En outre, il cadre parfaitement avec la logique des routes et des ressources. C'est pour cette raison que les deux États recherchent considérablement à étendre leurs voies de communication terrestre au début des années 2000. Ainsi, en novembre 2003, lors de la visite en Chine du ministre iranien des transports, Ahmad Khorram, le régime des Mollahs propose à son partenaire chinois de mettre en place un chemin de fer reliant les deux territoires via l'Afghanistan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan¹⁸⁸. Début 2005, Pékin propose de son côté la création d'un groupe commun, réunissant l'Iran et l'Afghanistan, pour étudier la possibilité de relier à l'avenir le réseau ferroviaire iranien au territoire chinois¹⁸⁹. La question des aspects clandestins du programme nucléaire iranien constitue par ailleurs un facteur particulièrement crisogène sur lequel la Chine se garde bien d'émettre une quelconque opinion, rappelant seulement le droit de l'Iran à disposer du nucléaire civil et appelant Téhéran à coopérer pleinement avec l'AIEA. Sur le volet commercial, les échanges bilatéraux se sont particulièrement étoffés, atteignant 7 milliards de dollars en 2004 contre 5,6 milliards en 2003¹⁹⁰, soit plus de cinq fois le montant des échanges de 1999. La république populaire représente alors environ 10% du total du commerce extérieur iranien¹⁹¹. Enfin, malgré la fin officielle de la coopération en matière balistique en 1997, 2003 est également l'année de l'entrée officielle dans l'arsenal iranien du missile balistique Shahab-3, dont les premiers tests remontent à 1998 grâce entre autre aux acquis de l'assistance chinoise et nord-coréenne¹⁹². Ce missile, qui peut être doté de charges chimiques ou biologiques, possède dans sa version de l'époque une portée estimée aux alentours de 1300 km. L'Iran est dorénavant en mesure d'atteindre l'État d'Israël et il égratigne ainsi le monopole de Tsahal en matière d'ADM au Proche et au Moyen-Orient¹⁹³. Dans les années à venir, les échanges

¹⁸⁸ Mehr News Agency, « Iron rail road breathes new life into "Skilk Road" », 16 novembre 2003.

¹⁸⁹ Kellner T., Djalili M.-R., « L'Iran, la Chine et la crise du nucléaire », in *MERIA*, juillet 2006, volume 1, n°1, article 2, p. 6, http://meria.idc.ac.il/journal_fr/2006/jv1no1a2.html

¹⁹⁰ International Monetary Fund, *Direction of Trade Statistics Yearbook 2004*, p. 133.

¹⁹¹ Kellner T., Djalili M.-R., « L'Iran, la Chine et la crise du nucléaire », in *MERIA*, juillet 2006, volume 1, n°1, article 2, p. 9, http://meria.idc.ac.il/journal_fr/2006/jv1no1a2.html

¹⁹² Global Security, « Shahab-3, 3A/ Zelzal-3 », in *Global Security*, 15 février 2007, <http://www.globalsecurity.org/wmd/world/iran/shahab-3.htm>

¹⁹³ FAS, « Shahab-3 / Zelzal-3 », Federation of American Scientists, 2008,

sino-iraniens se diversifieront d'avantage, rendant ainsi la république islamique encore plus dépendante de l'empire du milieu.

La victoire inattendue de M. Ahmadinejad.

A la veille des élections présidentielles iraniennes de juin 2005, les relations sino-iraniennes en sont donc arrivées à un stade avancé. Les deux Etats entretiennent des consultations politiques multisectorielles de haut niveau et le volume de leurs échanges commerciaux n'a cessé de croître au fil des ans, atteignant les 9,5 milliards de dollars en 2005 dont environ la moitié pour les exportations pétrolières¹⁹⁴. La république populaire importe alors plus de 40% de sa consommation de pétrole, dont entre 12 et 13% sont d'origine iranienne¹⁹⁵. Nonobstant la crise engendrée par la question nucléaire et l'attitude hostile de l'administration Bush, les rapports politico-stratégiques entre la Chine et l'Iran se sont donc intensifiés, Pékin ayant choisi de soutenir politiquement son partenaire tout en adoptant, comme évoqué précédemment, une attitude empreinte de prudence afin de pallier à toute éventualité. La Chine reste en outre le deuxième fournisseur d'armes de Téhéran.

Sur le plan international, G.W Bush vient d'être réélu pour un nouveau mandat de 4 ans à la Maison Blanche et les Etats-Unis éprouvent les plus grandes difficultés à pacifier l'Irak et l'Afghanistan. Elément psychologique important : l'année 2005 est la plus meurtrière qu'ait connue l'Irak en nombre d'attentats suicides depuis le début de l'invasion en mars 2003.

C'est dans ce contexte qu'est élu à la présidence iranienne le très conservateur M. Ahmadinejad. Cet ancien Pasdaran, docteur en génie civil et vétéran de la guerre contre l'Irak, est pour ainsi dire un parfait inconnu de la scène politique iranienne jusqu'à la campagne présidentielle qu'il mena par ailleurs sans brio. Arrivé à la tête de la mairie de Téhéran suite aux élections municipale de juin 2003 lors

<http://www.fas.org/programs/ssp/man/militarysumfolder/shahab-3.html>

¹⁹⁴ Kellner T., Djalili M.-R., « L'Iran, la Chine et la crise du nucléaire », in *MERIA*, juillet, 2006, volume 1, n°1, article 2, p. 9, http://meria.idc.ac.il/journal_fr/2006/jv1no1a2.html

¹⁹⁵ Chautard S., op. cit., p. 93.

desquelles seulement 12% des électeurs de la capitale s'étaient rendus aux urnes, Ahmadinejad fut désigné (et non élu) maire suite à la victoire des conservateurs¹⁹⁶. Le 17 juin 2005, il arrive à la surprise générale à se hisser au second tour de l'élection présidentielle lors duquel il affronte l'ancien président Rafsandjani. Les deux hommes proposent un projet de société diamétralement opposé pour la gestion du pays. Rafsandjani prône le libéralisme économique et Ahmadinejad l'étatisme économique. En se posant en protecteur des opprimés et en pourfendeur des corrompus, le candidat conservateur promet de redistribuer le rente pétrolière au peuple et de diminuer les inégalités. Ce discours très clientéliste conjugué à des opinions religieuses très conservatrices lui permet de remporter le deuxième tour de l'élection présidentielle du 24 juin 2005 avec 62% des votes. Cependant, avec un taux de participation de seulement 59,6%, sa victoire peut en grande partie être attribuée au manque de mobilisation de l'électorat réformateur, déçu par le manque de résultats concrets sous la présidence de M. Khatami.

Cette élection bouleverse la composition de la structure dirigeante iranienne. A l'inverse du processus enclenché sous Rafsandjani et Khatami, les technocrates laisse la place au retour des idéologues, généralement plus choisis pour leur dévotion envers le régime – si ce n'est envers Ahmadinejad lui-même – que pour leurs réelles compétences professionnelles. C'est également la première fois dans l'histoire de la république islamique que la présidence n'est pas occupée par un clerc. En tant qu'ancien Pasdaran et ancien instructeur des Bassidjis¹⁹⁷, la présidence d'Ahmadinejad est marquée par la montée en puissance de ces deux organisations, ce qui fait craindre une militarisation de plus en plus poussée du régime au détriment du clergé traditionnel¹⁹⁸.

¹⁹⁶ Biarnès P., op.cit., p. 270.

¹⁹⁷ Les Bassidjis constituent une milice composée de jeunes voués au régime. Leurs membres bénéficient de divers privilèges et ils sont généralement appelés à rejoindre plus tard les rangs des Pasdarans. Ils ont notamment été très actifs lors de la répression des manifestations postélectorales des élections présidentielles du 12 juin 2009.

¹⁹⁸ Pour une lecture approfondie sur l'ascension des Pasdarans, voir : Wehrey F., Green J., Nichiporuk B., *The Rise of the Pasdaran: Assessing the Domestic Roles of Iran's Islamic Revolutionary Guards Corps*, Rand, 2008, 154 p.

La politique étrangère du nouveau président iranien suit pour sa part une ligne conservatrice très dure largement empreinte d'une rhétorique se référant à la révolution de 1979. Pour beaucoup d'observateurs, l'arrivée d'Ahmadinejad est synonyme d'un retour en arrière sabotant les timides progrès réalisés au cours des 10 dernières années. Le président iranien adopte une attitude de fermeté vis-à-vis de l'Occident et se montre ouvertement hostile à l'encontre d'Israël. Il dénonce l'attitude de « puissance » des États occidentaux et le dictat de « l'arrogance » américaine, jouant les cartes de la victimisation et de la résistance face aux injustices infligées au monde par les grandes puissances occidentales. Il fait du nationalisme l'élément clé de son discours et rappelle la grandeur de la nation iranienne à chacune de ses interventions. Il encourage les démonstrations de forces militaires et menace de destruction ceux qui auraient l'imprudence de porter atteinte à la souveraineté nationale. Il pose l'Iran en défenseur de la communauté musulmane toute entière, se fait le champion de la cause palestinienne et gagne ainsi en popularité aux yeux des populations arabes (mais pas de leurs dirigeants). Le facteur religieux est très important dans la vision du monde qu'est celle du président Ahmadinejad. Il croit en la suprématie du système révolutionnaire iranien. Sa dévotion au guide suprême ne serait être remise en question. Comme exemple de l'importance de ce facteur religieux, mentionnons qu'il s'est engagé à réunir les conditions nécessaires au retour du *Mahdi*, « l'imam caché », le douzième imam du Chiisme duodécimain qui aurait disparu pour revenir à la fin des temps et instaurer une société de justice. Il a également confié s'être senti entouré d'un halo de lumière alors qu'il prononçait son premier discours devant l'Assemblée Générale des Nations Unies en septembre 2005. Si certains analystes qualifient le nouveau président iranien de fanatique irrationnel, d'autres en revanche voient en son discours teinté d'allusions religieuses une manifestation particulièrement habile de la politique de *softpower* de la république islamique à destination des populations musulmanes.

Le principal volet de la nouvelle politique étrangère iranienne est par ailleurs la problématique nucléaire, M. Ahmadinejad en ayant fait une question patriotico-religieuse qui, si elle doit servir de catalyseur pour souder la société-civile derrière le régime, détériore ostensiblement l'image de l'Iran sur la scène internationale. Ainsi, le 8 août 2005, soit 3

jours à peine après son entrée en fonction, le président iranien annonce que l'Iran reprend ses opérations d'enrichissement d'uranium sur le site d'Ispahan¹⁹⁹. Cette annonce jette un sérieux froid sur les négociations en cours entre le régime iranien et les puissances occidentales.

De son côté, la Chine, qui vient de soutenir l'adhésion de Téhéran à l'OCS en tant que membre observateur, s'abstient de condamner la république islamique et continue encore une fois d'appeler chacune des parties à résoudre pacifiquement cet épineux différent. Tout en rappelant les liens unissant les deux pays et en se référant à la déclaration conjointe de juin 2000, Pékin s'en tient à sa ligne politique établie en 2004 et maintient une position vigilante en attendant de juger des tendances relatives à l'évolution de l'Iran sur la scène internationale. La position chinoise en Iran se renforce cependant suite aux déboires américains en Irak et en Afghanistan. Pékin et Téhéran, jugent qu'il est désormais fort peu probable de voir les Etats-Unis prendre le risque d'ouvrir un nouveau front dans la région, la puissance militaire iranienne étant qui plus est sans commune mesure avec celle des groupes insurrectionnels que la première puissance militaire mondiale ne parvient pas à soumettre. Cette situation place également le nouveau président iranien en position de force et élargit sa marge de manœuvre. Il entreprend de rétablir des liens et de renforcer l'influence iranienne en Irak, gouvernée désormais par la majorité chiite (~60% de la population) du pays. Il entend bien faire de la république islamique un acteur incontournable pour la stabilité régionale, démontrant par la même occasion aux Etats-Unis que l'Iran est un facteur avec lequel il faut compter. De plus en plus d'experts américains reconnaissent par ailleurs le rôle potentiel que l'Iran aurait à jouer dans la pacification de l'Irak. Certains contacts auraient d'ailleurs été établis à ce sujet si l'on en croit plusieurs allusions attribuées à de hauts responsables américains, ce que l'Iran s'est quant à lui toujours vivement défendu à nier, qualifiant ces allégations de fictions sans fondement. Le rapprochement politique entre l'Iran et l'Irak passe par la coopération commerciale, Bagdad devenant dès 2007 le troisième

¹⁹⁹ MAEE, « Chronologie des relations entre l'Iran et l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA) depuis septembre 2003 », Paris, Ministères des Affaires Etrangères et Européennes, 2008, http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo_833/iran_420/question-nucleaire_4050/chronologie-relations-iran-aiea_2023.html

marché en importance pour les exportations iraniennes²⁰⁰. La Chine reste cependant prudente, continue sa politique de la carotte et attend de tester l'attitude du nouveau président. Ainsi, fin janvier 2006, la China Oilfield Services Ltd. (COS), conclut un accord de coopération pétrolière portant sur le transfert de technologies avec la North Drilling Company (NDC) iranienne²⁰¹. Cette contribution chinoise avait pour but de permettre à la NDC d'explorer la région sud de la mer Caspienne. La politique d'Ahmadinejad à l'égard de Pékin semble pour sa part s'orienter vers une continuation des principes énoncés dans la déclaration sino-iranienne de juin 2000, le nouveau président exprimant son souhait de renforcer encore d'avantage ses liens avec la république populaire à l'occasion de sa première conférence de presse suivant son élection²⁰². Le tout nouveau vice-ministre iranien des affaires étrangères effectue même une visite à Pékin quelques jours seulement après l'entrée en fonction de M. Ahmadinejad, visite qui sera suivie dès le mois d'octobre par celle du ministre iranien des affaires étrangères, Manoucher Mottaki²⁰³.

Si l'hypothèse d'une intervention armée semble de moins en moins crédible, l'attitude provocatrice du président Ahmadinejad jette cependant un froid sur les relations entre l'Iran et l'Occident. En réaction à l'annonce du 8 août du président iranien, le conseil des gouverneurs de l'AIEA adopte 3 jours plus tard une résolution présentée par l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne, enjoignant l'Iran à suspendre toute activité liée à la production de combustible nucléaire. Cette résolution n'est cependant pas suivie d'effets malgré plusieurs rencontres de hauts niveaux entre européens et iraniens. Face à l'intransigeance du régime des Mollahs, la communauté internationale décide d'accentuer la pression. Le 4 février 2006, le conseil des gouverneurs de l'AIEA, réuni en session extraordinaire, décide à 32 voix contre 3 du renvoi du dossier iranien devant le CSNU, ouvrant ainsi la voie à de possibles sanctions. La réaction iranienne ne se fait pas

²⁰⁰ Hourcade B., « L'Iran : Energie et système d'alliance », in *Diplomatie*, Septembre-Octobre 2007, n°28, p.66.

²⁰¹ Voir : Ziyadov T., «Iran and China sign agreement to explore oil in the Caspian Sea», in *Eurasia Daily Monitor*, 1^{er} février 2006.

²⁰² Xinhua, « Ahmadinejad Expresses Willingness to Develop Ties with China », 27 juin 2005.

²⁰³ Kellner T., Djalili M.-R., « L'Iran, la Chine et la crise du nucléaire », in *MERIA*, juillet 2006, volume 1, n°1, article 2, p. 6, http://meria.idc.ac.il/journal_fr/2006/jv1no1a2.html

attendre : dès le lendemain, Téhéran annonce la réduction de sa coopération avec l'AIEA en cessant d'appliquer volontairement le protocole additionnel du TNP ainsi qu'en reprenant ses activités liées à l'enrichissement d'uranium sur le site de Natanz. Quelques jours seulement après ces événements, des contacts ont lieu entre les autorités chinoises et iraniennes, certains médias annonçant l'imminence d'un accord sur le projet de Yadaravan. Cependant, aucune annonce officielle n'est finalement faite par les autorités chinoises ou iraniennes. A la mi-2006, de nouveaux contacts ont lieu à Singapour mais encore une fois, aucun accord final ne peut être élaboré, officiellement à cause d'une divergence de prix²⁰⁴. Le 16 juin, le nouveau président iranien rencontre pour la première fois son homologue chinois en marge du sixième sommet des chefs d'Etat de l'OCS. A cette occasion, les points communs entre les deux pays sont soulignés à l'envie et une déclaration commune reprenant les grandes lignes de celle de juin 2000 est cosignée, marquant ainsi la continuité de principe dans les relations bilatérales entre les deux Etats. Hu Jintao félicite par ailleurs à cette occasion M. Ahmadinejad pour avoir *"soutenu les investissements chinois en Iran"* quand il était maire de Téhéran²⁰⁵ et déclare également : *"Maintenant que vous êtes président, j'espère que nous aurons l'occasion de faire évoluer les relations sino-iraniennes à un niveau supérieur"*²⁰⁶.

A cette époque, le nouveau président iranien est encore pour Pékin en période probatoire, personne ne pouvant certifier alors qu'il resterait sourd aux pressions et menaces de sanctions internationales. La Chine espère également tirer parti du renvoi par l'AIEA du dossier iranien devant le CSNU pour user de sa position de membre permanent : elle cherche de cette manière à négocier avec Téhéran les conditions les plus avantageuses pour l'exploitation des gisements iraniens en échange de son veto au CSNU. Cette ligne de conduite ne connaîtra cependant pas

²⁰⁴ Reuters, « Iran close to deal with Sinopec on Yadaravan field », 9 avril 2007, <http://uk.reuters.com/article/idUKL099291020070409>

²⁰⁵ En 2004, M. Ahmadinejad avait appuyé l'attribution d'un contrat pour la mise en place d'une nouvelle ligne de métro à Téhéran par l'entreprise chinoise Norinco. Le montant du contrat s'élevait à 836 millions de dollars.

²⁰⁶ Jégo M., Philip B., « Au forum de Shanghai, Russes, Chinois et Iraniens font contre-feu à Washington », in *Le Monde*, 16 juin 2006, http://abonnes.lemonde.fr/iran-la-crise-nucleaire/article/2006/06/16/au-forum-de-shanghai-russes-chinois-et-iraniens-font-contre-feu-a-washington_784381_727571.html

un grand succès. En nationaliste invétéré, M. Ahmadinejad n'entend brader ni les ressources naturelles, ni le droit « inaliénable » de l'Iran à disposer de l'énergie nucléaire ; tout comme il n'entend pas jouer le jeu traditionnel des relations internationales en ne se soumettant pas aux influences des puissances, fussent-elle ses partenaires. De plus, en dépit des déficits structurels que connaît l'industrie iranienne des hydrocarbures, l'administration du président iranien s'avère être un âpre négociateur. Alors que la pénétration du marché iranien relève d'ors et déjà du challenge suite à aux politiques de sanctions menées contre Téhéran, M. Ahmadinejad ne facilite pas la tâche des investisseurs étrangers en cherchant perpétuellement à négocier – parfois à la limite du raisonnable – des contrats à l'avantage des entreprises iraniennes²⁰⁷. Cette politique lui vaudra par ailleurs les foudres de ses opposants et les critiques de nombreux économistes iraniens. La situation économique du pays est en effet déjà catastrophique à cause d'une économie trop dépendante du secteur pétrolier. Ainsi, 40% de la production en hydrocarbure est destinée au marché intérieur et la production d'électricité en dépend à 93%²⁰⁸. Le pays est outre devenu importateur de pétrole raffiné (notamment auprès de la Chine) suite à ses manquements infrastructurels. Quand on sait que les exportations dans ce domaine représentent plus de 60% des recettes et environ 30% du budget de l'Etat, et que la demande intérieure en énergie a augmenté de 8 à 10% par an au cours de la dernière décennie, on réalise à quel point l'Iran a un besoin vital de trouver les capitaux nécessaires à la modernisation de ses installations pétrolières et gazières²⁰⁹. Certains analystes, et non des moindres, prévoient par ailleurs la fin des exportations iraniennes en pétrole aux alentours de 2014-2015 si aucun investissement significatif n'est mis en œuvre pour pallier à la situation²¹⁰. Cette ligne politique a conduit certains analystes à parler d'« auto-embargo » conduisant l'Iran

²⁰⁷ Laurent L., « Ahmadinejad Tightens Political Grip », in *Forbes*, 14 novembre 2007, http://www.forbes.com/2007/11/14/ahmadinejad-iran-oil-face-markets_cx_ll_1114autofacescan02.html

²⁰⁸ Tabatabaei Mohammad Seyed, *L'Iran, une puissance virtuelle ? La diplomatie du nucléaire iranien*, Paris, l'Harmattan, 2008, p. 33.

²⁰⁹ Tabatabaei Mohammad Seyed, *L'Iran, une puissance virtuelle ? La diplomatie du nucléaire iranien*, Paris, l'Harmattan, 2008, p. 33-34.

²¹⁰ Voir à ce sujet : Stern R., « The Iranian petroleum crisis and United States national security », in *PNAS*, 2 janvier 2007, vol. 104, n°1, p. 377-382, <http://www.pnas.org/cgi/doi/10.1073/pnas.0603903104>

sur la voie du suicide économique²¹¹. L'intransigeance du président iranien complique donc passablement la finalisation des contrats sino-iraniens, les autorités chinoises considérant que le contrôle direct des ressources pétrolières étrangères par des compagnies chinoises procure d'avantage de garantie que le recours au marché international, ce que M. Ahmadinejad ne peut tolérer.

Un mois à peine après la rencontre entre les deux présidents, le 31 juillet 2006, le CSNU adopte la résolution 1696 par 14 voix contre 1²¹². L'adoption de cette résolution rend obligatoire la suspension par l'Iran de toutes ses activités liées à l'enrichissement et au retraitement, y compris la recherche-développement. Elle demande en outre un rapport au directeur général de l'AIEA pour le 31 août et prévoit que si l'Iran ne s'est pas conformé à ses obligations d'ici cette date, le Conseil travaillera alors à l'adoption de mesures au titre de l'article 41 du chapitre VII de la Charte. La Chine venait ici de délivrer un premier message : elle appelle son partenaire à rentrer dans le rang, espérant profiter à l'avenir d'une conjoncture plus favorable à l'élargissement des liens bilatéraux et à la poursuite de ses intérêts énergétiques. La menace de sanctions devient désormais une réalité alors qu'à l'époque, environ 120 projets impliquant des sociétés chinoises pour un montant total de 6 milliards de dollars sont en cours en Iran ; des centaines d'autres projets portant eux sur des dizaines de milliards de dollars étant également en discussion²¹³. La Chine est par ailleurs devenue le troisième partenaire commercial de la république islamique avec 7,1% des importations iraniennes, juste derrière l'Allemagne (12,1%) et les Emirats Arabes Unis (EAU) avec 22,4%²¹⁴. Avec son importance économique pour le régime des Mollahs, Pékin espère arriver à éviter un blocage diplomatique qui l'aurait mis en porte à faux entre l'Iran et l'Occident. D'autant qu'outre les ressources énergétiques, la Chine lorgne également sur les ressources minérales de

²¹¹ Hourcade B., « L'Iran : Energie et système d'alliance », in *Diplomatie*, Septembre-Octobre 2007, n°28, p. 67.

²¹² Pour consulter la résolution 1696, voir : CSNU, « Résolution 1696 », New York, Organisation des Nations-Unies, 31 juillet 2006, <http://daccess-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N06/450/23/PDF/N0645023.pdf?OpenElement>

²¹³ Shen D., « Iran's nuclear ambitions test China's wisdom », in *The Washington Quarterly*, vol. 29, n°2, printemps 2006, p., 61.

²¹⁴ Assadi D. (sous la dir.), Collectif, op. cit., p. 41 ; Hourcade B., « L'Iran : Energie et système d'alliance », in *Diplomatie*, Septembre-Octobre 2007, n°28, p. 64.

L'Iran, le pays possédant par exemple les deuxième plus importante réserves de cuivre sur le continent asiatique²¹⁵. Cependant, Téhéran n'entend pas tenir compte des menaces de sanctions onusiennes et continue ses activités nucléaires.

Finalement, le 23 décembre 2006, le CSNU adopte à l'unanimité la résolution 1737²¹⁶, laquelle rend obligatoire la suspension de toutes les activités liées à l'enrichissement et à l'eau lourde en Iran, y compris en recherche et développement. Les mesures adoptées à cette occasion en vertu de l'article 41 du Chapitre VII de la Charte des Nations unies visent quant à elle à empêcher toute contribution extérieure, quelle qu'elle soit, au profit des activités nucléaires sensibles et des programmes balistiques de l'Iran. La résolution prévoit également des sanctions financières à l'encontre des organismes et individus responsables de ces activités. L'appui apporté par la Chine à cette résolution est significative des attentes de Pékin sur la question nucléaire iranienne : d'une part, Pékin souhaite démontrer à Téhéran que son soutien n'est pas sans limite et modérer ainsi l'attitude de l'Iran sur la question nucléaire en l'appelant à étudier les propositions élaborées par elle-même, la Russie, les Etats-Unis et l'Europe. D'autre part, la Chine souhaite apparaître désormais sur la scène internationale comme un acteur responsable. De plus, en s'impliquant pleinement dans le processus de résolution de la crise, Pékin cherche également à éviter toute fuite en avant de la situation qui serait susceptible de nuire à ses intérêts.

Il est également intéressant de noter que le vote chinois de la résolution 1737 ne remet nullement en cause la coopération multisectorielle entamée ces dernières années entre les deux pays. Il faut toutefois souligner qu'une analyse de la balance commerciale iranienne conjuguée à la situation internationale de l'époque ne permettait pas à l'Iran de dénoncer le vote chinois au CSNU ; l'Iran ayant alors plus besoin de la Chine que la Chine de l'Iran. La république populaire palliait d'une part aux manquements du marché iranien grâce à ses exportations en produits

²¹⁵ Kellner T., Djalili M.-R., « L'Iran, la Chine et la crise du nucléaire », in *MERIA*, juillet 2006, volume 1, n°1, article 2, p. 9, http://meria.idc.ac.il/journal_fr/2006/jv1no1a2.html

²¹⁶ Pour consulter la résolution 1737, voir : CSNU, « Résolution 1737 », New York, Organisation des Nations-Unies, 23 décembre 2006, [http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S/RES/1737\(2006\)](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S/RES/1737(2006))

divers, et d'autre part, elle faisait tourner l'industrie pétrolière, poumon économique de l'Etat. Pékin restait également la seule grande puissance avec la Russie à exporter des armes vers la république islamique. Pékin fournit ainsi fin 2006 des navires chinois de type MK-13, armés de torpilles et de missiles de croisière antinavires, aux corps des Pasdarans²¹⁷.

Nonobstant la résolution 1737 du CSNU, la république islamique continue sans sourciller la poursuite de son programme nucléaire. Cette politique contraint le CSNU à adopter de nouvelles sanctions le 24 mars 2007 par le vote de la résolution 1747²¹⁸. Celles-ci portent sur deux domaines essentiels, l'armement (interdiction faite à l'Iran d'exporter toute arme et appel à la vigilance et à la retenue pour les exportations de certaines armes vers l'Iran) et les relations financières du gouvernement iranien avec d'autres Etats ou avec les institutions financières internationales. Trois semaines plus tard, le 9 avril, le ministre iranien du pétrole, annonce cependant que l'Iran et Sinopec sont proches d'un accord concernant le projet de Yadaravan²¹⁹. Paradoxalement, le même jour, un rapport émanant des services de renseignement américain estime avec une « forte probabilité » que l'Iran a cessé toutes activités liées à un programme nucléaire militaire en 2003, égratignant ainsi le discours officiel de l'administration Bush²²⁰. Après son nouvel échec devant le CSNU, l'Iran recherche surtout au travers de ces déclarations à provoquer un certain effet d'annonce destiné à prouver aux occidentaux que le pays n'est pas aussi isolé qu'ils le prétendent et que la coopération avec d'autres grandes puissances continue en marge de la question nucléaire. En outre, la Chine, dont la consommation énergétique ne cesse de croître à un rythme accéléré, ne peut se permettre de postposer indéfiniment la conclusion de ses différents contrats avec la république

²¹⁷ Malbrunot G., « L'Iran durcit son contrôle dans les eaux du golfe Persique », in *Le Figaro*, 2 décembre 2009, <http://www.lefigaro.fr/international/2009/12/02/01003-20091202ARTFIG00051-l-iran-durcit-son-contrôle-dans-les-eaux-du-golfe-persique-.php>

²¹⁸ Pour consulter la résolution 1747 : CSNU, « Résolution 1747 », New York, Organisation des Nations-Unies, 24 mars 2007, [http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S/RES/1747\(2007\)](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S/RES/1747(2007))

²¹⁹ Reuters, « Iran close to deal with Sinopec on Yadaravan field », 9 avril 2007, <http://uk.reuters.com/article/idUKL099291020070409>

²²⁰ Laurent L., « No Nukes Is Good Nukes », in *Forbes*, 12 avril 2007, http://www.forbes.com/2007/12/04/iran-nuclear-europe-markets-equity-cx_ll_1204markets18.html

islamique, d'autres entreprises étrangères commençant à manifester un intérêt croissant pour le marché iranien en dépit des sanctions américaines et des résolutions du CSNU²²¹. Pékin n'a donc pas réussi à éviter le blocage diplomatique entre l'Iran et l'Occident et bien que le fond des relations sino-iraniennes ne soit pas remis en question, l'on sent bien en coulisse que l'attitude iranienne commence à exaspérer les officiels chinois en quête d'un partenaire prévisible cautionnant la stabilité.

Après l'adoption par le CSNU de la résolution 1747, les présidents chinois et iranien se rencontrent à nouveau à l'occasion du sommet annuel de l'OCS qui se tient en août 2007 à Bichkek, la capitale du Kirghizstan. A l'issue de l'entretien, les deux présidents réitérent les grandes lignes de la politique de rapprochement sino-iranienne initiée au temps de la visite du président Khatami et ils se félicitent également des progrès accomplis depuis dans l'évolution de leurs relations bilatérales²²². L'accent est mis sur la nature de la relation sino-iranienne, basée sur l'amitié, la compréhension et le respect mutuel. L'Iran émet également le souhait d'établir des programmes à long terme pour développer sa coopération avec la Chine dans des domaines tels que le commerce, l'énergie, l'électricité, la culture, les sports, la science et la technologie et renforcer les consultations sur les questions internationales et régionales²²³. Dans le même temps, le président chinois exhorte l'Iran à faire preuve d'une certaine souplesse dans ses efforts visant à résoudre les problèmes suscités par son programme nucléaire controversé²²⁴. Officiellement donc, les relations étaient toujours au beau fixe malgré une légère variation de ton appelant la république islamique à plus de retenue. C'était en effet la première fois que le président chinois appelait

²²¹ Laurent L., « No Nukes Is Good Nukes », in *Forbes*, 12 avril 2007, http://www.forbes.com/2007/12/04/iran-nuclear-europe-markets-equity-cx_ll_1204markets18.html; Ram V., « Iran Deal Is A Gas For Malaysia's SKS », in *Forbes*, 26 décembre 2007, http://www.forbes.com/2007/12/26/iran-malaysia-oil-markets-comm-cx_vr_1226markets08.html

²²² Xinhua, « Hu Jintao se félicite de la croissance continue des relations sino-iraniennes », in *Le Quotidien du Peuple*, 16 août 2007, <http://french.peopledaily.com.cn/International/6241042.html>

²²³ Ibidem.

²²⁴ Xinhua, « Hu Jintao réitère la nécessité de régler le problème iranien par voie pacifique », in *Le Quotidien du Peuple*, 16 août 2007, <http://french.peopledaily.com.cn/International/6241043.html>

aussi explicitement l'Iran à infléchir sa politique sur la question du nucléaire. Entre-temps, l'année 2007 confirme la pénétration croissante des exportations chinoises sur le marché iranien observée les années précédentes. Ainsi, en 2007, selon les statistiques douanières de la république populaire, la Chine s'est affirmée, après les EAU, comme le deuxième exportateur vers l'Iran, avec des ventes totalisant 7,288 milliards de dollars, soit une croissance de 62,7% par rapport à l'année 2006²²⁵. Cependant, l'on estime qu'entre 10 et 20% des réexportations des EAU à destination de l'Iran seraient en réalité d'origine chinoise, ce qui fait dorénavant de Pékin le premier partenaire commercial de la république islamique.

Finalement, un contrat est signé entre les deux parties le 9 décembre 2007 au sujet du projet Yadaravan. Il s'agit cependant d'un nouveau contrat et non de l'officialisation des déclarations d'intentions de 2004. La politique du président iranien a rendu les négociations difficiles et le nouveau texte n'a plus grand-chose à voir avec « l'affaire du siècle » qu'espérait conclure la Chine trois ans auparavant. Désormais, Sinopec s'engage à investir 2 milliards de dollars étalés sur sept ans afin de moderniser les installations de Yadaravan. Ce contrat est présenté comme une grande réussite par Gholam Hossein Nazari, alors ministre iranien du pétrole, lequel annonce que sa réalisation va se dérouler en deux étapes : *« La première phase durant laquelle 85 000 barils seront produits par jour se réalisera en quatre ans et la seconde phase pour une production supplémentaire de 100 000 barils par jour sera terminée en trois ans »*²²⁶. La marge bénéficiaire de Sinopec est quant à elle sérieusement revue à la baisse en comparaison aux annonces de 2004, avec un montant n'atteignant désormais plus que 14,98%²²⁷. Il est également intéressant de souligner qu'en décembre 2007, Jia Qinglin, alors membre du Comité permanent du Bureau politique du Comité central du PCC, effectue une rencontre avec Mahdi Karroubi dans le cadre d'une initiative visant à renforcer les échanges interpartites entre le PCC et le Parti National Iranien Confiance

²²⁵ Assadi D. (sous la dir.), Collectif, op. cit., p. 43.

²²⁶ Xinhua, « Signature par la Chine et l'Iran d'un accord de coopération dans le secteur du pétrole », in *Le Quotidien du peuple*, 10 décembre 2007, <http://french.peopledaily.com.cn/Economie/6317931.html>

²²⁷ Laurent L., « Iran Runs To China For Oil Deal », in *Forbes*, 10 décembre 2007, http://www.forbes.com/2007/12/10/china-iran-oil-markets-equity-cx_ll_1210markets22.html

(PNIC)²²⁸. Madhi Karroubi, figure charismatique de l'opposition réformatrice, a été le président du Majlis de 2002 à 2004 et il a obtenu le score honorable de 17% des intentions de votes lors des dernières présidentielles de juin 2005. Or, il s'affirme à l'époque comme l'un des plus farouches opposants à la politique du président Ahmadinejad et se positionne déjà, dès 2007, comme un futur candidat potentiel pour les élections présidentielles de juin 2009. L'on est en droit de s'interroger sur les motivations de cette initiative lorsque l'on connaît le point d'honneur qu'accorde Pékin au principe de non ingérence en matière de politique intérieure. Cette initiative lancée par le PCC avait-elle pour objectif de soutenir une opposition au président Ahmadinejad dans l'espoir de voir émerger un gouvernement iranien plus souple sur l'épineuse question du dossier nucléaire ? Officiellement, le PCC souhaitait renforcer les relations avec le PNIC afin de promouvoir des relations stables à long terme entre les deux pays. Il va sans dire qu'un gouvernement iranien plus coopératif amoindrirait les craintes occidentales portant sur le programme nucléaire de Téhéran, faisant les affaires de Pékin qui pourrait ainsi continuer et renforcer sa coopération bilatérale avec le régime des Mollahs tout en restant dans la ligne de conduite voulue par les autres membres du Conseil de Sécurité. Quoi qu'il en soit, cette information ne fut pas relayée dans les médias officiels iraniens ; elle n'en constituait pourtant pas moins un message subliminal à l'intention d'Ahmadinejad.

Au final, si elle n'a pas remise en cause les liens politiques et les coopérations multisectorielles existant entre les deux pays, la politique étrangère iranienne sous Ahmadinejad aura tout de même accentué la méfiance des autorités chinoises, les renforçant dans leur attitude de prudence envers la république islamique. Ainsi, la part des importations pétrolière chinoise en provenance de l'Iran n'a cessée de diminuer depuis 2003 pour tomber à 12,74% en 2006²²⁹. Parallèlement, les parts des importations en provenance de l'Angola, de la Russie et de l'Arabie Saoudite ont considérablement augmenté, passant respectivement de

²²⁸ Xinhua, « La Chine et l'Iran renforcent les échanges interpartites », in *Le Quotidien du Peuple*, 5 décembre 2007,

<http://french.peopledaily.com.cn/Chine/6314911.html>

²²⁹ Vairon L., op. cit., p. 59.

7,86%, 4%, 6,8% en 1999 à 18%, 16% et 16,35% en 2006²³⁰. Pékin a donc introduit la variable du risque stratégique dans sa politique d'achats des hydrocarbures. Par ailleurs, l'année 2008 est significative d'un affermissement de la position chinoise. Forte de la dépendance économique croissante de Téhéran vis-à-vis de ses importations et exportations, la Chine a tenté de transposer son poids économique en Iran en une influence politique visant à assouplir les positions iraniennes ; sans succès cependant. La Chine a donc voté les résolutions 1803 et 1835 des 3 mars et 27 septembre 2008, soutenant ainsi l'application de nouvelles sanctions à l'encontre de Téhéran. Le gouvernement islamique a lui-même confirmé la participation chinoise aux sanctions contre l'Iran en février 2008 et la chambre du commerce irano-chinoise a par ailleurs déclaré au cours du mois de juillet de la même année que les banques chinoises n'ouvraient désormais plus de ligne de crédit pour les sociétés iraniennes²³¹. Le même mois, un projet dans le secteur de l'automobile portant sur un montant de 370 millions de dollars a ainsi été annulé suite au retrait des banques chinoises²³². Ces éléments, conjugués à l'absence du président iranien lors de la cérémonie d'ouverture des jeux olympiques de Pékin et à l'échec de la demande d'adhésion de l'Iran à l'OCS lors du sommet d'août 2008 au Tadjikistan, sont en contradiction avec l'ambition proclamée par les deux parties de pousser le rapprochement plus en avant. Ceci met en évidence les difficultés et les subtilités auxquelles est confrontée la relation sino-iranienne depuis l'élection de M. Ahmadinejad.

Ainsi, la Chine joue en réalité sur deux tableaux : si elle souhaite ménager son image auprès de ses partenaires occidentaux en participant aux sanctions économiques et en condamnant la prolifération nucléaire, elle n'a cependant pas moins cherché à diminuer systématiquement l'impact des sanctions onusiennes, se refusant à entreprendre une quelconque action susceptible d'affecter le secteur des hydrocarbures et par extension, ses intérêts énergétiques. Or, étant donné le poids de ce facteur dans l'économie iranienne, beaucoup estiment que la politique des sanctions économiques ne saurait être efficace sans son élargissement

²³⁰ Ibidem.

²³¹ Assadi D. (sous la dir.), Collectif, op. cit., p. 26.

²³² Assadi D. (sous la dir.), Collectif, op. cit., p. 27.

aux hydrocarbures. Mais Pékin souhaite garder une option sur les réserves iraniennes, en attendant vraisemblablement une conjoncture internationale plus favorable. D'un autre côté, la Chine tente d'exercer une certaine pression sur la république islamique afin de la rendre encline à une politique étrangère plus conciliante afin de pouvoir mener à terme ses objectifs dans le Golfe et en Asie Centrale.

Les derniers développements.

L'arrivée au pouvoir de Barack Obama à la Maison Blanche s'est accompagnée d'un espoir de dialogue et d'ouverture entre les Etats-Unis et le régime iranien. Le discours du président américain au Caire a démontré la volonté de la nouvelle administration américaine d'améliorer son image auprès du monde musulman. La main tendue par le président américain à l'Iran s'est cependant vue suivie d'un renouvellement des sanctions américaines dont un assouplissement ne pourrait être envisagé qu'après une avancée significative dans le dossier nucléaire. Barack Obama a également demandé aux autres pays de ne pas coopérer avec la république islamique tant qu'elle n'aura pas suspendu son programme nucléaire controversé. Or, la prise de fonction de la nouvelle administration américaine s'est vue jumelée à une offensive économique de la Chine en Iran portant sur l'élaboration de nombreux contrats dans le domaine des hydrocarbures. Il est probable que Pékin ait souhaité tester la fermeté du nouveau président américain sur la question de sa coopération avec la république islamique. Ainsi la Chine a-t-elle signé début 2009 plusieurs nouveaux contrats, probablement gardés au frais jusque là, avec le régime des Mollahs. En janvier, c'est un contrat portant sur le développement du champ d'Azadegan qui est annoncé pour une valeur de 1,76 milliards de dollars²³³. En mars, un accord est conclu pour un montant de 3,2 milliards de dollars portant sur l'exploitation commune du gisement gazier de South Pars, dans le golfe Arabo-persique²³⁴. Le contrat d'exploitation de ce gisement, qualifié de plus grande réserve de gaz naturel au monde, prévoit la production de 10

²³³ Philip B., « La Chine cultive l'ambiguïté sur le dossier nucléaire iranien », in *Le Monde*, 19 octobre 2009

²³⁴ *Courrier International*, « Iran – Chine : un contrat qui dérange », in *Courrier International*, 16 mars 2009, <http://www.courrierinternational.com/breve/2009/03/16/iran-chine-un-contrat-qui-derange>

millions de tonnes de gaz naturel liquéfié sur une période de trois ans²³⁵. En juin, la CNPC a également signé un contrat de 5 milliards de dollars avec la NIOC pour le développement du champ de Pars²³⁶. Le 22 octobre, soit une semaine après sa visite à Pékin, le premier vice-président iranien, Mohammad-Reza Rahimi, a déclaré que les responsables chinois et iraniens étaient parvenus à d'autres accords sur les investissements chinois dans les secteurs pétroliers et énergétiques. Alors qu'il s'exprimait dans le cadre de l'inauguration du projet de construction du barrage de Haraz, projet auquel participe la Chine, le vice-président s'est félicité de l'implication chinoise dans les grands travaux d'infrastructures en Iran et il a également annoncé que les nouveaux accords sur les investissements chinois dans les domaines énergétiques portaient sur un montant de 20 milliards de dollars²³⁷. Ces développements mettent en évidence le peu d'échos apporté par Pékin aux demandes de Washington, particulièrement lorsqu'il est question de ressources stratégiques. La visite mi-octobre du premier vice-président iranien à Pékin doit également être mise en parallèle avec la reprise du dialogue entre la république islamique et le groupe des 5+1 sur la question de son programme nucléaire. Encore une fois, l'effet d'annonce est important dans le contexte des négociations : il rappelle au président Obama les intérêts chinois en Iran. De manière plus générale, la dernière année du premier mandat de Mahmoud Ahmadinejad a confirmé la poursuite de l'approfondissement des relations commerciales avec la Chine, la presse officielle iranienne annonçant que le volume des échanges entre les deux pays a atteint pour l'année iranienne 2008 (mars 2008 à mars 2009) le montant de 29 milliards de dollars²³⁸.

Sur le plan du soutien politique, la Chine semble aujourd'hui prôner le statu quo. Elle refuse toujours d'intégrer pleinement la république

²³⁵ Ibidem.

²³⁶ Philip B., « La Chine cultive l'ambiguïté sur le dossier nucléaire iranien », in *Le Monde*, 19 octobre 2009, http://abonnes.lemonde.fr/asi-pacifique/article/2009/10/19/la-chine-cultive-l-ambiguïte-sur-le-dossier-nucleaire-iranien_1255776_3216.html#ens_id=677013

²³⁷ IRNA, « Le premier vice-président iranien : la Chine va investir dans le secteur énergétique en Iran », 22 octobre 2009, <http://www2.irna.ir/fr/news/view/menu-376/0910226204175359.htm>

²³⁸ Branigan T., « Can China help to defuse the nuclear threat from Iran? », in *The Guardian*, 27 septembre 2009, <http://www.guardian.co.uk/world/2009/sep/27/china-iran-nuclear-weapons-threat>

islamique au sein de l'OCS et continue à soutenir verbalement Téhéran au travers de son discours alliant le droit naturel des Etats à user de la technologie nucléaire à des fins pacifiques et la dénonciation des armes de destruction massives. Concernant l'OCS, Téhéran a plusieurs fois exprimé son intérêt d'en devenir membre à part entière, ce qui nécessite l'accord conjoint de Pékin et Moscou. Or, les dernières déclarations des responsables chinois réaffirment clairement le rôle qu'ils entendent faire jouer à l'Iran au sein de l'OCS et qui se cantonne actuellement à celui de membre-observateur. En acceptant d'accorder ce statut à l'Iran, la Chine (et la Russie) a bel et bien sorti l'Iran du banc où il était cloisonné et limité dans ses rapports institutionnels avec les grandes puissances. Les derniers développements laissent cependant clairement transparaître que si la Chine est prête à ménager l'Iran, elle souhaite dans le même temps garder une certaine distance en évitant une institutionnalisation qui risquerait d'être mal perçue par les Occidentaux. Ainsi, le 16 février 2009, le ministre iranien des affaires étrangères, Manoucher Mottaki, a réitéré le souhait de l'Iran de devenir un membre à part entière de l'OCS et a informé la presse que le gouvernement iranien avait formellement adressé une nouvelle demande d'adhésion²³⁹. Quelques mois plus tard, à l'occasion de la 8^{ème} réunion des ministres des pays membres de l'OCS qui s'est ouverte le 14 octobre 2009 à Pékin, le porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères a déclaré que « *L'Iran doit jouer son rôle à l'OSC en tant que pays observateur* »²⁴⁰. Ces déclarations permettent de bien rendre compte de la divergence d'opinion entre les deux pays sur le rôle à jouer par Téhéran au sein de l'organisation. La volonté iranienne d'arriver à une adhésion pleine et entière s'explique quant à elle par un besoin de reconnaissance sur la scène internationale, Téhéran voulant démontrer qu'il n'est pas isolé. Il y a là aussi une question de prestige, la république islamique voulant être reconnue comme une puissance régionale faisant la jonction entre les Etats d'Asie Centrale et les pays du Golfe. Cette perspective placerait la république islamique dans une

²³⁹IRNA, « Manouchehr Mottaki: l'Iran souhaite devenir membre de l'Organisation de coopération de Shanghai », 17 février 2009, <http://www2.irna.ir/fr/news/view/line-41/0902188867021857.htm>

²⁴⁰IRNA, « Le ministère chinois des Affaires étrangères : l'Iran doit jouer son rôle à l'OSC en tant que pays observateur », 14 octobre 2009, <http://www2.irna.ir/fr/news/view/menu-374/0910143832082252.htm>

position clé en Eurasie, renforçant encore un peu plus son importance géopolitique et lui procurant des opportunités politiques et des avantages économiques substantiels en devenant par exemple le pays de transit pour les marchandises en provenance de Chine ou des Etats d'Asie Centrale en direction des marchés du Golfe Arabo-persique ou de l'Europe.

Sur la question du nucléaire, le ministre chinois des affaires étrangères, Yang Jiechi, a réitéré la position chinoise en août 2009, appelant à une résolution diplomatique du problème. Il fit cette déclaration devant la Conférence du désarmement de l'Onu à Genève, invitant les puissances concernées à en finir avec la politique de deux poids deux mesures face aux pays qui utilisent le nucléaire²⁴¹. Le ministre chinois a en outre rappelé que son pays reste opposé à l'instrumentalisation du principe de non prolifération pour nier le droit de certains pays pourtant signataire du TNP à utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. M. Yang a enfin plaidé pour un renforcement du rôle de l'AIEA, considérant que la sécurité internationale était *“confrontée aux changements les plus profonds depuis la fin de la guerre froide.”* Finalement, il a également demandé que la question nucléaire de la Corée du Nord soit résolue elle aussi par voie diplomatique. Un mois plus tard, à l'occasion de la tenue annuelle de l'assemblée générale des Nations-Unies, la Chine s'est à nouveau déclarée opposée à de nouvelles sanctions contre l'Iran. Le porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères, Mme Jiang Yu, a notamment déclaré lors d'un point presse : *“Nous croyons toujours que des sanctions et pressions ne sont pas une voie de sortie. [...] Pour le moment, cela n'est pas favorable à des efforts diplomatiques.”*²⁴².

Les Etats-Unis ont par ailleurs bien compris que s'ils veulent imposer des sanctions efficaces à l'Iran, il leur faudra gagner le soutien de la Chine. Le 14 octobre 2009, soit 15 jours après la reprise des pourparlers du groupe des 5+1 avec la république islamique, Kurt Campbell, le secrétaire d'Etat

²⁴¹ IRNA, « Le ministre chinois des Affaires étrangères: le dossier nucléaire iranien doit être résolu par les voies diplomatiques », 13 août 2009,

<http://www2.irna.ir/fr/news/view/line-94/0908130860172536.htm>

²⁴² IRNA, « La Chine maintient son opposition à des sanctions contre l'Iran », 25 septembre 2009,

<http://www2.irna.ir/fr/news/view/menu-374/0909254325100001.htm>

adjoint pour les affaires asiatiques, déclara : *“Si nous voulons réaliser des progrès pour envoyer un message uni à l’Iran, nous allons avoir besoin du soutien de la Chine. [...] Nous allons avoir besoin de plus de coopération et de coordination entre les Etats-Unis et la Chine si nous voulons être efficaces en Iran.”*²⁴³. M. Campbell était alors en visite à Pékin pour préparer notamment la visite du président Obama au moins de novembre. Mais dès le lendemain suivant l’annonce de M. Campbell, le gouvernement chinois annonça son intention de renforcer sa coopération et ses échanges de haut niveau avec Téhéran ; le premier ministre chinois, Wen Jibao, déclara notamment que *“la Chine continuera à jouer un rôle constructif pour promouvoir la résolution de la question nucléaire iranienne”*²⁴⁴. Outre le haut représentant américain, il est à signaler que des officiels iraniens se trouvaient simultanément à Pékin pour participer à une réunion portant sur la sécurité régionale à laquelle participait également la Russie²⁴⁵. Ces contre-annonces chinoises coupèrent court aux espérances de Washington car elles laissent à supposer que la Chine n’a pas l’intention de supporter des mesures punitives supplémentaires concernant le programme nucléaire iranien. Le président Hu Jintao a quant à lui dans le même temps appelé les membres de l’ONU à prendre des « mesures crédibles » pour combattre la prolifération des armes atomiques. Suite à l’échec des pourparlers entamés en octobre concernant le transfert à l’étranger de 1200 kg d’uranium sur les 1500 kg que possède l’Iran en échange de combustible enrichi à 20% destiné au réacteur de recherche de Téhéran, la possibilité de nouvelles sanctions a une nouvelle fois été évoquée par les occidentaux, parallèlement au refus de l’Iran d’arrêter la construction de son nouveau site d’enrichissement près de Qom. Le 27 novembre, l’AIEA a par ailleurs condamné explicitement l’Iran, lui demandant

²⁴³ Le Monde, AFP, « Nucléaire iranien : Washington juge nécessaire de coopérer avec Pékin », in *Le Monde*, 14 octobre 2009, http://abonnes.lemonde.fr/proche-orient/article/2009/10/14/nucleaire-iranien-washington-juge-necessaire-de-cooperer-avec-pekini_1253673_3218.html#ens_id=677013

²⁴⁴ Philip B., « La Chine cultive l’ambiguïté sur le dossier nucléaire iranien », in *Le Monde*, 19 octobre 2009, http://abonnes.lemonde.fr/asia-pacifique/article/2009/10/19/la-chine-cultive-l-ambiguite-sur-le-dossier-nucleaire-iranien_1255776_3216.html#ens_id=677013 ; Landler M., Wong E., « In Face of Sanctions, China Premier Warms to Iran », in *The International Herald Tribune*, 15 octobre 2009, http://www.nytimes.com/2009/10/16/world/asia/16diplo.html?_r=1&ref=middleeast

²⁴⁵ Landler M., Wong E., « In Face of Sanctions, China Premier Warms to Iran », in *The International Herald Tribune*, 15 octobre 2009, http://www.nytimes.com/2009/10/16/world/asia/16diplo.html?_r=1&ref=middleeast

l'arrêt de ses activités sur le site de Qom. La Chine a cependant rappelé le 1^{er} décembre que davantage de dialogue était nécessaire, en lieu et place des sanctions, pour résoudre la crise du nucléaire iranien²⁴⁶.

Conclusion.

En conclusion, nous constatons qu'au cours de ces 20 dernières années, l'élargissement et l'approfondissement des relations sino-iraniennes ont bien été corrélés à l'évolution de la conjoncture internationale et plus particulièrement à la position américaine vis-à-vis des ces deux puissances. La convergence de vue et les intérêts communs portés à certains problèmes internationaux (comme la situation en Afghanistan ou en Irak) ont contribué pour leur part au rapprochement politico-stratégique. Aujourd'hui, nous pouvons parler sans risque de coopération quasi globale, seule les domaines balistiques et nucléaires n'y étant plus inclus de nos jours, du moins officiellement. L'Iran fait partie intégrante de la stratégie globale de l'empire du milieu au travers notamment de son importance dans la politique énergétique de Pékin, et la Chine est devenue le premier partenaire commercial de Téhéran, aussi bien pour les exportations que pour les importations. Les tendances géopolitiques naturelles au rapprochement sino-iranien ont notamment été respectées, suivant la logique des ressources (hydrocarbures, minéraux,...) et la logique des routes (détroit d'Ormuz et voies terrestres eurasiennes) qui doivent permettre aux « îles » chinoises et iraniennes de contourner l'endigement américain. La Chine contribue ainsi à la construction d'un nouveau port à Chah Bahar (Bandar Beheshti) dans la province du Baloutchistan, à l'est du littoral sur le golfe d'Oman²⁴⁷. Cette contribution est à mettre en parallèle avec la participation chinoise à la construction du port pakistanais de Gwadar qui constitue actuellement l'élément le plus occidental du dispositif du *collier de perle* chinois. Pour Pékin, la république islamique doit également être davantage associée aux dynamiques régionales de l'Asie Centrale. Les deux pays y partageant toute une série d'intérêts communs, il existe donc d'importantes aires de coopération potentielle. Pour Pékin, l'Est iranien représente un axe

²⁴⁶ IRNA, « La Chine souhaite plus de dialogue et pas de sanctions dans le dossier iranien », 1 décembre 2009,

<http://www2.irna.ir/fr/news/view/line-96/0912012345220443.htm>

²⁴⁷ Lambert D., op.cit., p. 407.

potentiel d'acheminement des marchandises vers l'Europe via l'Asie Centrale et la Russie. Le développement des infrastructures (routières et ferroviaires) entre Chah Bahar et Mashhad permettrait une économie en kilomètre en comparaison à la route traditionnelle qu'est aujourd'hui le canal de Suez. Sur ces différents projets, Pékin est aujourd'hui en rivalité avec New Delhi qui entend également profiter des opportunités commerciales que pourrait lui offrir le développement structurel des provinces orientales iraniennes²⁴⁸. Il est également probable que la Chine souhaiterait pouvoir acheminer ses importations d'hydrocarbures en provenance du Kazakhstan via des pipelines traversant le Turkménistan et l'Iran, avant de les acheminer par voie maritime depuis le golfe d'Oman jusqu'en Chine²⁴⁹. A travers le renforcement des voies de transport et de communication en Asie Centrale, Pékin cherche donc à atteindre la région du Golfe qui, malgré la volonté chinoise de diversifier ses sources d'approvisionnement en pétrole, devrait rester la région clé de la politique énergétique chinoise. Certaines analyses comme celle émanant de l'*U.S. Energy Information Agency*, préconisent même que d'ici à 2020, les importations chinoises en pétrole dépendront à 92% de sept Etats du Golfe²⁵⁰.

En outre, les relations sino-iraniennes se sont bâties malgré des idéologies diamétralement opposées et Pékin s'est toujours abstenu de conditionner ses rapports avec Téhéran en fonction des dérives de langage peu diplomatiques de la république islamique. Le rôle joué par la Chine dans la question du nucléaire en tant que membre permanent du Conseil de Sécurité illustre bien quant à lui l'importance de l'institutionnalisme stratégique dans les relations sino-iraniennes. Ainsi, bien que les principaux intéressés s'en défendent, l'approche des relations sino-iraniennes concorde avec un cadre théorique réaliste des relations internationales, tenant compte des facteurs géostratégiques et fondé sur le pragmatisme et la convergence de leurs intérêts mutuels.

La pénétration de Pékin sur le marché intérieur iranien a pour sa part engendré une réelle dépendance de Téhéran vis-à-vis de son partenaire

²⁴⁸ L'Inde participe ainsi également au développement du port de Chah Bahar.

²⁴⁹ Chautard S., op. cit., p. 93.

²⁵⁰ Kellner T., Djalili M.-R., « L'Iran, la Chine et la crise du nucléaire », in *MERIA*, juillet 2006, volume 1, n°1, article 2, p. 10, http://meria.idc.ac.il/journal_fr/2006/jv1no1a2.html

extrême-orientale en quelques années seulement. Si le marché iranien constitue une manne d'écoulement pour les produits chinois qui en comblent en partie les manquements, ce commerce freine la création d'une production locale, contribue à l'accroissement du chômage et ralentit la diversification de l'économie iranienne dans des secteurs économiques de base²⁵¹. Un récent scoop du *Financial Times* a par ailleurs révélé, le 23 septembre, que l'Iran importait de Chine entre 30 000 et 40 000 barils de pétrole raffiné par jour à cause de ses manquements infrastructurels qui l'empêche de survenir à ses propres besoins²⁵². Aussi important que soit l'Iran pour la Chine, nous constatons que cette interdépendance est asymétrique, la Chine étant bien plus importante encore pour l'Iran, aussi bien au niveau politique qu'économique. Cette disproportion est telle que si on la met en parallèle avec l'interdépendance sino-occidentale, il apparaît clairement qu'il n'est pas réaliste d'envisager voir Pékin sacrifier ses relations avec l'Occident au profit de ses liens avec Téhéran.

L'élection présidentielle iranienne du 12 juin 2009 et les manifestations populaires qui lui ont succédé ont pour leur part mises en exergue l'hétérogénéité à la fois de la classe politique et de la société civile. La république islamique est depuis lors soumise à un mouvement de protestation maintenu par les figures de l'opposition – Karroubi, Moussavi, Khatami – et la jeunesse intellectuelle du pays. Plus de 6 mois après le début des manifestations, la répression du régime n'a en rien étouffé le mouvement protestataire qui s'est au contraire radicalisé, attaquant les fondements même de la république islamique. Alors que la foule scandait en cœur « où est mon vote ? » au lendemain du scrutin, les graffitis et les slogans hostiles au guide suprême se retrouvent aujourd'hui dans chacune des manifestations de l'opposition. Cette « révolution verte » et ses conséquences sur le champ de la politique intérieure risque en outre de déborder sur la politique étrangère iranienne. Les radicaux du régime craignent en effet qu'une ouverture envers l'Occident ne suscite une « américano-mania » qui serait susceptible de renforcer les mouvements protestataires. En outre, l'Iran

²⁵¹ Lambert D., op.cit, p. 407.

²⁵² L'Iran importe actuellement 60% de l'essence qu'il consomme.

semble jouer la montre sur la question du nucléaire. Après avoir lui-même proposé l'envoi de son uranium à l'étranger en juin dernier, il a depuis lors fait traîner les discussions en longueur pour finalement refuser les projets proposés par les grandes puissances qui constituaient pourtant les offres les plus conciliantes qui lui aient été faites jusqu'à ce jour. Cette intransigeance risque à terme de fatiguer Pékin qui a de plus en plus de mal à maintenir son double jeu envers l'Iran et l'Occident. Les derniers développements survenus depuis octobre 2009 ont par ailleurs été considérables : l'Iran a rejeté les propositions des grandes puissances, s'est vu accusé d'avoir caché à l'AIEA le développement d'un site d'enrichissement près de la ville sainte de Qom, a ensuite annoncé la construction de 10 nouveaux sites d'enrichissement et s'est finalement vu accusé dans un rapport de l'AIEA d'avoir testé des composants intervenant dans les détonateurs d'ogives nucléaires. Désormais, malgré ses intérêts iraniens, la république populaire pourrait difficilement arriver à concilier sa volonté d'apparaître comme un acteur responsable avec un refus catégorique d'imposer de nouvelles sanctions à Téhéran. Certes, Pékin continuera à faire tout son possible pour éviter le scénario catastrophe d'une intervention américaine unilatérale et ménager dans le même temps son partenaire iranien mais comme le souligne fort probablement à juste titre Zhu Feng, directeur adjoint du centre d'études internationales et stratégiques de l'université de Pékin, ; « *Si l'Iran montre peu de sincérité à ce qu'une solution soit trouvée avec les pays occidentaux, je ne pense pas que Pékin continuera à s'opposer aux sanctions.* »²⁵³.

²⁵³ Philip B., « La Chine cultive l'ambiguïté sur le dossier nucléaire iranien », in *Le Monde*, 19 octobre 2009